

LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI  
ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS  
DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

SOUS LA PRÉSIDENCE DE  
L'HONORABLE FRANCE CHARBONNEAU, J.C.S., présidente  
M. RENAUD LACHANCE, commissaire

AUDIENCE TENUE AU  
500, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE OUEST  
MONTRÉAL (QUÉBEC)

LE 12 FÉVRIER 2014

VOLUME 168

**DANIELLE BERGERON et CLAUDE MORIN**  
**Sténographes officiels**

RIOPEL GAGNON LAROSE & ASSOCIÉS  
215, rue Saint-Jacques, Bureau 110  
Montréal (Québec) H2Y 1M6

## COMPARUTIONS

### POUR LA COMMISSION :

Me SONIA LeBEL  
Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU  
Me ISABELLE GILLES

### INTERVENANTS :

Me MARIE-CLAUDE MICHON pour le Procureur général du Québec  
Me MÉLISSA CHARLES pour l' Association de la construction du Québec  
Me CHARLES LEVASSEUR pour M. Gérard Cyr  
Me LUCIE JONCAS et Me ANDRÉ DUMAIS pour le Conseil provincial du Québec des métiers de la construction (International)  
Me DENIS HOULE et Me SIMON LAPLANTE pour l'Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec  
Me JOSÉANE CHRÉTIEN pour le Barreau du Québec  
Me ROBERT LAURIN pour la FTQ Construction  
Me SÉBASTIEN GHANTOUS pour le Fonds de solidarité  
Me PIERRE POULIN pour le Directeur des poursuites criminelles et pénales  
Me ROSE-MÉLANIE DRIVOD pour M. Serge Larouche

---

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
LISTE DES PIÈCES	4
PRÉLIMINAIRES	6
 PAUL FAULKNER	
INTERROGÉ PAR Me SONIA LeBEL	9
CONTRE-INTERROGÉ PAR Me ANDRÉ DUMAIS	72
 SERGE LAROUCHE	
INTERROGÉ PAR Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU	121

---

LISTE DES PIÈCES

	PAGE
115P-1394 : Charte de solidarité et d'engagement du Conseil provincial international de la construction	49
115P-1395 : Présentation de Paul Faulkner - L'organisation de l'INTER au Québec (AFL-CIO)	71
116P-1396 : Tirage de Ganotec sur le chantier de Petro-Canada du 5 mars 2010	155
116P-1397 : Courriel du 11 juillet 2008 de Daniel Bergeron à Serge Larouche - Fichier chiffre d'affaires	168
116P-1398 : Bail de location d'un coffret de sûreté à la Banque Nationale et relevés des accès à partir du 10 juillet 2002	181

116P-1399 : Lettre entre Kiewit et Ganotec reconnaissant des paiements à Gérard Cyr du 1er juin 2007	203
116P-1400 : Relevé de compte bancaire de Serge Larouche en date du 17 décembre 2007	211

---

1 L'AN DEUX MILLE QUATORZE (2014), ce douzième (12e)  
2 jour du mois de février,

3

4 PRÉLIMINAIRES

5

6 LA PRÉSIDENTE :

7 Bonjour, Monsieur Faulkner.

8 M. PAUL FAULKNER :

9 Bonjour.

10 Bonjour à tous.

11 LA GREFFIÈRE :

12 Pourriez-vous rester debout?

13 LA PRÉSIDENTE :

14 Est-ce que les avocats peuvent s'identifier, je  
15 vous prie?

16 Me SONIA LeBEL :

17 Alors, bonjour, Madame la Présidente. Bonjour,  
18 Monsieur le Commissaire. Sonia LeBel pour la  
19 Commission.

20 Me ISABELLE GILLES :

21 Bonjour. Isabelle Gilles pour la Commission.

22 Me MARIE-CLAUDE MICHON :

23 Bonjour. Marie-Claude Michon pour le Procureur  
24 général du Québec.

25

1 Me MÉLISSA CHARLES :

2 Bonjour. Mélissa Charles pour l'Association de la  
3 construction du Québec.

4 Me CHARLES LEVASSEUR :

5 Bonjour. Maître Charles Levasseur pour monsieur  
6 Gérard Cyr.

7 Me LUCIE JONCAS :

8 Bonjour. Lucie Joncas pour le Conseil provincial  
9 (International).

10 Me ANDRÉ DUMAIS :

11 Bonjour, Madame la Présidente, Monsieur le  
12 Commissaire. André Dumais, Conseil provincial  
13 (International).

14 Me DENIS HOULE :

15 Bonjour, Madame, Monsieur. Denis Houle pour  
16 l'Association des constructeurs de routes et grands  
17 travaux du Québec.

18 Me SIMON LAPLANTE :

19 Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire.  
20 Simon Laplante pour l'Association des constructeurs  
21 de routes et grands travaux du Québec.

22 Me JOSÉANE CHRÉTIEN :

23 Bonjour. Joséane Chrétien pour le Barreau du  
24 Québec.

25

1 Me ROBERT LAURIN :

2 Robert Laurin, FTQ Construction.

3 Me SÉBASTIEN GHANTOUS :

4 Bonjour à tous. Sébastien Ghanous pour le Fonds de  
5 solidarité.

6 Me PIERRE POULIN :

7 Et Pierre Poulin pour le Directeur des poursuites  
8 criminelles et pénales. Bonjour.

9 LA GREFFIÈRE :

10 Est-ce que vous pourriez vous lever pour  
11 l'assermentation, s'il vous plaît?

12 R. Oui.

13 (09:33:37)

14

15

16

---

1 L'AN DEUX MILLE QUATORZE (2014), ce douzième (12e)  
2 jour du mois de février,

3

4 A COMPARU :

5

6 PAUL FAULKNER, directeur général du Conseil  
7 provincial (International) des métiers de la  
8 construction

9

10 LEQUEL, affirme solennellement ce qui suit :

11

12 INTERROGÉ PAR Me SONIA LeBEL :

13 Q. **[1]** Alors, on en était, Monsieur Faulkner, quand on  
14 s'est quitté hier soir, avec vous, à essayer de  
15 comprendre et d'établir un peu de quelle façon  
16 fonctionne la structure de l'International. On  
17 connaît au Québec, de façon plus particulière, ce  
18 qu'on appelle le Conseil provincial. Le Conseil  
19 provincial - vous me corrigerez si je me trompe -  
20 est une des cinq associations syndicales autorisées  
21 sur le territoire... en construction naturellement,  
22 là, sur le territoire de la province de Québec,  
23 c'est exact?

24 R. C'est exact.

25 Q. **[2]** Elle est en compagnie de quelles autres

1 associations?

2 R. En compagnie de la FTQ Construction, de la CSN  
3 Construction, CSD Construction et le Syndicat  
4 québécois.

5 Q. **[3]** O.K. On va aborder, de façon plus particulière,  
6 la constitution du Conseil provincial et les  
7 sections locales. On a vu hier qu'une section  
8 locale prenait naissance, là, par le biais d'une  
9 charte et que c'est l'association mère de cette  
10 section locale-là qui a le pouvoir, si on veut, de  
11 la créer sur certains territoires en fonction du  
12 métier qu'elle représente et lui attribuant un  
13 territoire donné. Il y a vingt-huit (28) de ces  
14 sections locales-là au Québec, c'est exact?

15 R. Exact.

16 Q. **[4]** Elle représente différents métiers de la  
17 construction, vous avez dit vingt-quatre (24)  
18 métiers différents.

19 R. Exactement, vingt-quatre (24) métiers.

20 Q. **[5]** O.K. Regroupés dans treize (13) associations  
21 internationales, c'est exact?

22 R. C'est exact. Oui.

23 Q. **[6]** O.K. Ces associations... ces sections locales-  
24 là se sont également trouvées à être regroupées  
25 sous le chapeau d'une association syndicale qui est

1 le Conseil provincial.

2 R. Exact.

3 Q. **[7]** O.K. Quel est le rôle, en gros, là, du Conseil  
4 provincial, puis on va y aller un petit peu plus en  
5 particulier tantôt, là.

6 R. Le rôle du Conseil provincial, c'est tout qu'est-ce  
7 qui regarde général pour tous les affiliés : les  
8 négociations des conventions collectives; les  
9 avantages sociaux; CSST; programme de prévention;  
10 tout qu'est-ce qui est d'ordre général.

11 Q. **[8]** O.K. Il y a certaines similitudes. Je pense,  
12 les cinq associations syndicales sur le territoire  
13 de la province de Québec n'ont pas la même  
14 structure, est-ce que je me trompe?

15 R. Exact.

16 Q. **[9]** O.K. Entre la FTQ Construction et le Conseil  
17 provincial, il y a certaines similitudes.  
18 Lesquelles?

19 R. C'est deux associations syndicales structurées  
20 métier par métier.

21 Q. **[10]** Métier par métier. Donc, on a vu, là, au cours  
22 des travaux de la Commission, qu'effectivement la  
23 FTQ Construction était également divisée par  
24 locaux, par sections locales qui habituellement  
25 regroupent un métier particulier, c'est exact?

1 R. Exact.

2 Q. **[11]** C'est pas le cas de la CSN, la CSD puis la  
3 cinquième que j'oublie tout le temps, là.

4 R. Non, exact, c'est pas la même chose.

5 Q. **[12]** SPQ. Donc, eux sont plutôt regroupés dans un  
6 ensemble. Je comprends qu'il y a pas de locaux,  
7 tous les métiers sont dans la même association et  
8 c'est par le biais d'une assemblée générale, je  
9 pense, que se fait leur... se prennent leurs  
10 décisions. Je sais que j'y vais grossièrement, là,  
11 mais...

12 R. Oui, parce que je peux pas décrire leur mode de  
13 fonctionnement, là, je les connais pas, mais...  
14 Oui, c'est...

15 Q. **[13]** La différence fondamentale entre ça.

16 R. Exactement.

17 Q. **[14]** Donc, pour ça, si je comprends bien, sur cet  
18 aspect-là, la FTQ Construction et le Conseil  
19 provincial sont cousins, là, si on veut, se  
20 ressemblent.

21 R. Il y a des ressemblances, oui.

22 Q. **[15]** O.K. Si on regarde les sections locales en  
23 particulier, on va y aller. Madame Blanchette, si  
24 on peut revenir au PowerPoint qu'on avait  
25 commencé... avec lequel on a commencé à travailler

1 hier soir à l'onglet 1, je pense. Si on va à la  
2 diapositive numéro 4, qui est celle sur les  
3 sections locales, on l'a bien expliqué hier. Les  
4 sections locales sont donc un démembrement des  
5 associations. C'est la prochaine diapositive,  
6 Madame Blanchette, s'il vous plaît.

7 LA GREFFIÈRE :

8 Est-ce que vous le produisez?

9 Me SONIA LeBEL :

10 Pas tout de suite, à la fin.

11 Q. **[16]** Alors, les sections locales sont donc un  
12 démembrement des associations internationales et  
13 sont donc soumises à la constitution de ces  
14 dernières. On a expliqué hier que l'association  
15 garde plein pouvoir sur la section locale, c'est  
16 exact?

17 R. Oui, c'est exact.

18 Q. **[17]** Peut lui... au final, pourrait même jusqu'à  
19 lui retirer sa charte ou la mettre sur tutelle...

20 R. Oui.

21 Q. **[18]** ... dans le pire scénario.

22 R. Oui.

23 Q. **[19]** Et vous avez expliqué que c'était même déjà  
24 arrivé dans le passé dans certaines... dans  
25 certaines circonstances.

1 R. Exact. Oui.

2 Q. **[20]** Entre autres, peut-être pour des problèmes de  
3 finance ou des choses comme ça, ça pourrait être...

4 R. Exactement.

5 Q. **[21]** O.K. Si on passe à la suivante, on pourrait  
6 peut-être commencer à voir chacune des associations  
7 qui sont présentes sur le territoire de la province  
8 de Québec, on va les faire rapidement. On a, la  
9 première, on a l'Union internationale des  
10 briqueteurs et métiers connexes, c'est une des  
11 associations internationales. On voit que cette  
12 association-là a deux sections locales présentes  
13 sur le territoire, le local 7 et le local 4. Est-ce  
14 que ce sont des locaux que vous connaissez  
15 particulièrement ça? Non?

16 R. Je connais les locaux pour les avoir côtoyés,  
17 surtout le local 4, l'avoir côtoyé, là, à la table  
18 de l'exécutif.

19 Q. **[22]** O.K. À votre connaissance, est-ce que ce sont  
20 deux locaux qui représentent le même métier, mais  
21 sur des territoires différents ou...

22 R. C'est exact. Oui.

23 Q. **[23]** O.K.

24 R. Le local 7 pour l'Outaouais et puis le local... le  
25 local 4 pour tout le reste du Québec.

1 Q. **[24]** Donc, dans ce sens-là, ils sont identiques,  
2 c'est une question de territoires.

3 R. Exactement.

4 Q. **[25]** O.K. La prochaine, c'est l'Association  
5 internationale des poseurs d'isolants et métiers  
6 connexes. On constate qu'il y a simplement le local  
7 58 donc qui couvre tout le territoire à ce sens.

8 R. Toute la province de Québec.

9 Q. **[26]** Donc, ce qu'on expliquait, là, une association  
10 peut en créer une ou plusieurs. Dans ce cas-là, il  
11 y en a seulement une.

12 R. Exactement.

13 Q. **[27]** Donc, tous les gens qui sont des poseurs  
14 d'isolants et ses métiers qui sont sous cette  
15 association-là font partie du...

16 R. Du local...

17 Q. **[28]** ... local 58.

18 R. Exactement.

19 Q. **[29]** Peu importe le territoire où ils habitent.

20 R. C'est exact.

21 Q. **[30]** O.K.

22 R. Exactement.

23 Q. **[31]** Peu importe le territoire où ils habitent?

24 R. C'est exact.

25 Q. **[32]** O.K. Union internationale des journaliers

1 d'Amérique du Nord a également deux locaux, ce sont  
2 les manoeuvres spécialisées et les journaliers.  
3 Est-ce que ce sont deux locaux différents, dans ce  
4 sens-là, qu'on regroupe?

5 R. C'est deux locaux différents, mais sous la même  
6 entité internationale. Tout simplement, c'est  
7 encore une question de territoire, le 62 couvre  
8 tout le Québec, sauf l'Outaouais, et le 527-A, lui  
9 couvre l'Outaouais.

10 Q. **[33]** Parfait. Prochaine diapositive. L'Association  
11 unie des compagnons apprentis de l'industrie de la  
12 plomberie et de la tuyauterie des États-Unis et du  
13 Canada. Celle qui regroupe, entre autres, le local  
14 144, dont on va entendre parler, a cinq locaux  
15 différents. Est-ce que ce sont cinq locaux qui  
16 regroupent le... tous des tuyauteurs ou il y a  
17 plusieurs métiers qui sont dans ce... dans cette  
18 association-là?

19 R. Bien, écoutez, ça regroupe les tuyauteurs, oui. Il  
20 faut comprendre que le métier de tuyauteur, je suis  
21 pas un expert, comme je vous dis, en juridiction de  
22 métiers, contiennent (sic) beaucoup de spécialités.  
23 Mais c'est cinq locaux qui regroupent les  
24 tuyauteurs. Puis, juste faire une nuance, tantôt,  
25 dans ce que vous dites, c'est... c'est des locaux

1       qui sont vraiment indépendants, c'est pas... les  
2       parties prenantes du 144, mais ils proviennent tous  
3       de la même association internationale. C'est  
4       encore... c'est des chartes, c'est des régions,  
5       c'est vraiment régional.

6       (09:41:51)

7       LA PRÉSIDENTE :

8       Q. **[34]** Est-ce que je pourrais savoir quel est  
9       l'avantage pour un travailleur de... ou pour une...  
10       une association d'avoir cinq associations  
11       différentes qui regroupent les mêmes métiers?

12       R. Bien, je veux dire, ils ont tous les mêmes  
13       avantages au niveau de l'International. Ils ont  
14       tous les mêmes avantages c'est simplement point de  
15       vue régions, simplement ça. Comme je vous dis,  
16       peut-être anciennement... le découpage des régions  
17       provient probablement, là, d'avant les années  
18       soixante-dix (70), avant que ça soit régi. Dans ce  
19       temps-là, les... les internationaux fixaient des  
20       territoires, quand il y en a qui faisaient des  
21       demandes.

22       Q. **[35]** Et est-ce que ça veut dire qu'une association  
23       peut pas aller dans le territoire de l'autre, par  
24       exemple?

25       R. Non. Écoutez, ça c'est régi par les lois du Québec.

1 C'est régi... c'est réglementé dans la Loi R-20 sur  
2 la mobilité de main-d'oeuvre. Donc, ça l'a aucune  
3 incidence. Comme je disais hier, malgré les...  
4 malgré les statuts et règlements que les  
5 internationaux peuvent avoir, ce qui prévaut par-  
6 dessus c'est toujours les lois du Québec. Donc, les  
7 lois du Québec, au niveau de la mobilité  
8 provinciale, c'est ça qui s'applique, tout  
9 simplement. C'est les mêmes choses pour tout le  
10 monde. C'est juste qu'ils appartiennent à une  
11 section locale qui est définie dans un territoire.

12 Me SONIA LeBEL :

13 Q. **[36]** Mais je pense que... je pense que... Peut-être  
14 si vous me permettez, Madame la Présidente. Je  
15 pense que ce que... la question qu'on vous posait,  
16 c'est qu'on a vu précédemment une association qui  
17 crée un local pour le territoire, une autre  
18 association va en créer cinq. Est-ce que vous  
19 connaissez la raison pour laquelle une association  
20 pourrait décider qu'un seul local va s'occuper du  
21 territoire ou de l'ensemble des travailleurs qui  
22 font partie du métier qu'elle représente et  
23 pourquoi, comme l'Association des tuyauteurs, entre  
24 autres - je comprends que je fais un « shortcut »  
25 dans son nom - là, en créerait cinq pour la

1 province de Québec?

2 R. O.K. C'est sûr que je peux pas répondre à cette  
3 question-là. La réponse... la véritable réponse  
4 c'est les associations internationales qui la  
5 détiennent.

6 Q. [37] Donc, c'est au choix, c'est leur choix. Est-ce  
7 qu'on pourrait penser aussi qu'il y a peut-être  
8 plus de tuyauteurs, ça vaut peut-être la peine de  
9 créer plus de locaux? Est-ce que ça pourrait être  
10 une des raisons au niveau du nombre de membres par  
11 rapport à un autre métier qui en aurait moins, là?

12 R. De ce que je peux comprendre, ça peut provenir des  
13 demandes ultérieures. On parle dans les années mil  
14 neuf cent vingt (1920), des demandes provenant de  
15 groupes de travailleurs d'avoir une charte pour  
16 créer une association. Dans ce temps-là, les  
17 territoires du Québec, point de vue mobilité, il y  
18 avait de la mobilité qui se faisait  
19 interprovinciale, donc c'était pas défini, c'était  
20 pas réglementé. À partir du moment où est-ce que ça  
21 l'a tombé réglementé, bien, la région n'avait plus  
22 d'importance, mais sauf que le local est là.

23 Aujourd'hui, pour des raisons que je  
24 pourrais pas vous dire, il y en a qui vont  
25 fusionner. Les régions, les internationaux, les

1 associations peuvent fusionner, mais si les membres  
2 en font. Si les membres préfèrent rester dans leurs  
3 associations, restent dans leurs associations, m.  
4 Mais il demeure quand même c'est tous des membres  
5 de la même association internationale.

6 Q. **[38]** O.K. Parce que les locaux, même s'ils sont  
7 indépendants entre eux, ces gens-là, comme on dit,  
8 sont régis par la même association mère, par la  
9 même constitution et sous les mêmes... les sous  
10 mêmes règles, là?

11 R. Mêmes statuts et règlements.

12 Q. **[39]** Et ce qui fait en sorte qu'un travailleur va  
13 appartenir à un local ou à un autre, si on fait fi,  
14 là, si on... on oublie les questions de mobilité de  
15 la main-d'oeuvre qui sont régies par la Loi R-20,  
16 c'est vraiment l'adresse, là, son domicile,  
17 l'endroit où il habite?

18 R. Exactement.

19 Q. **[40]** Donc, si quelqu'un part de la Côte-Nord,  
20 déménage à Montréal, pourrait... va être transféré  
21 de local à ce moment-là, s'il y a un local  
22 différent?

23 R. Exact.

24 Q. **[41]** O.K. Donc, la prochaine, l'Union  
25 internationale des constructeurs d'ascenseurs. On

1           voit que l'association internationale qui les  
2           constitue a décidé, là, pour des raisons qui...  
3           dans lesquelles on entrera pas, de créer trois  
4           locaux différents. Est-ce que vous savez si ça  
5           représente des métiers différents parce qu'il y a  
6           des fois des associations de métiers connexes, là?

7       R. Non. Au niveau des constructeurs d'ascenseurs  
8           c'est, tout simplement, là, il y en a un qui  
9           représente le grand Montréal, l'autre représente  
10          tout le Québec sauf Montréal, l'Outaouais et le 96  
11          représente seulement que l'Outaouais.

12       Q. **[42]** O.K. Donc, c'est vraiment régional,  
13          territorial, encore une fois?

14       R. Exactement.

15       Q. **[43]** O.K.

16       R. C'est les territoires internationaux.

17          M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

18       Q. **[44]** Le 144, lui, est-ce qu'il représente un  
19          territoire en tant que tel ou une expertise de  
20          tuyauteurs plombiers, le 144?

21       R. Le 144, ils ont tous la même expertise. Pour  
22          répondre à votre question, tous les locaux ont la  
23          même expertise, c'est les mêmes... les travailleurs  
24          détiennent les mêmes spécialités. Sauf que le 144,  
25          lui, ce qu'il représente c'est tout le Québec,

1            toute la province de Québec, sauf l'Outaouais,  
2            Saguenay - Lac-St-Jean, l'Estrie et puis...  
3            l'Outaouais.

4            Q. **[45]** O.K. Merci.

5            Me SONIA LeBEL :

6            Q. **[46]** Il y a, par contre, le local... le local 853,  
7            lui, qui est pas... c'est pas des tuyauteurs, on  
8            s'entend, hein? Il y en a quatre... d'après ce que  
9            j'ai compris avec vous, là, il y en a quatre qui  
10           sont pour des tuyauteurs, le local 853 a une  
11           spécialité différente, ça se peut-tu?

12           R. Exact. Non, non, la spécialité est pas différente,  
13           c'est une spécialité qui appartient, c'est qu'est-  
14           ce qu'on appelle des gens de « sprinklers », là,  
15           les systèmes incendie...

16           Q. **[47]** O.K.

17           R. ... Mais qui couvre le territoire... le 853 se  
18           trouve couvrir, dans l'International, une partie du  
19           territoire du Québec et une partie du territoire de  
20           l'Ontario.

21           Q. **[48]** O.K. On était au numéro 10, Association  
22           internationale des travailleurs de métal en  
23           feuille. Encore une fois simplement, on fait ça  
24           pour illustrer un peu puis voir un peu la  
25           répartition des vingt-huit (28) sections locales,

1           donc, une seule section locale, le 116. Dans la  
2           Fraternité internationale des chaudronniers, encore  
3           une fois ici on a choisi, si je comprends bien,  
4           d'en créer une seule?

5           R. Exact.

6           Q. **[49]** 271. Donc, tous les chaudronniers qui  
7           travaillent sur le territoire du Québec  
8           appartiennent nécessairement à ce local-là s'ils  
9           font partie de l'Inter naturellement, là?

10          R. Exact.

11          Q. **[50]** Parce que je comprends que quand on est, on en  
12          a parlé beaucoup du vote et de l'allégeance à une  
13          centrale syndicale, à partir du moment où on prête  
14          allégeance, où on vote pour le conseil provincial,  
15          on va être classé dans le local qui nous appartient  
16          en fonction de notre métier et notre territoire.  
17          C'est exact?

18          R. C'est exact, oui.

19          Q. **[51]** O.K. Donc, un travailleur quand il va voter  
20          vote pas pour un local, à ce moment-là?

21          R. Non, le travailleur qui va voter, va voter pour  
22          l'association représentative reconnue dans la loi  
23          qui est le Conseil provincial.

24          Q. **[52]** Qui est le Conseil provincial et après ça va  
25          se trouver être classé dans le local qui le

1           concerne?

2           R. Oui, selon les codes de métier.

3           Q. **[53]** Parfait. Fraternité internationale des  
4           ouvriers en électricité, alors, deux locaux, 568,  
5           1604. Il y a-tu quelque chose de particulier ou  
6           encore une fois c'est le même métier?

7           R. Bien c'est pas tout à fait le même métier, le 1604  
8           c'est plus une spécialité, c'est ce qu'on appelle  
9           les gens pour les systèmes de sécurité, là, pour  
10          des... exactement système... système de sécurité  
11          qui couvre toute la province de Québec, système  
12          d'alarme.

13          Q. **[54]** Qui est classé sous une association  
14          internationale qui est reliée au domaine de la  
15          construction également?

16          R. Qui est relié avec l'Association en électricité,  
17          l'Association internationale.

18          Q. **[55]** En électricité. O.K. Et l'autre local,  
19          j'imagine, que c'est plus des électriciens de façon  
20          plus pure comme on les connaît?

21          R. Monteurs de ligne, électriciens.

22          Q. **[56]** Monteurs de ligne, électriciens. Parfait.  
23          L'Association internationale des travailleurs en  
24          ponts, en fer structural, ornemental et d'armature,  
25          encore une fois on constate que cette association-

1       là pour diverses raisons a choisi de ne créer qu'un  
2       seul local, section locale au Québec, le 711. Donc,  
3       tous ceux qui se qualifient de par leur métier sous  
4       cette association-là vont nécessairement être  
5       classés dans le local 711, c'est cela?

6       R. C'est exact.

7       Q. **[57]** O.K. L'Union internationale des opérateurs-  
8       ingénieurs, même chose, le local 905. Alors, encore  
9       une fois, simplement pour illustrer l'Association  
10      internationale des ouvriers plâtriers, cimentiers,  
11      appliqueurs et tireurs de joints, on constate  
12      encore une fois un seul... une seule section  
13      locale?

14     R. Oui, c'est exact, le 929.

15     Q. **[58]** O.K. Est-ce qu'à l'origine vous mentionnez  
16     qu'il y avait eu, à un moment donné, est-ce qu'il y  
17     a eu... vous vous souvenez de l'Association que  
18     vous avez parlé hier, il y avait à l'origine, je  
19     pense, plusieurs sections locales, il y en a  
20     seulement qu'une maintenant. Est-ce que vous savez  
21     de laquelle on parle?

22     R. Non, je pourrais pas vous dire.

23     Q. **[59]** Mais il y a déjà dans le passé des sections  
24     locales qui ont été démembrées, est-ce que je me  
25     trompe?

1 R. Oui, ça oui, c'est ce que j'expliquais hier.

2 L'Association des poseurs d'isolants, j'ai fait la  
3 nomenclature d'historique un peu, là, grossièrement  
4 qu'ils ont été dissociés deux fois, la Charte a été  
5 retirée deux fois.

6 Q. **[60]** O.K. Fédération unie des charpentiers-  
7 menuisiers d'Amérique, alors, plusieurs locaux,  
8 est-ce que ces locaux-là, ces sections locales-là  
9 représentent les mêmes métiers exactement ou on a  
10 fait des divisions par métier également?

11 R. Écoutez, là-dedans il y aurait le local 134 qui  
12 couvre les charpentiers-menuisiers pour l'Ouest du  
13 Québec, le 160 pour l'Est du Québec.

14 Q. **[61]** Ce sont vraiment des charpentiers-menuisiers?

15 R. Oui, le 761, charpentiers-menuisiers, le... voyons  
16 je n'ai pas son...

17 Q. **[62]** Les systèmes intérieurs, oui, l'autre on  
18 voit...

19 R. Excusez, le 380, le 380 c'est les systèmes  
20 intérieurs et puis vous avez à l'extrême, vous avez  
21 le 2182 qui sont les mécaniciens de chantier.

22 Q. **[63]** Alors, donc, trois sections locales qui  
23 représentent à peu près le même métier, deux pour  
24 deux autres métiers différents, toujours sous la  
25 même association?

1 R. Exact.

2 Q. [64] O.K. Donc, on a trois métiers à peu près qui  
3 sont représentés, là, si on veut, des métiers  
4 connexes. O.K. Fraternité internationale des  
5 peintres et des métiers connexes, alors, on voit  
6 trois sections locales, est-ce que ça c'est  
7 uniquement du territoire ou il y a également de la  
8 division par métier?

9 R. Il y a un petit peu de division par métier, si vous  
10 voyez le 1135 ça se trouve être les mécaniciens  
11 vitriers. O.K. Qui lui comme territoire a toute la  
12 province de Québec et puis les deux autres c'est...  
13 c'est des peintres, la distinction entre les deux  
14 c'est qu'il y en a un qui est tireur de joints qui  
15 est peintre en même temps, puis l'autre c'est  
16 seulement des peintres, ils peuvent pas tirer de  
17 joints.

18 Q. [65] Donc, entre les deux locaux...

19 R. Ils ont pas la spécialité.

20 Q. [66] ... entre le 349 puis le 1929, il y a quand  
21 même une distinction?

22 R. Il y a une petite distinction entre les deux, mais  
23 c'est le même métier fondamental.

24 Q. [67] O.K. Donc, ce sont trois sections locales qui  
25 couvrent peut-être trois, avec des nuances, trois

1           métiers différents si on veut? Bien métiers  
2           différents, mais avec des nuances?

3           R. Ça serait mettons deux qui couvrent le même métier,  
4           pas tout à fait la même spécialité.

5           Q. **[68]** Parfait.

6           R. Mais le troisième c'est les vitriers.

7           Q. **[69]** O.K.

8           R. Qui est une autre spécialité.

9           Q. **[70]** O.K. On l'a abordé rapidement hier, expliquez-  
10          nous le fonctionnement d'une section locale, parce  
11          que je comprends que le Conseil provincial c'est  
12          l'association qui est autorisée à faire la  
13          représenter sur le territoire, l'association  
14          syndicale, le regroupement, mais le fonctionnement  
15          pour un membre c'est vraiment l'intérieur de la  
16          section locale, c'est exact?

17          R. C'est exact.

18          Q. **[71]** O.K.

19          R. C'est là qu'il va se rapporter, le rôle de la  
20          section locale comme tel c'est de recevoir les  
21          plaintes que le travailleur peut avoir. Ça peut  
22          être des plaines, là, au niveau CSST ou ça peut  
23          être des questions au niveau de l'assurance-  
24          chômage, ça peut être des questions au niveau des  
25          conditions de travail pour les conventions

1 collectives. C'est tout ce qu'on peut faire comme  
2 ouvrage pour répondre aux exigences des  
3 travailleurs. Ça va être les maladies  
4 professionnelles, CSST et ainsi de suite.

5 Q. [72] O.K. Donc...

6 R. Négociation inclus.

7 Q. [73] ... ce qui représente...

8 R. (Inaudible).

9 Q. [74] ... les choses qui concernent le membre plus  
10 particulièrement sur une base individuelle, c'est  
11 la section locale qui s'en occupe. Si le membre a  
12 un problème il s'adresse pas au Conseil provincial,  
13 il s'adresse à sa section locale, c'est exact?

14 R. C'est exact.

15 Q. [75] O.K. Les problèmes de juridiction de métier,  
16 est-ce que ce sont les sections locales qui les...  
17 qui les règlent?

18 R. Uniquement, oui.

19 Q. [76] Entre elles?

20 R. Entre elles, oui.

21 Q. [77] O.K. De quelle façon que ça se passe, à ce  
22 moment-là?

23 R. Il peut y avoir discussion entre les deux, s'il y a  
24 pas d'entente, à ce moment-là, il y a deux  
25 mécanismes de prévus dans la loi, le premier

1           mécanisme se situe au niveau de la Commission de la  
2           construction du Québec, les conflits... le comité  
3           de conflits de compétences, il y a un premier appel  
4           qui se fait à ce comité-là, les deux se font  
5           entendre, à partir de ce moment-là le président  
6           rend une décision. Advenant le mécontentement d'une  
7           des sections locales ou l'un des métiers qui n'est  
8           pas vraiment en faveur de la décision, il peut  
9           faire appel, justement, à la... à la Cour  
10          spécialisée, là, de la CRT pour pousser l'exercice  
11          plus loin.

12        Q. **[78]** O.K. Mais le conseil provincial ne se mêlera  
13          pas de ça, si je comprends bien?

14        R. Non, le conseil provincial ne se mêle pas de  
15          juridiction de métiers et ne peut se mêler de  
16          juridiction de métiers. On peut pas prendre une  
17          position pour un métier qu'on représente versus un  
18          autre métier qu'on représente. On serait en conflit  
19          d'intérêt.

20        Q. **[79]** Donc à ce moment-là, l'autonomie des sections  
21          locales joue pleinement là et c'est elles qui  
22          règlent ça entre elles?

23        R. Exact.

24        Q. **[80]** Parfait. Si on regarde la constitution  
25          particulièrement d'une section locale, juste pour

1 faire, bon on a parlé hier du gérant d'affaires  
2 qui, à toutes fins pratiques, le directeur général,  
3 si on veut, de la section locale, lui, il est nommé  
4 ou est-ce qu'il est élu? Comment ça fonctionne?

5 R. Écoutez, comme je vous dis, hier, on va le  
6 reprendre à la base, tout part des travailleurs. À  
7 partir de ce moment-là, il y a des élections qui  
8 vont être... elles vont être soit triannuelles au  
9 aux quatre ans ou aux cinq ans, selon les  
10 constitutions de chaque association internationale.  
11 À ce moment-là, une élection est... est mise en  
12 place et c'est les membres qui doivent voter, c'est  
13 des membres, n'importe quel membre en règle du  
14 conseil... pas du conseil, du local en question  
15 peut se présenter à tous les poste qui sont  
16 ouverts. Donc, il va y avoir une élection, ça va  
17 commencer, il va y avoir le... le gérant d'affaires  
18 va être élu, le président va être élu, le vice-  
19 président va être élu, les cinq membres de  
20 l'exécutif vont être élus, le secrétaire trésorier,  
21 le secrétaire financier, secrétaire archiviste  
22 ainsi que les trois trustees, ce qui constitue  
23 l'essence même, le coeur même de l'association  
24 locale.

25 Q. [81] En général, vous dites c'est quatre ou cinq

1           ans, mais c'est minimum quatre ans, les mandats, si  
2           je comprends bien?

3       R. Le... le...

4       Q. **[82]** À votre connaissance, est-ce que ça peut  
5           arriver que c'est moins de quatre ans pour  
6           certaines sections locales?

7       R. Je pense c'est... il y en a qui sont... sous toutes  
8           réserves, il y en a qui sont à trois ans.

9       Q. **[83]** O.K. Et donc le gérant d'affaires est élu, le  
10          président est élu, c'est quoi la différence entre  
11          le rôle du gérant d'affaires puis le président?

12      R. Le gérant d'affaires, c'est lui qui va avoir la  
13          charge de la direction, de gérer le... le local au  
14          complet entre les séances tenantes de l'exécutif et  
15          le président, lui, son rôle, c'est de présider les  
16          assemblées, de répondre au courrier, de faire la  
17          correspondance avec les membres, s'il y a des  
18          plaintes, faire... un membre qui aurait une plainte  
19          à faire va s'adresser, parce qu'il peut avoir une  
20          plainte à faire contre le gérant d'affaires, contre  
21          n'importe quelle autre partie, va s'adresser au  
22          président et ça va cheminer avec les vice-  
23          présidents inter, ça va monter en haut.

24      Q. **[84]** O.K.

25      R. C'est le rôle du président puis des assemblées,

1 faire en sorte que les statuts et règlements soient  
2 respectés.

3 (09:55:21)

4 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

5 Q. **[85]** Supposons qu'un membre a une plainte à faire  
6 sur le président et sur le dire... et sur le gérant  
7 d'affaires, le comité exécutif, est-ce qu'il peut  
8 s'adresser au conseil provincial ou il doit aller  
9 plutôt à l'international aller chercher le siège  
10 social de son association?

11 R. C'est... c'est à l'intérieur de l'association même  
12 qu'il faut qu'il s'adresse. Ils ont... ils  
13 reçoivent tous les statuts et règlements et ils  
14 savent où s'adresser, peuvent s'adresser  
15 directement aux internationaux, ils ont les sites  
16 web ou peuvent parler, justement, avec un membre de  
17 l'exécutif qui va parler parce que tout le monde  
18 connaît les vice-présidents inter qui s'occupent de  
19 chaque section locale, en tout cas, dans... dans  
20 ce...

21 Q. **[86]** Mais tout ça c'est à l'extérieur du Québec,  
22 quand même? Tout ça c'est à l'extérieur du Québec,  
23 là? Supposons que je veux me plaindre de mon  
24 exécutif au local 144, là, que je fais pas  
25 confiance à personne dans l'exécutif au 144, il

1        faut que j'appelle à l'extérieur du Québec pour me  
2        plaindre, je peux pas aller au conseil provincial,  
3        si je comprends bien?

4        R. Non, le conseil provincial est complètement à part  
5        de ça.

6        Q. **[87]** Donc si j'appelle à l'extérieur du Québec,  
7        nécessairement on me répond en anglais,  
8        probablement puis si je suis un francophone qui  
9        veut se plaindre de ça, c'est pas tentant trop trop  
10       d'appeler en dehors du Québec dans ces  
11       circonstances-là. Donc il peut pas se plaindre  
12       facilement, si on comprend bien?

13       R. Je veux dire que de par mon expérience, je peux  
14       vous dire qu'il trouve le moyen de se faire  
15       comprendre.

16       Q. **[88]** Oui? (inaudible) un peu l'exécutif, est-ce que  
17       vous pensez qu'on peut justement pas avoir des  
18       hésitations, justement, d'appeler à l'international  
19       des gens qu'on connaît pas du tout? Est-ce que  
20       c'est pas plutôt préférable que dans le fond, que  
21       le conseil provincial soit une forme de... je  
22       dirais, de contrepoids au local au Québec plutôt  
23       que de... d'aller à l'extérieur du Québec?

24       R. C'est pas le rôle, c'est pas dans le rôle du  
25       conseil provincial d'intervenir dans les sections

1       locales, chaque section locale a sa gérance, a ses  
2       statuts et règlements qui sont pour chaque  
3       association. Le conseil provincial peut pas  
4       s'impliquer ou s'ingérer dans les mécanismes des  
5       internationaux, des treize (13) associations  
6       représentatives.

7       Q. **[89]** Ça, j'avais bien compris, ma question c'était  
8       est-ce que ça serait pas plus approprié que  
9       quelqu'un qui veut se plaindre de son local puisse  
10      le faire au Québec, au conseil provincial plutôt  
11      que d'avoir à appeler peut-être même aux États-Unis  
12      pour se plaindre de son exécutif?

13     R. Est-ce qu'il serait plus approprié? Oui et non  
14     parce que le conseil provincial comme tel n'a pas  
15     de... de connexion directe avec les treize (13)  
16     associations, dans la hiérarchie, c'est pas tout à  
17     fait comme ça que ça fonctionne.

18     Q. **[90]** Mais vous reconnaissez avec moi que ça serait  
19     peut-être plus facile pour un travailleur du Québec  
20     d'aller se plaindre dans une instance au Québec  
21     plutôt qu'à l'interna... plutôt qu'à Pittsburg, par  
22     exemple?

23     R. Advenant l'appel d'un travailleur, on peut lui  
24     suggérer de parler avec son association, on peut le  
25     mettre en contact avec les associations qui sont...

1 Q. [91] Oui, ça je comprends ça, je sais qu'il sait où  
2 appeler, mais ma question c'est que c'est quand  
3 même plus facile d'appeler dans une instance  
4 québécoise que d'aller appeler à Pittsburg pour se  
5 plaindre de son exécutif, vous trouvez pas?

6 R. Bien pour certaines personnes, peut-être. Mais  
7 comme je vous dis... comme je vous dis, écoutez,  
8 d'expérience, là, dans toutes les années que je  
9 suis là, c'est extrêmement rare que vous allez  
10 avoir un travailleur qui va être dans l'inconfort  
11 vis-à-vis tous les membres de l'exécutif, là. Ça  
12 c'est... c'est... le monde provient de différents  
13 secteurs, différentes places, ils ont différents  
14 contacts, c'est complètement...

15 Q. [92] Mais on a eu l'impression qu'il y a quand même  
16 une assez forte uniformité de pensée dans la  
17 direction de certains locaux, du moins de  
18 l'expérience qu'on a connue ici devant nous. Donc,  
19 est-ce que quand il y a une forme de très grande  
20 cohésion, autrement dit, qu'on fait tous partie de  
21 la même gang, c'est encore plus délicat d'aller se  
22 plaindre de... à quelqu'un de la gang, vous ne  
23 trouvez pas?

24 R. Non. Pas chez nous, en tout cas.

25

1 Me SONIA LeBEL :

2 Q. [93] J'ai peut-être... Peut-être pour reprendre la  
3 balle au bond, Monsieur le Commissaire, là-dessus.  
4 Vous avez parlé des vice-présidents, les vice-  
5 présidents qui représentent sur le territoire ou  
6 sur le terrain, je pense qu'ils portent un autre  
7 nom dépendamment de l'association, est-ce que ce...  
8 il y en a qui sont du Québec, justement, ces gens-  
9 là, est-ce...

10 R. Oui.

11 Q. [94] O.K. Donc, ça ce sont les représentants sur le  
12 territoire de l'Association internationale comme  
13 telle?

14 R. Oui.

15 Q. [95] Donc, ces gens-là, il y a des gens qui sont  
16 connus, est-ce... ils proviennent de quel milieu  
17 habituellement, est-ce qu'ils viennent, des fois,  
18 de certains locaux, est-ce que c'est des gens qui  
19 peuvent venir de la base?

20 R. Exact, ils proviennent des locaux... c'est des  
21 travailleurs qui ont monté leurs échelons, qui  
22 graduent vice-président international.

23 Q. [96] O.K. Donc, il y a... je dis pas que c'est  
24 l'idéal, mais il peut y avoir une représentativité  
25 de l'association. Au lieu d'appeler à Washington,

1           il y a un vice-président ou un organisateur général  
2           ou peu importe le nom qu'il porte dépendamment de  
3           l'association, sur le terrain et c'est pas  
4           quelqu'un qui fait partie de l'exécutif de la  
5           section locale, là?

6           R. Exact.

7           Q. [97] Il est en dehors de l'exécutif ou des gens du  
8           gérant d'affaires qu'on vient de nommer, là?

9           R. Exact.

10          Q. [98] Et c'est quelqu'un qui est pas élu, c'est  
11          quelqu'un qui est nommé par l'Association, c'est  
12          exact?

13          R. Exact.

14          Q. [99] Désigné. O.K. On voit les agents d'affaires.  
15          Qui sont les agents d'affaires comme tels, est-ce  
16          qu'ils sont nommés, élus, local, et c'est quoi leur  
17          rôle, ces gens-là?

18          R. Le rôle des agents d'affaires c'est... écoutez,  
19          c'est de promouvoir, s'assurer que les conventions  
20          collectives sont respectées. Eux vont faire... vont  
21          faire en sorte de faire respecter leur juridiction  
22          de métiers. S'ils voient des travailleurs faire  
23          leurs travaux, vont déposer des plaintes à la  
24          Commission de la construction du Québec demandant  
25          l'intervention de la Commission. C'est le rôle des

1 agents d'affaires. Pour certaines sections locales,  
2 des agents d'affaires vont être élus et pour  
3 d'autres sections locales, ils vont être engagés.  
4 Ou, dans notre...

5 Q. **[100]** Ou nommés, comme on dit.

6 R. Appointés, comme on dit.

7 Q. **[101]** Appointés. Et qu'est-ce qui fait la  
8 différence, qu'est-ce qui décide ça, c'est les  
9 règlements de la section locale particulière, est-  
10 ce que ça provient de l'Association cette...

11 R. Ça provient de l'Association internationale.

12 Q. **[102]** O.K. Donc, l'Association internationale, dans  
13 ses statuts ou dans sa constitution, va décider si  
14 les agents d'affaires sont élus ou nommés?

15 R. Exact. C'est eux autres qui dictent les règles de  
16 conduite.

17 Q. **[103]** Qui dictent les règles de conduite. Et ces  
18 agents d'affaires là donc, est-ce que je peux  
19 résumer en disant que c'est un peu les yeux de la  
20 section locale sur le terrain?

21 R. Exact.

22 Q. **[104]** O.K. Et peut-être de donner un exemple, au  
23 quotidien, de ce qu'un agent d'affaires peu avoir à  
24 faire comme journée, qu'est-ce qu'il fait?

25 R. Bien, l'agent d'affaires va se promener sur les

1 chantiers, surtout va répondre aux appels des  
2 membres. Beaucoup de membres vont téléphoner dans  
3 les sections locales, vont se plaindre du non-  
4 respect des conventions collectives ou la... le  
5 chantier est pas sécuritaire. Vont aller  
6 investiguer, voir le chantier, est-ce que les...  
7 les... c'est vrai que c'est pas... les conditions  
8 de travail sont pas respectées ou si le chantier  
9 est sécuritaire. S'il est pas sécuritaire, ils vont  
10 aller voir le donneur d'ouvrage, ils vont aller  
11 voir les responsables en santé et sécurité, s'il  
12 faut, ils vont s'adresser à la CSST directement  
13 pour voir à faire une intervention ou faire les  
14 correctifs nécessaires.

15 Q. **[105]** O.K. Je sais que maître Dumais aimera pas mon  
16 terme, là, mais à l'époque où le placement syndical  
17 était... était comme on le connaissait dans les  
18 années deux mille six (2006), deux mille sept  
19 (2007), est-ce que c'était le rôle de l'agent  
20 d'affaires ou il se mêlait pas de ça?

21 R. Bien, écoutez, je peux pas répondre pour toutes les  
22 sections locales, mais je peux dire que,  
23 habituellement, c'est pas aux agents d'affaires à  
24 faire la référence d'emploi.

25 Q. **[106]** Donc, ça faisait pas partie de leurs

1           fonctions, si on veut?

2       R. Non.

3       Q. **[107]** Parfait. Donc, on a parlé des sections  
4           locales, on s'entend que c'est régi par la  
5           constitution de l'Association, les statuts et  
6           règlements, c'est comme ça que ça fonctionne. Et  
7           s'occupent, si on veut, sur une base quotidienne  
8           des besoins des membres. Maintenant, je comprends  
9           que, pour exister sur le territoire de la Province  
10          de Québec et compte tenu, justement, de la Loi  
11          R-20, ces sections locales là pouvaient pas être  
12          dispersées sur le territoire puis pas avoir entité  
13          commune qui les représente, c'est exact?

14      R. Hum hum.

15      Q. **[108]** D'où la naissance du conseil provincial, est-  
16          ce que je me trompe?

17      R. Bien, le conseil provincial, c'est exact, vous avez  
18          un petit peu raison. Les treize (13)...

19      Q. **[109]** Un petit peu beaucoup.

20      R. Les treize (13) associations ont émis une charte au  
21          conseil provincial dans le but de... justement, de  
22          réunis tous les locaux internationaux pour avoir  
23          seulement qu'un point pour faire la  
24          représentativité sur toutes les... points de vue  
25          légal, là, dans la province de Québec.

1 Q. [110] Parce que ce que j'ai compris, là, et vous me  
2 corrigerez si je me trompe, Monsieur Faulkner,  
3 c'est que si ce conseil provincial là n'avait pas  
4 été... donc, c'est les treize (13) associations qui  
5 se sont... qui sont regroupées dans une association  
6 canadienne, on entrera pas dans les détails de ça.  
7 Ce qui est important c'est que se sont les treize  
8 (13) associations qui ont donné naissance ou qui  
9 ont donné sa juridiction au conseil provincial sur  
10 le territoire en lui disant : « Tu vas t'occuper -  
11 en tout cas - tu vas être le regroupement officiel  
12 de nos vingt-huit (28) sections locales », c'est  
13 exact?

14 R. C'est exact.

15 Q. [111] Je sais qu'on paraphrase, là, mais c'est à  
16 peu près ça. Si les treize (13) associations  
17 n'avaient pas fait ce geste-là, n'avaient pas fondé  
18 le conseil provincial, je comprends qu'en vertu des  
19 lois du Québec, les sections locales devaient  
20 appartenir à une association officielle, auraient  
21 dû appartenir à un autre syndicat sinon, je me  
22 trompe-tu? Ça leur prenait une entité pour les  
23 représenter?

24 R. Oui.

25 Q. [112] Au niveau des négociations des conventions

1 collectives et la représentativité syndicale en  
2 vertu de la Loi R-20, c'est exact?

3 R. C'est exact.

4 Q. **[113]** Parfait. Et c'est donc le Conseil provincial.  
5 Quel est le rôle du Conseil provincial comme tel  
6 par rapport aux sections locales et par rapport aux  
7 quatre autres associations syndicales?

8 R. Le rôle du Conseil provincial tantôt c'est comme je  
9 vous disais, les services du Conseil provincial ça  
10 se situe au niveau des négociations, les avantages  
11 sociaux, qu'est-ce qui est assurance-chômage,  
12 l'élaboration des programmes de prévention sur les  
13 chantiers, on travaille sur le code de sécurité. On  
14 va faire de l'intervention aussi en comité avec la  
15 Commission de la construction du Québec sur  
16 différents dossiers pour voir justement le bon  
17 fonctionnement, là, en santé sécurité, formation  
18 dans l'industrie de la construction.

19 (10:04:24)

20 M. RENAUD LACHANCE, Commissaire :

21 Q. **[114]** Je comprends que le Conseil provincial doit  
22 être financé par une cotisation qui vient des  
23 locaux possiblement?

24 R. Exact.

25 Q. **[115]** Si je reviens un peu aux locaux, est-ce que

1           vous savez si les locaux se donnent, se dotent d'un  
2           fonds de grève?

3       R. À ma connaissance, je pourrais pas répondre  
4           exactement à votre question. Je crois que oui, il y  
5           a peut-être un ou deux locaux qui ont des fonds de  
6           grève, mais dans l'International je pense que non,  
7           il y a pas de locaux comme tels qui ont des fonds  
8           de grève. Je suis pas certain.

9       Q. **[116]** Mais les locaux que vous pensez qui ont des  
10          fonds de grèves c'est lesquels?

11      R. Je pourrais pas vous dire.

12      Q. **[117]** Le 144, est-ce qu'il y a un fonds de grève,  
13          lui?

14      R. Je croirais que non, mais c'est... écoutez, je peux  
15          pas répondre parce que je connais pas le 144 comme  
16          tel dans ses statuts et règlements. Je pourrais pas  
17          vous dire.

18      Q. **[118]** Donc, est-ce que c'est... est-ce que vous  
19          savez si dans les statuts et règlements il y a des  
20          clauses qui pourraient empêcher un local  
21          d'accumuler des sommes d'argent significatives,  
22          s'il n'y a pas de fonds de grève, est-ce qu'il y a  
23          quelque contrainte là-dessus?

24      R. Non.

25      Q. **[119]** Pas à votre connaissance. Est-ce que vous

1           savez si dans les locaux on se dote de code  
2           d'éthique, ils ont tous un code d'éthique, est-ce  
3           que vous savez s'ils en ont? Vous, vous avez dirigé  
4           un local pendant un certain nombre d'années?

5       R. Oui.

6       Q. **[120]** Est-ce qu'il y avait un code d'éthique dans  
7           votre local, est-ce que vous savez s'il y en a un?

8       R. Mais votre code d'éthique se situe, juste préciser  
9           votre question.

10      Q. **[121]** Dans le local, là, il y a des codes d'éthique  
11           de comportement qu'on devrait pas avoir dans  
12           certaines circonstances ou qu'on doit toujours  
13           avoir dans d'autres circonstances?

14      R. Pour répondre à votre question plus directement  
15           c'est les... les statuts et règlements, c'est un  
16           peu le code d'éthique, c'est le mode de  
17           fonctionnement. Advenant les mauvais... les mauvais  
18           agissements de personnes, c'est là que  
19           l'International se donne un pouvoir d'intervention.

20      Q. **[122]** O.K. Ça serait dans les statuts et règlements  
21           qu'on verrait un peu certaines clauses qui  
22           pourraient s'associer à un code d'éthique, c'est ce  
23           que vous me dites, c'est ça?

24      R. Quand on parle dans les sections locales. Il y a,  
25           vous savez, au niveau des sections locales, il y a

1 les statuts et règlements, il y a aussi... rien  
2 n'empêche une section locale de se mettre des « by-  
3 law », de se mettre ce qu'on appelle des... des...  
4 c'est-à-dire des... chaque... Je vais reprendre  
5 parce que je m'exprime mal.

6 Chaque association, ils ont leurs statuts  
7 et règlements. O.K. Mais ils peuvent se mettre des  
8 « by-law » comme on dit, ils ont leur constitution,  
9 ils peuvent se mettre des statuts et règlements en  
10 autant qu'ils sont en conformité, ne vont pas à  
11 l'encontre de la convention... de la... j'ai pas le  
12 bon mot.

13 Me SONIA LeBEL :

14 Q. **[123]** Je pense que je vais vous aider. Hier, on a  
15 produit sept constitutions?

16 R. Constitution.

17 Q. **[124]** Voilà.

18 R. C'est le mot que je cherchais.

19 Q. **[125]** Il y a des exemples de constitution qu'on a  
20 produits hier. Ce que vous nous dites c'est qu'à  
21 l'intérieur de ces constitutions-là il y a, bon, ça  
22 couvre plusieurs sujets dont une certaine façon  
23 d'agir, un certain code d'éthique et c'est pas au  
24 niveau de la section locale que ce code d'éthique-  
25 là comme on l'appelle se situe, mais c'est au

1           niveau de l'Association. C'est exact?

2           R. Exact.

3           Q. **[126]** Ces constitutions-là vont vous donner, vont  
4           fournir des paramètres aux sections locales de la  
5           façon de se comporter sur divers sujets. C'est  
6           exact?

7           R. C'est exact.

8           Q. **[127]** Et je comprends que la section locale a  
9           toujours le pouvoir d'adopter sa propre  
10          réglementation, mais un peu comme une charte peut  
11          pas aller, doit... sa réglementation doit se situer  
12          à l'intérieur des paramètres de la constitution?

13          R. C'est exact.

14          Q. **[128]** O.K. Donc, pourrait plus être... pourrait  
15          être plus sévère, si on veut, que la constitution,  
16          mais pourra pas élargir les paramètres de la  
17          constitution?

18          R. C'est en plein ça.

19          Q. **[129]** Parfait. Je pense qu'on se comprend. Et je  
20          sais qu'on les a produits tantôt et mon collègue,  
21          maître Dumais, va faire un exercice, là, c'est pas  
22          moi qui va le faire parce que naturellement je  
23          connais pas les constitutions par coeur, là, de  
24          façon assez raffinée, mais je sais que maître  
25          Dumais tantôt en interrogatoire va avec monsieur

1 Faulkner aller à l'intérieur des constitutions  
2 mêmes, Monsieur le commissaire, pour vous donner  
3 des exemples de règle de gouvernance et de  
4 mécanisme de vérification. Et je me sentais pas  
5 nécessairement à l'aise de plonger là-dedans tête  
6 première.

7 Donc, le Conseil provincial est donc formé  
8 des vingt-huit (28) sections locales. On a compris  
9 que ce sont les treize associations par le biais  
10 d'une autre association le « Building Trade » qui a  
11 fourni la charte au Conseil provincial pour gérer  
12 son existence, si on veut.

13 On va aller à l'onglet 3, Madame  
14 Blanchette, et on va produire, si vous voulez, sous  
15 la cote 115P-13...

16 LA GREFFIÈRE :  
17 1394.

18 Me SONIA LeBEL :  
19 94, la Charte de solidarité et d'engagement du  
20 Conseil provincial, Conseil provincial  
21 international de la construction.

22 (10:08:38)

23

24 115P-1394 : Charte de solidarité et d'engagement  
25 du Conseil provincial international de

1 la construction

2

3 Q. **[130]** Est-ce que vous êtes capable de nous dire un  
4 peu de quoi il s'agit? Je comprends que les vingt-  
5 huit (28) sections locales y ont adhéré, c'est  
6 exact?

7 R. C'est exact.

8 Q. **[131]** En quoi ça constitue, ça, Monsieur Faulkner,  
9 est-ce que vous le savez?

10 R. Bien ça constitue justement le... le... d'avoir une  
11 certaine coopération de tout le monde, là, quand...  
12 en ce qui concerne les buts communs au niveau des  
13 négociations, au niveau des interventions à faire  
14 puis aussi le comportement des agents d'affaires,  
15 ça inclut un code... un code d'éthique comme on  
16 parlait tantôt, c'est la charte de solidarité, tout  
17 le monde s'engage à respecter les statuts et  
18 règlements à l'intérieur de l'Inter.

19 Q. **[132]** O.K. Donc c'est la... c'est un peu, comme les  
20 sections locales - et vous me corrigerez parce que  
21 des fois j'essaie de voir si je comprends ce que  
22 vous me dites, là, pour paraphraser un peu - comme  
23 les sections locales ont quand même une certaine  
24 autonomie par rapport au conseil provincial et  
25 qu'elles... c'est plutôt par rapport aux

1 internationales qu'elles n'en ont pas, c'est un peu  
2 l'adhérence des sections locales à, ou à la  
3 juridiction que le conseil provincial pourrait  
4 avoir, là, de dire le conseil provincial va  
5 s'occuper de certaines questions puis nous, sur ces  
6 questions-là, on est d'accord de vous laisser le  
7 champ libre, c'est ça?

8 R. C'est exact.

9 Q. **[133]** O.K. Donc les grandes questions, on l'a bien  
10 dit que le Conseil provincial international, donc  
11 l'Inter, est une des cinq associations qui est  
12 représentative, qui est, naturellement, mentionnée  
13 à la Loi R-20, on a la CSN Construction, la CSD  
14 Construction, la FTQ Construction et le SQC qui est  
15 le Syndicat québécois de la construction, fait  
16 partie donc à ce titre-là et se présente, si je  
17 comprends, sous les rôles, entre autres sur les  
18 conventions collectives qui... pour les clauses qui  
19 touchent tout le monde et est à la table de négos  
20 avec ces autres associations-là, c'est exact?

21 R. C'est exact.

22 Q. **[134]** Et aussi représentée à la CCQ, je pense, a un  
23 siège?

24 R. Oui.

25 Q. **[135]** O.K. Au même titre que les autres

1 associations, là, selon la répartition qui est  
2 définie par les statuts de ces entités-là?

3 R. C'est exact.

4 Q. **[136]** Parfait. Le Conseil provincial, on l'a bien  
5 dit, si on peut aller à l'acétate 19 du... du  
6 PowerPoint, s'il vous plaît. Le Conseil provincial  
7 intervient dans les dossiers qui touchent, donc,  
8 l'ensemble des travailleurs, vous l'avez bien dit  
9 tantôt, les sections locales, quand ça touche les  
10 juridictions de métiers ou les conflits plus  
11 particuliers de ses membres de façon particulière,  
12 c'est la section locale qui s'en occupe. Les grands  
13 dossiers comme les litiges concernant les codes,  
14 assujettissement des travaux à la Loi R-20, je  
15 comprends que c'est le Conseil provincial qui va se  
16 présenter devant le tribunal de la construction,  
17 là?

18 R. Exactement, les instances.

19 Q. **[137]** Devant les instances concernées. Les  
20 négociations des clauses générales dans les  
21 conventions collectives, encore une fois, entre  
22 autres les questions de santé et sécurité au  
23 travail qui sont de façon générale. Les questions  
24 d'assurance collective, ça, est-ce que c'est plus  
25 les sections locales ou...?

1 R. C'est... oui, c'est toutes les sections locales  
2 vont... parce qu'au niveau des assurances, les  
3 fonds de pension, je veux dire, ça fait partie de  
4 la négociation, mais il y a des comités auxquels le  
5 Conseil provincial participe.

6 Q. **[138]** O.K. Quand c'est plus général, j'imagine,  
7 comme clause? Quand ça touche plus...

8 R. Non, non, c'est toujours...

9 Q. **[139]** ... toujours là?

10 R. ... parce qu'au niveau des avantages... des  
11 avantages sociaux, c'est généraux, ça s'adresse à  
12 tous les travailleurs peu importe l'allégeance  
13 syndicale.

14 Q. **[140]** Donc, c'est le Conseil provincial qui va se  
15 trouver à être là à la table pour représenter tout  
16 le monde?

17 R. Oui et non, on participe.

18 Q. **[141]** Vous participez?

19 R. Chaque association syndicale va être représentée.

20 Q. **[142]** O.K. Là, si on entre plus particulièrement à  
21 l'intérieur de la composition du Conseil provincial  
22 comme tel, il y a le comité exécutif...

23 R. Oui.

24 Q. **[143]** ... il est composé, bon, d'un président, d'un  
25 secrétaire trésorier, un secrétaire archiviste, un

1 vice-président pour chaque union internationale.  
2 Expliquez-moi comment... comment ce comité exécutif  
3 là vient à être composé, nommé, élu, là, je veux  
4 dire comment ça fonctionne, là?

5 R. O.K. Je vais essayer d'y aller pour être le plus  
6 clair possible pour la compréhension, Madame la  
7 Présidente. Chaque... les treize (13) associations  
8 internationales, tantôt vous avez vu, il y a des  
9 locaux différents, il y en a des associations qui  
10 peuvent avoir deux ou trois métiers. Ce qui est  
11 fait c'est que c'est le niveau... au niveau des  
12 membres, on va prendre une association  
13 représentative, va représenter un certain nombre de  
14 membres, va lui donner droit à un certain nombre de  
15 délégués. Donc, ça va vraiment avec le taux de  
16 représentativité de chaque association  
17 internationale dans les treize (13) qui va leur  
18 donner un nombre de délégués...

19 Q. **[144]** Donc, je comprends que pour calculer les  
20 délégués, on se dissocie du nombre de sections  
21 locales...

22 R. Exact.

23 Q. **[145]** ... et on y va plutôt par rapport à  
24 l'association internationale. Donc, si  
25 l'association internationale a une seule section

1 locale, bien c'est assez simple, on s'entend.

2 R. Oui.

3 Q. **[146]** Si elle en a cinq, on va additionner tous les  
4 membres des cinq qui... qui lui appartient (sic) et  
5 là, on va calculer au prorata le nombre de délégués  
6 auxquels elle a le droit, c'est ça?

7 R. C'est exact.

8 Q. **[147]** Donc, on n'a pas... on n'y va pas en fonction  
9 des sections locales, on y va en fonction de  
10 l'association?

11 R. C'est exact.

12 Q. **[148]** O.K. Ces délégués-là vont où après?

13 R. Après, bien une fois que la... la... les délégués,  
14 le nombre de délégués est fait, les lettres sont  
15 envoyées à chaque association représentative pour  
16 leur nombre de délégués. Il va y avoir une date qui  
17 va être fixée, comme a été fixé le huit (8)  
18 novembre le dernier congrès du Conseil provincial  
19 auquel a eu lieu notre élection. Les délégués en  
20 présence vont passer à élection pour tous les  
21 postes qui sont ouverts lors de l'élection.

22 Q. **[149]** Au comité exécutif. O.K.

23 R. À partir de ce moment-là, tous les délégués  
24 présents dans la salle peuvent se présenter aux  
25 postes, là.

1 Q. [150] Et c'est les délégués qui votent?

2 R. Exact.

3 Q. [151] Donc, un délégué représente environ juste...

4 Je comprends que ça peut varier, mais en général,  
5 c'est un délégué par combien de membres à peu près?

6 R. J'ai pas le... le calcul, c'est une chose que je  
7 pourrais vous fournir peut-être un peu plus tard,  
8 là, mais présentement je pourrais pas répondre à  
9 votre question.

10 Q. [152] Mais, c'est plus... c'est-tu en centaine de  
11 membres un délégué représente ou...?

12 R. Oui, c'est par centaine.

13 Q. [153] Au moins. O.K. Donc...

14 R. Si c'est pas par...

15 Q. [154] Par millier.

16 R. ... par mille, oui.

17 Q. [155] Par tranche de mille. Parfait. Donc, on se  
18 comprend qu'il y a un certain nombre de membres...

19 R. Non, c'est... Je reprends, exactement, c'est par  
20 centaine.

21 Q. [156] Par centaine. O.K. Donc, ce sont les délégués  
22 qui ont le droit de vote, c'est exact?

23 R. Oui.

24 Q. [157] O.K. Et ces délégués-là, donc, vont donc soit  
25 pouvoir se présenter ou soit élire... élire les

1 gens qui sont au poste du comité exécutif.

2 R. C'est exact.

3 Q. **[158]** O.K. À l'intérieur d'une association - et  
4 vous l'avez votre expérience sur le terrain -  
5 comment les délégués... je comprends qu'on peut...  
6 bien, on peut décider que l'Association des  
7 tuyauteurs - et là je vais donner un chiffre fictif  
8 - a droit à cinq délégués, exemple, ça peut être  
9 plus, mais cinq délégués. Comment ces cinq  
10 délégués-là sont choisis à l'intérieur de  
11 l'Association et à l'intérieur des sections  
12 locales, surtout quand il y a plusieurs sections  
13 locales?

14 R. Habituellement, comment est-ce qu'ils vont être  
15 choisis? Tout va dépendre justement des Statuts et  
16 règlements, autrement dit, la Constitution de  
17 l'Association. Habituellement, ça va être des  
18 membres, ça va partir... le gérant d'affaires va  
19 faire partie, les agents d'affaires vont en faire  
20 partie, après ça, si besoin il y a, ça va être le  
21 président, le vice-président et ça va descendre  
22 avec les membres de l'exécutif habituellement qui  
23 vont être amenés. Pour les petites sections locales  
24 des fois qui ont pas...

25 Q. **[159]** Assez de membres.

1 R. ... assez de membres, ils vont amener des membres  
2 de leur association. Ils peuvent amener des membres  
3 de leur association comme délégués.

4 Q. **[160]** O.K. Donc, ils obtiennent un nombre de  
5 délégués. En général, on part du gérant d'affaires  
6 puis on remplit le nombre de délégués jusqu'en bas  
7 puis si on en manque, on pige parmi les membres,  
8 c'est ça?

9 R. Exact.

10 Q. **[161]** O.K. Et s'il y a plusieurs sections locales?  
11 Dans le cas... on voit dans le cas des tuyauteurs,  
12 il y en a cinq sections locales. S'il y a pas assez  
13 de délégués pour amener tous les gérants d'affaires  
14 puis les agents d'affaires, comment ça fonctionne?

15 R. Bien, pour les... chaque... chaque association  
16 inter va amener... ils ont un nombre de délégués  
17 qui est départagé entre eux autres pour leur  
18 prorata. O.K. Mais, c'est l'ensemble qui va être...

19 Q. **[162]** O.K.

20 R. C'est pas un par rapport à l'autre.

21 Q. **[163]** C'est pas par rapport à l'autre. Donc, on  
22 comprend que si le 144, exemple, a le droit, même  
23 si on met en commun tous les membres, si  
24 théoriquement le 144 obtient trois des cinq  
25 délégués - je sais que c'est pas les bons chiffres,

1           là, mais... - trois des cinq délégués, bien, il va  
2           peut-être dire « écoutez, moi, mon nombre de  
3           membres que je vous donne dans le pool m'en donne  
4           trois, bien, je veux les avoir chez moi, puis je  
5           vais les prendre dans mon exécutif. » Ça peut-tu  
6           arriver comme ça?

7       R. Bien, écoutez, je vais prendre un exemple comme un  
8           local, comme le 825. Bien, le gérant d'affaires va  
9           être là. Si par son prorata de membres, lui, à  
10          l'intérieur de la même association, ça lui donne  
11          dans le partage deux délégués, bien, lui, il va  
12          avoir deux délégués.

13       Q. **[164]** O.K.

14       R. Si je prends le 500, lui, il va en avoir trois ou  
15          deux ou un, selon le nombre qu'il a, ça va être  
16          réparti entre eux autres, mais selon le nombre  
17          total qu'ils représentent.

18       Q. **[165]** O.K. Donc, on définit le nombre de délégués  
19          selon le nombre total, puis la répartition entre  
20          les locaux, ça peut aller avec les locaux... les  
21          locaux nécessairement?

22       R. Avec les locaux, mais au nombre de... même... même  
23          réglementation au nombre de pourcentage, la  
24          représentativité.

25       Q. **[166]** Donc, les délégués se présentent à un

1            congrès. C'est-tu aux quatre ans, ça?

2            R. Oui.

3            Q. **[167]** Cette élection-là du Comité provincial?

4            R. Oui, oui.

5            Q. **[168]** Du Conseil provincial. Et ce sont les  
6            délégués donc qui peuvent se présenter au poste ou  
7            qui votent. C'est quoi la tâche du comité exécutif?  
8            Parce qu'on va voir qu'il y a également le bureau  
9            des représentants des gérants d'affaires, le bureau  
10           des gérants d'affaires, là. Mais, le comité  
11           exécutif comme tel, c'est quoi sa tâche?

12           R. Bien, sa tâche, il va surtout avoir des discussions  
13           au niveau d'alignements qu'on peut prendre au  
14           niveau de formations, vous savez, la formation  
15           professionnelle, tout qu'est-ce qui est d'ordre  
16           d'intérêt, là, je pourrais dire pour tous les  
17           affiliés, d'ordre général. Ça peut être tout  
18           qu'est-ce qui est décision monétaire, le  
19           fonctionnement du Conseil provincial. Eux vont me  
20           donner les directives, puis dans les mandats qu'on  
21           a, on ouvre, on va exécuter. On va exécuter selon  
22           ce qu'ils vont nous dire. Les articles  
23           promotionnels, santé et sécurité, il faut... O.K.,  
24           « il y a tant de plaintes, il faudrait s'en  
25           occuper, aller voir ces gens-là. » C'est... c'est

1           comme ça que ça fonctionne.

2       Q. **[169]** Je pense qu'on va... je vais pouvoir vous  
3           aider, Monsieur Faulkner, sur la division des  
4           délégués. Puis on peut peut-être, pour fins  
5           d'information, les donner ici.

6       R. Ah! O.K. Merci.

7       Q. **[170]** Alors, on parlait tantôt des prorata, donc  
8           peut-être juste nous donner un peu la liste de la  
9           façon dont ça fonctionne pour les délégués, là.

10      R. O.K. Pour les locaux ont les délégués qui les  
11         représentent au Conseil provincial au prorata du  
12         nombre de membres qu'ils ont. On parle quatre cents  
13         (400) membres, c'est deux délégués; quatre cents  
14         (400) membres et plus, c'est quatre délégués; huit  
15         cents (800) membres et plus, six délégués; mille  
16         deux cents (1200) membres et plus, c'est huit  
17         délégués; deux mille cinq cents (2500) membres et  
18         plus, dix (10) délégués; cinq mille (5000) membres  
19         et plus, douze (12) délégués; sept mille cinq cents  
20         (7500) membres et plus c'est quatorze (14)  
21         délégués; et douze mille cinq cents (12 500)  
22         membres et plus, dix-huit (18) délégués.

23      Q. **[171]** O.K. Et ça c'est décidé par les associations,  
24         c'est ça?

25      R. Oui.

1 Q. **[172]** O.K. Donc, le comité exécutif donc a comme  
2 pour tâche de régler donc toutes les questions  
3 d'ordre administrative (sic). Le comité exécutif,  
4 lui, prend... est-ce qu'il prend pas des décisions  
5 applicables aux locaux comme tels, est-ce que je me  
6 trompe?

7 R. Non, il y a aucune décision qui va se prendre au  
8 point de vue gérance des locaux. Les locaux sont  
9 vraiment autonomes.

10 Q. **[173]** Sont vraiment autonomes.

11 R. Oui.

12 Q. **[174]** Le conseil... le comité exécutif a aussi le  
13 pouvoir, j'imagine, de voter des résolutions?

14 R. Oui.

15 Q. **[175]** O.K. Ces résolutions-là, pouvez-vous nous  
16 aider sur quels sujets, là, donnez-nous des  
17 exemples peut-être au quotidien, sans rentrer dans  
18 des secrets d'État?

19 R. Bien, un exemple au quotidien, il va y avoir un  
20 comité qui va avoir développé des formations. La  
21 manière de faire des agents d'affaires, ça va  
22 nécessiter que... pour réaliser la formation pour  
23 la donner à nos représentants, ça va coûter  
24 combien? Combien de temps? De quelle manière ça va  
25 se faire? C'est toutes des choses qui vont être

1           décidées à l'exécutif. Mais l'exécutif va prendre  
2           la résolution et la résolution va être amenée au  
3           bureau des gérants d'affaires qui, elle, est  
4           décisionnelle.

5       Q. **[176]** O.K. Si on revient à l'exécutif pour quelques  
6           instants. Si on parle... Bon, on va parler, par  
7           exemple, de... simplement pour illustrer, de la  
8           négociation des conventions collectives, là, dans  
9           les différents secteurs. Est-ce que c'est au niveau  
10          de l'exécutif qu'on prend les décisions  
11          d'orientation ou qu'est-ce qu'on veut avoir dans  
12          les conventions collectives ou sur quel point on  
13          peut pousser, qu'est-ce qu'on va laisser aller,  
14          qu'est-ce... Au niveau des négociations comme  
15          telles, est-ce que c'est le comité exécutif ou  
16          plutôt le bureau des gérants d'affaires?

17       R. Il va y avoir un comité de négociations qui va être  
18          créé. Le comité de négociations, c'est eux qui vont  
19          fixer les... les stratégies. C'est sûr que, pour  
20          les demandes, ça se trouve à être l'ensemble de  
21          tous les locaux qui vont avoir des demandes. Il va  
22          y avoir un barème qui va être fait. C'est sûr que  
23          dans le processus il y a des choses qui sont mises,  
24          des choses qui sont... qui sont enlevées. Je pense  
25          que c'est normal de faire une analyse pour savoir

1           où on va. Puis, à partir de là, bien, lui va avoir  
2           un alignement qui va être donné.

3       Q. [177] Mais le comité de négociations va tenir ses  
4           pouvoirs de qui, parce qu'ils font... il va être  
5           appointé par qui?

6       R. Le comité de négociations, il est appointé par le  
7           président.

8       Q. [178] Par le président du comité exécutif. Est-ce  
9           que ça doit être approuvé par le bureau des gérants  
10          d'affaires? Parce que c'est quand même des  
11          grosses...

12      R. Non, ça fait... ça fait partie du pouvoir du  
13          président de pouvoir appointer les gens sur le  
14          comité.

15      Q. [179] O.K. Et qui va donner son mandat au comité de  
16          négociations? Parce qu'à un moment donné, le comité  
17          de négociations peut peut-être dire : « Moi, je  
18          tourne à gauche. - Puis, à un moment donné, le  
19          bureau des gérants d'affaires peut peut-être dire -  
20          Bien, nous autres, on représente les vingt-huit  
21          (28) sections locales puis on aimerait mieux que  
22          vous alliez vers la droite », là?

23      R. Bien, présentement, de la manière que ça  
24          fonctionne, les cinq... les cinq centrales  
25          syndicales sont assis (sic). On a formé, ce qu'on

1 appelle, la table centrale. Et puis pour qu'est-ce  
2 qui est de tous les alignements maintenant, au  
3 niveau de la négociation, chaque association  
4 représentative va amener son point de vue, il va y  
5 avoir un dialogue entre les cinq, il va y avoir un  
6 consociensus (sic) et ça va être transmis aux gens  
7 qui sont en charge de faire la négociation, et ça  
8 va se dérouler dans ce sens-là.

9 Q. [180] O.K. Donc, pour... Si on revient plus au  
10 quotidien, là, du comité exécutif puis du conseil  
11 provincial. Il a le pouvoir, donc, d'adopter des  
12 résolutions sur plusieurs sujets qui le concernent  
13 mais je comprends que c'est un pouvoir de  
14 recommandation au bureau des gérants d'affaires  
15 qu'il a?

16 R. Oui.

17 Q. [181] La résolution est donc, après ça, présentée  
18 au bureau des gérants d'affaires, c'est exact?

19 R. Toutes les résolutions sont présentées, oui.

20 Q. [182] Pour être entérinées ou rejetées.

21 R. Oui.

22 Q. [183] Maintenant, parlons plutôt du bureau des  
23 gérants d'affaires. Il est composé de qui  
24 exactement et de quelle façon est-ce que... est-ce  
25 qu'on le constitue?

1 R. Le bureau des gérants d'affaires, c'est... ça se  
2 trouve à être les vingt-huit (28) gérants de chaque  
3 locaux (sic) constituent le bureau des gérants  
4 d'affaires.

5 Q. **[184]** O.K.

6 R. Donc, c'est eux, lorsqu'il va y avoir une décision,  
7 lorsqu'il va y avoir un vote, le vote va être pris  
8 au prorata parce que son vote va équivaloir au  
9 nombre de délégués qui a le droit, et c'est de même  
10 que c'est départagé.

11 Q. **[185]** O.K. Donc, je comprends que c'est un gérant  
12 d'affaires par local, donc ils sont vingt-huit (28)  
13 autour de la table, mais ils n'ont pas tous le même  
14 poids dans le vote?

15 R. Exact, il y a vingt-huit (28), habituellement les  
16 agents d'affaires vont être présents à cette  
17 assemblée-là, les gens vont amener leurs agents  
18 d'affaires. Mais lorsque c'est questions... parce  
19 que tout le monde a le droit de s'exprimer lors de  
20 cette assemblée-là, mais lorsque c'est le temps de  
21 trancher par un vote, à ce moment-là c'est les  
22 vingt-huit (28) gérants d'affaires qui votent selon  
23 leur représentativité.

24 Q. **[186]** O.K. Donc, moi, je peux être un gérant  
25 d'affaires mais je peux valoir douze votes puis je

1           peux être un autre gérant d'affaires puis en valoir  
2           quatre, c'est ça?

3           R. Exact.

4           Q. **[187]** Dépendamment de la répartition que vous venez  
5           de nous nommer. Donc, c'est pas... les délégués se  
6           présentent pas mais je me présente avec le nombre  
7           de votes du nombre de délégués auquel j'aurais  
8           droit?

9           R. Oui.

10           (10:23:20)

11           LA PRÉSIDENTE :

12           Q. **[188]** Le nombre de votes est réparti comment?  
13           C'est-à-dire est-ce que c'est par le nombre de  
14           personnes qui font partie de l'association?

15           R. Oui.

16           Q. **[189]** De son local?

17           R. Bien, c'est... c'est le même... c'est le même  
18           mécanisme, c'est le même mécanisme de  
19           représentativité que lorsqu'on fait notre congrès.

20           Me SONIA LeBEL :

21           Q. **[190]** Mais plus en fonction...

22           LA PRÉSIDENTE :

23           Q. **[191]** Donc, c'est un vote par personne qu'il  
24           représente?

25           R. Oui, lui va voter, mais par contre son vote peut

1           valoir... peut valoir... peut équivaloir, je vais  
2           vous donner un exemple, comme moi au local 58  
3           j'avais droit, je pense, à quatre délégués, un  
4           autre local peut en avoir huit délégués, mon vote  
5           équivalait à quatre.

6       Q. **[192]** O.K.

7           (10:24:03)

8           Me SONIA LeBEL :

9       Q. **[193]** Et là, c'est par section locale, parce que  
10          chaque gérant...

11          LA PRÉSIDENTE :

12       Q. **[194]** C'est par le nombre de délégués, c'est ça,  
13          qu'il y a dans chaque section locale?

14       R. Oui.

15          Me SONIA LeBEL :

16          C'est ça.

17          LA PRÉSIDENTE :

18          O.K.

19          Me SONIA LeBEL :

20       Q. **[195]** Parce qu'un gérant d'affaires représente sa  
21          section, donc vient avec son nombre de membres et  
22          répartis au prorata du nombre de ses membres ça lui  
23          donne un vote par tranche de quatre cents (400) ou  
24          par tranche de deux mille (2000), dépendamment,  
25          dépendamment, en fonction de la répartition que

1           vous nous avez expliquée tantôt?

2       R. Oui.

3       Q. **[196]** O.K. Donc, je comprends qu'il peut y avoir  
4           des gérants d'affaires qui ont... qui sont plus  
5           puissants que d'autres autour de la table, si je  
6           peux le prendre de même, en termes de  
7           représentativité ou de capacité de vote, là?

8       R. Oui.

9       Q. **[197]** S'ils ont plus de membres, ils ont plus de  
10          votes, on s'entend?

11      R. Oui, ils ont plus de membres, ils ont plus de  
12          votes, mais je veux dire c'est quand même les votes  
13          qui prédominent. Je veux dire, ça veut pas dire  
14          parce que tu en représentes, que tu as douze  
15          délégués, que tu vas gagner le vote, là.

16      Q. **[198]** Non, parce qu'ils ont quand même...

17      R. Tout le monde est autonome, puis tout le monde vote  
18          selon ses... selon ses convictions.

19      Q. **[199]** C'est parce que vous êtes quand même vingt-  
20          huit (28) autour de la table avec des votes aussi  
21          équivalents des fois?

22      R. Oui.

23      Q. **[200]** O.K. Quelle sorte de décision que le bureau  
24          des gérants d'affaires va prendre, donc va se  
25          pencher sur les résolutions qui sont prises par le

1           comité exécutif, c'est exact?

2       R. Oui.

3       Q. **[201]** O.K. Peut-être nous donner des illustrations  
4           de type de décisions que le bureau des gérants  
5           d'affaires peut prendre? Juste pour qu'on comprenne  
6           un peu dans le quotidien.

7       R. Ça peut être, vous savez dans le mode de  
8           fonctionnement les résolutions - quel type - ça  
9           peut être au niveau de la formation, au niveau  
10          de... de mode d'intervention qui va se faire ou  
11          tout ce qui a rapport au fonctionnement du Conseil  
12          provincial dans ses mandats, c'est ce qui est  
13          discuté.

14      Q. **[202]** O.K.

15      R. Lorsqu'on a besoin de faire un mouvement puis on a  
16          besoin d'avoir une révo... une révolution! une  
17          résolution, bien à ce moment-là il faut passer par  
18          les processus puis s'en venir.

19      Q. **[203]** O.K. Donc, dans le fond, c'est la même  
20          juridiction que le comité exécutif, la seule  
21          différence c'est que quand c'est lui qui entérine  
22          et qu'il a l'ultime pouvoir, comme vous l'avez dit,  
23          décisionnel. Donc, il y a certains aspects sur  
24          lequel le comité exécutif a pas le choix de s'en  
25          référer au bureau des gérants d'affaires avant

1 d'agir. C'est exact?

2 R. Oui, il y a certaines choses qu'il faut qu'on se  
3 réfère, oui.

4 Q. **[204]** O.K. Et c'est quoi ces choses-là sur  
5 lesquelles il faut se référer au bureau des gérants  
6 d'affaires?

7 R. Bien, ce qui est monétaire habituellement  
8 l'exécutif va, peut décider d'un certain budget,  
9 mais la résolution va être amenée au bureau... au  
10 bureau des gérants d'affaires. Il peut y avoir de  
11 l'opposition sur le positionnement, mettons un  
12 budget qui a été voté pour un article promotionnel,  
13 bien il y en a qui peuvent s'opposer à l'article  
14 promotionnel comme tel.

15 Q. **[205]** O.K. Et ce bureau des gérants d'affaires là  
16 siège à quelle... à quelle fréquence?

17 R. C'est dix fois par année.

18 Q. **[206]** Dix fois par année?

19 R. Oui.

20 Q. **[207]** O.K. Donc, je comprends que pour le  
21 fonctionnement du comité... du Conseil provincial  
22 c'est quand même un rythme assez bon, on est  
23 capable de fonctionner parce qu'on sait qu'au  
24 moins, au moins une fois par mois, je dirais un peu  
25 plus, mais au moins une fois par mois on va pouvoir

1 s'en référer au bureau des gérants d'affaires?

2 R. C'est exact.

3 Q. **[208]** Est-ce que le comité exécutif peut, j'allais  
4 dire « caller », mais peut appeler une séance ou  
5 peut appeler le bureau des gérants d'affaires en  
6 cas d'urgence, est-ce qu'on peut...

7 R. Oui.

8 Q. **[209]** Il y a des mécanismes pour être capable  
9 d'avoir une assemblée?

10 R. Pour avoir une assemblée d'urgence, oui.

11 Q. **[210]** Une assemblée d'urgence, oui. O.K. Parfait.  
12 On va coter le PowerPoint, Madame la greffière,  
13 115P-1395, je crois.

14 LA GREFFIÈRE :

15 C'est l'onglet numéro 1.

16 Me SONIA LeBEL :

17 Q. **[211]** L'onglet numéro 1.

18

19 115P-1395 : Présentation de Paul Faulkner -

20 L'organisation de l'INTER au Québec

21 (AFL-CIO)

22

23 Q. **[212]** Et ça termine à mon niveau pour les  
24 explications au niveau du fonctionnement du Conseil  
25 provincial et de l'International. Je sais que mon

1       collègue, maître Dumais, va sûrement avoir des  
2       choses à éclaircir avec le témoin. Je crois qu'il y  
3       a d'autres personnes d'ailleurs...

4       LA PRÉSIDENTE :

5       Oui, alors donc, je comprends qu'il y aura... qu'il  
6       y aura un interrogatoire, Maître Dumais?

7       Me ANDRÉ DUMAIS :

8       Oui.

9       LA PRÉSIDENTE :

10       O.K. Est-ce que d'autres personnes auront un  
11       interrogatoire? Non. O.K. Alors, venez.

12       CONTRE-INTERROGÉ PAR Me ANDRÉ DUMAIS :

13       Q. **[213]** Bonjour, Monsieur Faulkner.

14       R. Bonjour, Maître Dumais.

15       Q. **[214]** André Dumais pour le Conseil provincial  
16       international. Monsieur Faulkner, j'aimerais qu'on  
17       s'entende. Pour les délégués, débutons avec le  
18       nombre de délégués. Les chiffres qu'on vous a  
19       montrés, le tableau, c'est exact de dire que ça, ça  
20       apparaît dans les statuts et règlements du Conseil  
21       provincial international?

22       R. Oui.

23       Q. **[215]** C'est un extrait?

24       R. Exact.

25       Q. **[216]** Bon. Hier vous avez mentionné qu'un individu

1 vote pour le Conseil provincial et dépendant de son  
2 métier, une fois qu'il se retrouve à l'intérieur  
3 d'une section locale est membre de l'International,  
4 non pas de la section locale, mais de  
5 l'International?

6 R. C'est exact.

7 Q. **[217]** Prenons les tuyauteurs, là; ils ont cinq  
8 sections locales au Québec. Dépendant de la région,  
9 le travailleur a voté pour le Conseil provincial,  
10 il est tuyauteur; dépendant de la région où il est  
11 domicilié, il se retrouverait à l'intérieur de  
12 l'une des cinq associa... cinq sections locales des  
13 tuyauteurs, c'est exact?

14 R. Oui, c'est exact.

15 Q. **[218]** Une fois qu'on aura placé les gens dans les  
16 sections ou les régions du Québec où ils sont  
17 domiciliés, je comprends qu'on fait une addition,  
18 si je peux me permettre l'expression, du nombre de  
19 membres de l'association internationale qui sont  
20 répartis dans cinq sections locales?

21 R. Oui.

22 Q. **[219]** C'est ce qui va former le nombre de délégués?

23 R. Exact.

24 Q. **[220]** Maintenant, on arrive au bureau des gérants  
25 d'affaires. On a cinq gérants, c'est exact? Si on

1            parle des tuyauteurs, lorsqu'on va arriver au  
2            bureau des gérants d'affaires...

3            R. Oui.

4            Q. **[221]** ... ils auront, eux, cinq gérants d'affaires?

5            R. C'est exact.

6            Q. **[222]** La répartition des votes, premièrement ils  
7            ont au total, ces cinq sections locales là, on va  
8            additionner leurs membres et on aura la  
9            participation en délégués?

10          R. C'est exact.

11          Q. **[223]** Mais chacun a le droit de voter. Comment  
12          répartissent-ils les délégués en ce qui les  
13          concerne, eux?

14          R. C'est le même procédé, le même... le même mécanisme  
15          de calcul qui va être fait pour chaque local.

16          Q. **[224]** Prenons exemple, là, disons pour fins de  
17          discussion que les tuyauteurs auraient quatorze  
18          (14) délégués.

19          R. Exact.

20          Q. **[225]** Il y a cinq sections locales. Comment vont-  
21          ils se répartir ça parce que chacun va aller voter?  
22          Comment ils vont se répartir les douze (12)  
23          délégués?

24          R. C'est au prorata de représentativité.

25          Q. **[226]** De leur propre région?

1 R. Exact.

2 Q. **[227]** Bon. Avant de débiter, j'aimerais peut-être,  
3 si vous permettez, répondre à certaines  
4 préoccupations notamment de monsieur Lachance, une  
5 question qui vous a été posée et moi j'ai le...  
6 j'ai le privilège de représenter votre section  
7 locale, en fait, votre ancienne section locale  
8 depuis bon nombre d'années et on a parlé de...  
9 d'éthique à l'intérieur d'une section locale ou  
10 d'une association internationale. Vous avez, on le  
11 verra tantôt, vous avez parlé que c'est contenu à  
12 l'intérieur des constitutions?

13 R. Oui.

14 Q. **[228]** Bien moi j'aimerais que vous nous parliez de  
15 ce qui provient de l'association internationale, je  
16 n'ai malheureusement pas le nom mais il y a des  
17 programmes qui sont mis en place dans des  
18 associations internationales qui sont véhiculés par  
19 le biais des sections locales et vous en avez une  
20 chez vous qui existe, comment on l'appelle ce  
21 programme-là qui a été mis en place par  
22 l'International que vous devez appliquer au Québec,  
23 vous?

24 R. Ça s'appelle le code de conduite.

25 Q. **[229]** Le code de conduite?

1 R. Exact.

2 Q. **[230]** Et c'est quel nom qu'on lui donne, là?

3 R. C'est...

4 Q. **[231]** Un nom... votre association...

5 R. « The Code of Conduct », on appelle ça le code de  
6 conduite qui comprend, entre autres, qu'est-ce  
7 qu'on appelle un QCC, un « Quality Control  
8 Craftman ».

9 Q. **[232]** Bon. « Quality Control Craftman », parlez-moi  
10 de ce que ça va dégager, ça, comme principe, ce  
11 code-là qui vous est transmis, que vous devez  
12 faire... dites-moi en quoi ça consiste  
13 essentiellement.

14 R. Bien essentiellement, il faut s'assurer de la  
15 qualité des travaux, que les travaux sont faits  
16 selon les... les... les specs et les devis et les  
17 normes, autrement dit, selon les normes du métier  
18 et en même temps, s'assurer que pour la bonne  
19 marche des travaux...

20 Q. **[233]** Oui.

21 R. ... que les bons... les mauvais comportements  
22 seront pas tolérés.

23 Q. **[234]** Les mauvais comportements de qui?

24 R. De... provenant de membres.

25 Q. **[235]** D'accord. Et ça peut être quoi, ça, ces...

1           ces mauvais comportements là, notamment?

2       R. Ça peut être de « inferior work », du retardement,  
3           ça peut être faire des troubles sur les chantiers,  
4           ça peut être mauvaise qualité de travail, il y a  
5           des processus de mis en place.

6       Q. **[236]** Et ça, ça a été mis... prenons votre  
7           association, vous, ça a été mis en place par  
8           rapport à aujourd'hui il y a combien d'années  
9           environ, ce programme-là?

10      R. Ah, je dirais que c'est de peut-être depuis deux  
11           mille deux (2002) qu'on tente de... d'installer ça,  
12           ça se fait progressivement.

13      Q. **[237]** Bon, mais quand vous dites « tenter », il  
14           existe, le programme?

15      R. Oui, il existe.

16      Q. **[238]** Bon. Vous, comme gérant d'affaires d'une des  
17           sections locales de l'International, je comprends  
18           que vous avez été appelé aussi à participer à des  
19           séminaires ou à des réunions qui portaient  
20           spécifiquement sur l'application de ce code-là?

21      R. Exactement.

22      Q. **[239]** Ça se passait où, ça, par exemple?

23      R. Ça se passait, ça peut être soit à Washington ou  
24           Floride, différents endroits aux États-Unis où est-  
25           ce qu'il y avait des... qu'est-ce qu'on appelle les

1 conventions internationales, c'est ni plus ni moins  
2 ce qui se faisait là, c'est les formations qui sont  
3 données aux représentants, l'alignement de  
4 l'organisation versus relations de travail avec les  
5 employeurs, faire en sorte que les chantiers soient  
6 livrés en temps, éliminer les problématiques,  
7 c'était un petit peu l'alignement qui se donnait au  
8 niveau de notre organisation.

9 Q. **[240]** Autrement dit, si on le prenait dans ce sens-  
10 là, si on était du côté patronal, avoir une main-  
11 d'oeuvre qualifiée et potable pour être à la  
12 hauteur de ce que vous prétendez pouvoir offrir  
13 comme services, comme calorifugeur, prenons votre  
14 métier...

15 R. C'est exact.

16 Q. **[241]** ... aux entrepreneurs.

17 R. C'est exact.

18 Q. **[242]** Est-ce que, ça, ça a été... est-ce que les  
19 paramètres de ce programme-là, ça a été consigné à  
20 l'intérieur d'un document?

21 R. Oui, il y a des documents qui existent à  
22 l'International, amplement.

23 Q. **[243]** Et comment on va veiller à l'International à  
24 ce qu'une section locale... j'imagine parce qu'il y  
25 a des principes, mais il doit avoir aussi des

1           conséquences si on ne se plie pas à ces consignes-  
2           là ou à ces paramètres-là de...

3       R. Bien, ça peut être une des raisons pour lesquelles  
4       le Local peut être mis en tutelle.

5       Q. **[244]** D'accord.

6       R. Parce qu'on a l'obligation de mettre ce système-là  
7       en place, c'est une obligation à l'intérieur.

8       (10:34:10)

9       M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

10      Q. **[245]** Vous avez dit tout à l'heure « tenté de le  
11      mettre en application », qu'est-ce que vous aviez  
12      en tête par l'usage du mot « tenté »?

13      R. Ce que je... ce que je veux dire par là, c'est que  
14      c'est un système... c'est comme un mariage. On peut  
15      proposer aux employeurs l'application d'un système  
16      comme celui-là, mais s'il veut pas, je peux pas  
17      l'obliger. Donc, oui, il y a des employeurs qui  
18      vont dire « c'est correct, on va suivre là-  
19      dedans ». C'est tout simplement ça, ça se fait sur  
20      le...

21      Q. **[246]** La mise en application de ceci implique la  
22      participation de l'employeur, c'est ce que vous  
23      dites, dans ce système-là?

24      R. Bien, en principe, oui. Je veux dire, tous les  
25      employeurs, ils ont leur droit de gérance. Ça fait

1       partie de la continuité de son droit de gérance. Ça  
2       découle de discussions entre employeurs puis mon  
3       association internationale. Si on a décidé de  
4       prendre une orientation pour essayer d'éliminer  
5       toutes les problématiques qui pouvaient exister  
6       dans le passé dans les chantiers, là.

7       Q. **[247]** Est-ce que c'est arrivé dans le passé que des  
8       représentants de l'International de l'extérieur  
9       viennent vérifier si, au Québec, un local précis  
10      s'alignant dans cette direction, par exemple? Donc,  
11      il y a un certain contrôle, autrement dit.

12      R. Bien, là je parle pour mon association. Je peux pas  
13      répondre aux autres associations s'il existe  
14      vraiment un code de conduite. J'ai entendu parler  
15      qu'il y a d'autres associations ont des codes de  
16      conduite. Est-ce qu'ils sont différents de celui de  
17      mon association ou de celle d'où je proviens? Là,  
18      je pourrais pas vous le dire. Ce que je vous  
19      réponds présentement, c'est en connaissance de  
20      qu'est-ce que, moi, je connais.

21      Q. **[248]** D'où vous provenez, là.

22      R. Exactement.

23      Q. **[249]** Mais, pour les autres associations, c'est  
24      possible que... vous savez pas si vraiment il y a  
25      un certain contrôle...

1 R. Il y a des... c'est sûr...

2 Q. **[250]** ... de l'International sur l'application de  
3 celle-ci.

4 R. C'est sûr que le cheminement d'une association  
5 internationale pour n'importe quelle association,  
6 c'est la même. À partir du moment que l'association  
7 internationale se donne un alignement avec un code  
8 de conduite, une manière de faire, les locaux vont  
9 avoir l'obligation de se plier à cette chose-là.

10 Me ANDRÉ DUMAIS :

11 Q. **[251]** Mais, la question de monsieur le Commissaire,  
12 pour être plus précis, c'était : comment, une fois  
13 que c'est mis en place, l'association s'assure  
14 comment que c'est appliqué sur le territoire? Est-  
15 ce que vous avez eu des... on va appeler ça des  
16 « contrôles » ou des mesures de contrôle de  
17 l'International quant à ce que... notamment quant  
18 au fait d'appliquer chez vous ou pas cette  
19 réglementation-là?

20 R. Pour répondre exactement, vous nous demandez un  
21 compte rendu, celui qu'on appelle tantôt le vice...  
22 moi, dans mon cas, c'est qu'est-ce qu'on appelait  
23 le vice-président International va venir faire des  
24 visites, va venir nous demander « on est rendu où  
25 dans le dossier? Comment ça procède? C'est quoi les

1           embûches qu'on peut rencontrer? » Et ça va être  
2           ramené au président.

3       Q. **[252]** Bon. Et une autre question que monsieur le  
4       Commissaire posait, c'est que vous dites « c'est en  
5       partenariat ». Parce que je comprends que lorsqu'on  
6       parle de qualité de travail, je comprends que celui  
7       qui peut être en mesure de juger si la performance  
8       d'un travailleur ou la qualité du travail est  
9       correcte, c'est l'entrepreneur, celui qui fait  
10      effectuer les travaux. C'est lui qui peut dénoncer.

11      R. Exactement. Mais, pour l'organisation, en tout cas,  
12      de qu'est-ce qui a sorti des discussions qui  
13      étaient au niveau des associations internationales,  
14      ce qu'on nous a dit, c'est que le QCC, la qualité  
15      et le contrôle...

16      Q. **[253]** Oui.

17      R. ... ça peut aussi bien provenir de la partie  
18      patronale que provenir de la partie syndicale.

19      Q. **[254]** Donc...

20      R. Autrement dit, c'est des travailleurs, c'est des  
21      spécialistes qui vont savoir, est-ce que ça  
22      respecte les normes.

23      Q. **[255]** Bien, donnez-moi... donnez-moi un exemple  
24      mettons qui pourrait... que ça proviendrait pas du  
25      côté patronal. Donnez-moi un exemple où ce système-

1           là, vous pourriez être mis au parfum d'un  
2           comportement inapproprié d'un salarié ou d'un  
3           groupe de salariés sur un chantier donné? Qui  
4           pourrait vous dénoncer ça si ça devient... ça  
5           provient pas du côté patronal?

6           R. Ça peut être un travailleur.

7           Q. **[256]** Mais, on sait que ça peut mener tout ça à des  
8           sanctions, hein?

9           R. Exactement.

10          Q. **[257]** Bon. On y reviendra tantôt avec...

11          R. Oui.

12          Q. **[258]** Et là vous nous dites... parce que les  
13          associations internationales, la vôtre, là, elle  
14          porte son nom que vous avez mentionné tantôt, mais  
15          est-ce que vous savez, comme gérant, si d'autres  
16          sections locales, à l'époque où vous étiez gérant,  
17          ont des programmes qui sont similaires, qui peut-  
18          être portent pas le même nom, mais sont similaires  
19          et que c'est mis en application au sein des  
20          associations internationales, ce type de démarches-  
21          là?

22          R. Je sais qu'il y a des associations autres que la  
23          mienne qui ont des codes, qui ont des codes de  
24          conduite.

25          Q. **[259]** Et ça, c'est en plus de ce qu'on retrouve

1 dans les constitutions.

2 R. Exact.

3 Q. **[260]** Bon. On a parlé de documents. Vous avez parlé  
4 souvent de statuts et règlements. Ce qui provient  
5 de l'International, qui serait vos paramètres que  
6 vous devez absolument respecter, on appelle ça  
7 comment ce document-là?

8 R. C'est justement le mot que je cherchais tantôt,  
9 c'est constitution.

10 Q. **[261]** Bon. Mais on a aussi parlé de statuts et  
11 règlements. Est-ce que ça existe des statuts et  
12 règlements?

13 R. Oui, ça existe des statuts et règlements.

14 Q. **[262]** Et ça c'est ce que maître LeBel a mentionné,  
15 on va devoir... Ça sert à quoi des statuts et  
16 règlements par rapport à la constitution?

17 R. Bien, c'est des compléments dans le mode de  
18 fonctionnement. Il peut y avoir des variantes, là,  
19 au niveau... comment je pourrais dire, statuts et  
20 règlements?

21 Q. **[263]** Si je vous disais que c'est pour  
22 l'administration courante du local?

23 R. C'est l'administration courante... C'est parce  
24 qu'il y a rien qui peut être amené une « bylaw » ou  
25 dans un... dans un statut et règlement qui va être

1 non conforme à.

2 Q. **[264]** À?

3 R. À la constitution.

4 Q. **[265]** D'accord.

5 R. Tout doit vraiment découler de la constitution.

6 C'est juste dans le mode de gestion, dans le mode  
7 de fonctionnement. Il peut y avoir des résolutions  
8 pour l'amélioration mais pas pour... ils peuvent  
9 pas déroger des statuts... de la constitution.

10 Q. **[266]** Vous avez parlé des postes au sein des  
11 sections locales. Le gérant, c'est un poste qui est  
12 électif, vous avez parlé de plusieurs postes  
13 électifs. Maintenant, on est élu, mais lorsqu'on  
14 est président d'une section locale, est-ce qu'on  
15 est un permanent de la section locale?

16 R. Non.

17 Q. **[267]** Qu'est-ce qu'on est, habituellement,  
18 lorsqu'on est un membre de l'exécutif, un président  
19 ou un « trustee », on y reviendra tantôt?

20 R. C'est des travailleurs.

21 Q. **[268]** Qui...

22 R. Qui continuent à travailler à pied d'oeuvre.

23 Q. **[269]** Est-ce qu'ils sont rémunérés pour...

24 R. Non.

25 Q. **[270]** ... occuper ces fonctions-là?

1 R. Non. Ils donnent leur temps bénévolement pour la  
2 bonne marche, le bon fonctionnement des locaux.

3 Q. **[271]** Et une section locale, elle, elle se réunit à  
4 peu près à quelle fréquence au niveau de ses  
5 assemblées?

6 R. C'est à la fréquence de dix (10), c'est la... la  
7 même chose que l'International, même chose que le  
8 Conseil provincial.

9 Q. **[272]** Sommairement, pourriez-vous nous dire quelle  
10 est la fonction de ce que vous appelez un  
11 « trustee »?

12 R. Le « trustee », son rôle c'est... il va vérifier  
13 toutes les dépenses inhérentes au local, tout...  
14 qui va sortir financièrement, mensuellement, à tous  
15 les mois il va les regarder, que ça soit autant les  
16 dépenses des agents d'affaires, des gérants  
17 d'affaires, pour les... les accessoires de  
18 bureaux... Il va tout vérifier, le compte de  
19 téléphone, le compte d'électricité...

20 Q. **[273]** Il y en a combien de « trustee »...

21 R. Il y en a trois.

22 Q. **[274]** Trois. Qui sont en dehors de l'exécutif?

23 R. C'est exact.

24 Q. **[275]** Avant d'aborder ça de façon plus détaillée,  
25 encore une fois, monsieur le commissaire faisait la

1 mention que lorsqu'on a une plainte à faire, il  
2 faudrait s'adresser à l'extérieur, on y reviendra  
3 également tantôt. Mais prenons pour acquis, prenons  
4 cette prémisse-là, contre des officiers, qu'il faut  
5 s'adresser à l'extérieur, c'est-à-dire aux États-  
6 Unis, pour saisir l'International d'une  
7 problématique quelconque. Mais une fois que  
8 l'International est saisi de la problématique, qui  
9 voyez-vous sur le terrain, vous, au Québec, pour  
10 venir se saisir de la situation puis mener la bonne  
11 marche de la dénonciation à terme? Est-ce que c'est  
12 des gens de Washington ou est-ce que c'est des gens  
13 locaux du Canada qui se présentent chez vous?

14 R. Bon. Pour faire la démarches telle que prévue, là,  
15 dans notre constitution. La première instance, elle  
16 se fait à notre niveau... au niveau du local.

17 Q. **[276]** Oui.

18 R. C'est ça, la... la plainte va rentrer au niveau du  
19 local, le gérant d'affaires va avoir...

20 Q. **[277]** Non, non, excusez, Monsieur Faulkner, on va  
21 parler des officiers. On va parler... les membres,  
22 c'est une chose, on va parler... Vous, vous seriez  
23 visé. Vous êtes gérant d'affaires, vous seriez  
24 visé.

25 R. O.K.

1 Q. **[278]** Je pense pas qu'on va vous donner la  
2 dénonciation?

3 R. Non. O.K.

4 Q. **[279]** On envoie ça à Washington, on... pour fins de  
5 discussion, à Washington.

6 R. À ce moment-là, c'est le vice-président Inter qui  
7 va venir investiguer.

8 Q. **[280]** O.K. Le vice-président Inter, ça porte  
9 d'autres noms ça dans... dans d'autres  
10 associations, organisateur général, ça vous dit  
11 quelque chose?

12 R. Oui, c'est exact.

13 Q. **[281]** Représentant international?

14 R. Représentant Inter.

15 Q. **[282]** Ce sont des Québécois puis des Canadiens qui  
16 occupent ces fonctions-là, en général?

17 R. Oui. Exact.

18 Q. **[283]** C'est des gens de... C'est eux que vous allez  
19 rencontrer?

20 R. Oui.

21 Q. **[284]** Au nom de l'Internationale qui, elle,  
22 chapeaute tout ça.

23 R. Exact.

24 Q. **[285]** Bon. Les... les rencontres, là, les exécutifs  
25 et les réunions du bureau des gérants d'affaires du

1           Conseil provincial, c'est exact de dire que c'est à  
2           date fixe? Quand je vous dis, à date fixe, à un  
3           moment précis, particulier, prévu pour un mois  
4           donné?

5           R. Oui.

6           Q. **[286]** Ce sont quoi... Quelle est cette fréquence-  
7           là? C'est quoi les paramètres, là? Par exemple, au  
8           Conseil provincial, qu'est-ce qui est fixé comme...

9           R. C'est le premier mardi du mois, c'est l'exécutif.

10          Q. **[287]** Oui.

11          R. Et puis le deuxième mardi, c'est l'assemblée  
12          agents, gérants.

13          Q. **[288]** Ça c'est fixe sans compter les réunions  
14          spéciales qui peuvent...

15          R. Intervenir.

16          Q. **[289]** Dans... pour le bureau des gérants d'affaires  
17          et le bureau de l'exécutif?

18          R. Oui.

19          Q. **[290]** Maintenant un peu pour faire le lien, Madame  
20          la Présidente, Monsieur le commissaire, ce qui  
21          avait été annoncé par maître LeBel, qui a été  
22          annoncé tantôt le lien par rapport à l'illustration  
23          si vous voulez de cas particuliers pour vous donner  
24          l'opportunité de... de consulter des documents en  
25          regard de ce qu'on vient de vous dire, j'aimerais

1       juste pour ramener à l'audience du vingt-huit (28)  
2       octobre deux mille treize (2013). On avait convenu  
3       et on y avait pas donné suite et ça se fait  
4       aujourd'hui, seulement pour vous rappeler qu'on  
5       vous avait illustré deux mises en tutelle,  
6       l'application de deux mises en tutelle à l'époque.  
7       Une par la Fraternité internationale ou la  
8       possibilité plutôt, mais surtout ça avait été avec  
9       le Syndicat international des peintres et métiers  
10      connexes concernant le cas de monsieur Brandone.

11               Et ce qu'on va s'apprêter à faire c'est ce  
12      qu'on vous avait annoncé à l'époque, c'est... ce  
13      sur quoi ça va porter la documentation qui va être  
14      déposée, ça va être sur les mécanismes de contrôle  
15      et de correction qui sont mis en place par les  
16      associations internationales dans le but d'assurer  
17      une saine gestion, une bonne administration des  
18      affaires de leur section locale et mis en place  
19      pour éviter toute forme de malversation ou de  
20      corruption de la part de leur administrateur.

21               C'est ça qu'on va s'appliquer à faire avec  
22      vous. On a procédé à... donc, vous avez déjà deux  
23      de ces constitutions-là qui ont été déposées,  
24      c'était les documents 95P-836 et 95P-880. Ça avait  
25      été fait dans le cadre du contre-interrogatoire de

1 monsieur Pereira. Vous avez déjà à votre dossier  
2 deux illustrations et illustrations, si vous me  
3 permettez, d'ordre pas uniquement théorique, mais  
4 pratique dans le cas du Syndicat international des  
5 peintres et métiers connexes.

6 Bon, à l'époque on a référé. Aujourd'hui on  
7 va aller au-delà de ces deux-là, on vous en amène  
8 sept autres, seulement qu'en vous les présentant  
9 avec les sections qui sont pertinentes et on  
10 traitera particulièrement d'une que monsieur  
11 connaît plus, c'est-à-dire celle de son association  
12 internationale à lui, mais on peut, vous verrez  
13 c'est repris sous différentes formes, mais dans  
14 chacune des... des constitutions qu'on va vous  
15 déposer.

16 Donc, dans l'ordre on va débiter avec celle  
17 qui... ça devrait être l'onglet 5, oui, ça va. Et  
18 on va d'abord aller aux pages...

19 LA PRÉSIDENTE :

20 Porte-t-elle une cote?

21 Me ANDRÉ DUMAIS :

22 Oui.

23 LA GREFFIÈRE :

24 115P-1387.

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 87. O.K. Allez-y, à quelle page?

3 Me ANDRÉ DUMAIS :

4 Q. **[291]** 66 à 70. Ça c'est un volet, je vous le dis,  
5 on commence avec celle-là, mais ça va être  
6 répétitif pour toutes celles qui viennent. D'abord,  
7 vous avez la suspension, la section s'intitule :  
8 « Suspension des Syndicats locaux et des mises en  
9 tutelle ». Donc, vous avez un processus qui est mis  
10 en place ici. Monsieur Faulkner, vous pouvez juste  
11 visualiser rapidement, surtout les sections qui  
12 sont en surlignement jaune et nous dire si vous  
13 pouvez, au meilleur de votre connaissance, faire  
14 état du fait que ça existe également dans votre  
15 association, mais que c'est une façon par les  
16 associations internationales d'assurer le contrôle  
17 de leur section locale notamment?

18 R. C'est exact, ça existe chez nous.

19 Q. **[292]** Bon. Donc, on peut voir rapidement qu'on peut  
20 suspendre, qu'on peut enlever le droit de posséder  
21 une section locale et avec la conséquence, par  
22 exemple, que vous voyez à la page 67 au paragraphe  
23 (d) de la section 90 :

24 Tout Syndicat local suspendu par le  
25 Président Général ou son Représentant

1                    autorisé, perdra, pour la période de  
2                    sa suspension, tous privilèges, soit  
3                    monétaires, ou ayant trait aux  
4                    effectifs, dans l'Association.

5           Et qu'est-ce qui va amener cela? Bien vous l'avez à  
6           la page 66, ça va être des questions de

7                    [...] violation des Lois de la  
8                    Constitution ou pour toute activité  
9                    préjudiciable aux intérêts du  
10                   mouvement ouvrier de l'Association  
11                   Unie.

12           Et vous pourriez aller pour la tutelle à la page 68  
13           qui suit, à la section 92, paragraphe A ou je vous  
14           dirais au tiers de la page, là, vous verrez  
15           toujours en surlignement :

16                   Lorsque le président général juge que  
17                   de telles mesures est nécessaire aux  
18                   fins de corriger la corruption ou les  
19                   méfaits financiers pour assurer  
20                   l'exécution des conventions  
21                   collectives de travail ou pour  
22                   fonctions d'un représentant  
23                   négociateur pour restaurer des mesures  
24                   démocratiques ou autres.

25           Bref, c'est pour assurer... bon, évidemment, la

1 saine gestion, éviter qu'il y ait des débordements.  
2 Ça se continue en page 70, on peut révoquer la  
3 charte, parce que là, on était dans la supervision,  
4 si vous me permettez, mais on pourrait tout  
5 simplement, comme on le voit à 70 et 71 :

6 ... soit révoquer la charte ou la  
7 confisquer.

8 Et on va aller dans une autre section qui serait  
9 celle du comité des finances pour assurer  
10 l'équivalent... bien pas l'équivalent, ce qu'on  
11 parle des « trustees », là, si on va aux pages 81  
12 et 82 cette fois-là, vous avez les comités des  
13 finances, voyez-vous, quand je vous dis que  
14 c'est... c'est répétitif, dans sa section local,  
15 monsieur Faulkner pour son association nous parlait  
16 de trois membres, encore ici, c'est pas la même  
17 association mais c'est trois membres. C'est le  
18 comité des finances. Et essentiellement, la section  
19 115 :

20 ... devra élire un comité.

21 Et à la page 82 :

22 Leurs fonctions c'est de vérifier les  
23 livres de banque, comptes et faire  
24 l'administration de tout l'argent  
25 détenu par le secrétaire financier et

1 le trésorier.

2 On voit les pouvoirs à 116 :

3 ... d'examiner dans n'importe quel  
4 temps qu'il juge nécessaire les  
5 comptes des différents officiers ou  
6 autres items nécessaires à la  
7 vérification.

8 Donc ça illustre ce que monsieur Faulkner vous...  
9 vous faisait part il y a quelques instants. Et on  
10 va aller également aux pages 90... 88 à 90 où vous  
11 aurez, parce que c'est beau de révoquer des chartes  
12 mais parfois on les maintient les chartes et là,  
13 vous avez d'abord, à la page 88... c'est une forme  
14 d'assermentation des officiers qui avant d'assumer  
15 des fonctions ça le dit :

16 ... s'engage sous serment à  
17 l'engagement suivant c'est-à-dire  
18 solennellement, sur mon honneur à  
19 s'acquitter de ses fonctions.

20 Et à page 89, bien vous avez la destitution des  
21 officiers qui rempliraient pas de façon correcte  
22 leur mandat :

23 ... sont passibles d'amendes,  
24 réprimandes, destitution de leurs  
25 fonctions pour des raisons

1                           justifiables après avis, des procès,  
2                           des accusations peuvent être portées.

3       On y reviendra tantôt. On va illustrer avec la  
4       section locale de monsieur Faulkner comment ça se  
5       déroule mais vous retrouvez à l'intérieur de cela  
6       aussi tout le processus, appelons-le comme cela, de  
7       mise en accusation puis de la façon de mener le  
8       processus d'application si on doit intervenir. Je  
9       vous le dis, j'irai pas toujours dans le détail  
10      pour tous les autres mais je vais attirer votre  
11      attention sur les passages pertinents pour vous  
12      montrer l'application d'ordre général. On va passer  
13      maintenant à une autre association qui est celle de  
14      l'Union internationale des opérateurs-ingénieurs,  
15      c'est à l'onglet 6. Est-ce qu'on lui donne une  
16      cote, Madame?

17      Me SONIA LeBEL :  
18      115P-1388, il a été coté hier.

19      Me ANDRÉ DUMAIS :  
20      Hier?

21      LA GREFFIÈRE :  
22      Oui. Ça a été coté hier.

23      Me ANDRÉ DUMAIS :  
24      Excusez-moi. Donc on s'en va à la page 82. Voyez-  
25      vous, les termes varient mais vous allez toujours

1       avoir... monsieur vous a parlé de « trustees », on  
2       a vu tantôt comité de vérification des finances,  
3       là, ici, ça va être des vérificateurs. Donc vous  
4       avez pour cette association-là des vérificateurs  
5       aux livres qui ont à peu près les mêmes fonctions,  
6       vous pouvez voir, c'est toujours en surlignement.  
7       Je vous en ferai pas lecture exhaustive, seulement  
8       pour attirer votre attention. Si vous allez en page  
9       89, à la section 24 en chiffres romains, vous allez  
10      voir, puis on y reviendra de façon plus précise  
11      tantôt, quand monsieur Faulkner vous a parlé de  
12      membres, mais il y a des officiers également donc  
13      ce ne sont pas uniquement non plus des officiers  
14      qui peuvent être sujets à mesures disciplinaires,  
15      vous avez les membres. Donc vous le voyez, ici :

16                   Tout officier ou membre d'un local  
17                   qui...

18      Bien là, on va passer le premier... la première  
19      possibilité, pourquoi mais :

20                   ... lèse un confrère...

21      Puis si vous continuez :

22                   ... qui crée de la distension   parmi  
23                   les membres...

24      Et si vous allez plus loin, en milieu de  
25      paragraphe :

1 [...] qui reçoit, détourne, convertit  
2 ou s'approprie frauduleusement les  
3 fonds de toute subdivision de l'union  
4 internationale ou l'argent de tout  
5 membre [...]

6 et là, bien, on voit qu'il est question  
7 d'insubordination dans un cas semblable et on se  
8 retrouve ensuite à la page 97 où vous avez les  
9 destitutions des officiers possibles. Vous avez le  
10 processus qui est mis en branle ou qui est énoncé.  
11 Et, bien, évidemment, encore là, vous retrouveriez  
12 à l'intérieur de cela le processus, comment ça  
13 fonctionne. On en verra un tantôt en particulier  
14 pour celle de la section internationale de monsieur  
15 Faulkner.

16 On peut passer maintenant à l'onglet 7 qui  
17 est la constitution cette fois-là de l'Association  
18 Internationale des travailleurs en ponts, en fer  
19 structural, ornemental et d'armature. Je vais vous  
20 référer d'abord aux pages 30 à 32.

21 LA PRÉSIDENTE :

22 Votre onglet est 115P-1389.

23 Me ANDRÉ DUMAIS :

24 O.K. Je n'osais plus demander c'étaient quoi les  
25 cotes, là. 30 à 32. Lorsqu'on parle d'un

1 International qui veille à appliquer sa  
2 constitution, c'est toujours par le biais de son  
3 président. Donc, ici, vous avez l'illustration. Et  
4 ça aussi vous retrouveriez ça dans toutes les  
5 autres, mais j'essaie de prendre des parties de  
6 l'un pour vous... Mais, tout ça, vous retrouvez ça  
7 dans chacune des constitutions.

8 À l'International, voici les  
9 responsabilités, à l'article 9, là, du président  
10 général. Et vous verrez, à la page 31, à la section  
11 9, la possibilité pour lui de demander à des gens -  
12 dans ce cas-là, on l'appelle « General Auditor »,  
13 le droit d'aller faire des - c'est en anglais, là,  
14 je vais essayer de... - d'aller faire des enquêtes  
15 sur les lieux où il y aurait supposément de la  
16 problématique.

17 Vous avez à la section 10, à la page 32,  
18 son pouvoir qui est celui de suspendre, révoquer  
19 les chartes. À la section 11, le pouvoir de prendre  
20 des actions pour éviter que des mauvaises pratiques  
21 se perpétuent. On voit même qu'il peut révoquer la  
22 charte.

23 Et à la section 13, l'autorité de suspendre  
24 les officiers des... des sections locales  
25 auxquelles on a attribué des chartes. Et

1 évidemment, là, c'est pas un pouvoir  
2 discrétionnaire, là, c'est toujours... il y a un  
3 processus qui est mis en branle. Vous le verrez  
4 tantôt. Il y a comme une forme de procès à  
5 l'interne qui va se tenir.

6 Si c'est un officier, c'est la... c'est, au  
7 niveau international, ils vont déléguer des gens  
8 ici, mais ils vont veiller à ce que le procès se  
9 tienne avec... à l'intérieur de paramètres. Et si  
10 c'est un membres, bien, c'est au niveau de la  
11 section locale, le membre, c'est l'exécutif local  
12 qui se transforme, si vous voulez, en tribunal,  
13 tribunal pour juger des pairs, si on pourrait  
14 employer l'expression, là, mais, ça, ce serait pour  
15 des membres. Si on est pour des officiers, ça va  
16 être l'International qui va déléguer quelqu'un ici  
17 pour s'en occuper.

18 Donc, on était à la page... aux pages 30 à  
19 32. Je vais vous référer maintenant aux pages 65 et  
20 69. On est dans la section des sections locales  
21 pour l'International, donc à l'article 21. Et dans  
22 cette section-là plus particulièrement, si vous  
23 allez à la page 69, vous avez...

24 Me SONIA LeBEL :

25 Madame la Présidente, je ne veux pas être empêcheur

1 de tourner en rond, mais ce serait intéressant  
2 qu'il y ait une question de temps en temps pour le  
3 témoin là-dedans.

4 Me ANDRÉ DUMAIS :

5 Oui. Bien, c'est parce que je l'ai exprimée tantôt  
6 peut-être mal. C'est que j'y vais avec ces  
7 associations-là et quand je vais arriver à la  
8 constitution de monsieur - parce que c'est  
9 répétitif - je vais être en mesure de faire les  
10 mêmes... tous les recoupements, mais  
11 particulièrement pour son association, puis ça va  
12 être en lien avec tout cela.

13 Me SONIA LeBEL :

14 Je comprends que c'est une longue prémisse à une  
15 question unique.

16 Me ANDRÉ DUMAIS :

17 Une longue prémisse.

18 Me SONIA LeBEL :

19 O.K.

20 Me ANDRÉ DUMAIS :

21 Comme les questions des fois, elles sont longues  
22 les questions aussi des fois.

23 (10:58:10)

24 LA PRÉSIDENTE :

25 Vous battez tous les records.

1 Me ANDRÉ DUMAIS :

2 Ah! Oui. Bon. Bien, merci. Sections 13 et 14, vous  
3 avez les suspensions des sections locales, la  
4 révocation des chartes. Et là allons-y - ça tombe à  
5 point, Maître LeBel - allons-y avec l'Association  
6 des poseurs d'isolants et des métiers connexes,  
7 c'est à l'onglet 8.

8 LA GREFFIÈRE :

9 1390.

10 Me ANDRÉ DUMAIS :

11 Q. **[293]** Monsieur Faulkner, ça c'est la... la charte  
12 qui... avec laquelle vous étiez appelé à  
13 travailler?

14 R. Exact.

15 Q. **[294]** Exact. Donc, je vais vous référer d'abord à  
16 la page 94. Et le titre c'est, bon... « Commettre  
17 des infractions » et « être passible de... de  
18 poursuite ». Et là on voit qu'on parle de membres.  
19 Est-ce qu'on parle de... Je comprends qu'un  
20 officier c'est un membre également, il faut être  
21 membre. Et là on énumère une série de choses à la  
22 Section 1, dans plusieurs paragraphes, ça nous mène  
23 jusqu'à la page 97, jusqu'à (p). Quand vous en  
24 aurez pris connaissance, vous serez prêt, vous me  
25 le dites.

1 R. Là ce que j'ai devant les yeux c'est la Section 2.

2 Q. **[295]** Oui, mais est-ce que... Donc, vous avez pu  
3 prendre connaissance des paragraphes de la Section  
4 1?

5 R. À la vitesse que ça a défilé là...

6 Q. **[296]** Ça débute à 94, vous avez une énumération  
7 d'infractions... Donc, vous avez vu la série  
8 d'infractions.

9 R. Oui.

10 Q. **[297]** On est, pour la Section 2, pour les membres,  
11 on s'entend?

12 R. Exact.

13 Q. **[298]** Expliquez-moi comment, lorsqu'il y a une  
14 infraction qui est commise par un membre de  
15 l'Association internationale, la vôtre, comment  
16 l'on procède au niveau de la section locale pour un  
17 membre?

18 R. O.K. Pour un membre ça peut être une plainte qui va  
19 être déposée soit par un membre, ça peut être par  
20 un agent d'affaires ou un autre membre, qui va être  
21 déposée. À ce moment-là, il va y avoir... il y a  
22 une procédure, habituellement, qu'il faut qu'il  
23 suive, qu'il aille suivre, des délais...

24 Q. **[299]** Bon. Sous quelle forme, d'abord, la  
25 dénonciation doit être faite, sous quelle forme?

1 R. Écrite.

2 Q. **[300]** D'accord. Ensuite?

3 R. Écrite et signée.

4 Q. **[301]** Oui.

5 R. O.K., par celui qui dépose la... la plainte.

6 Q. **[302]** Oui.

7 R. Suite à ça, nous, on va avoir à faire une  
8 investigation. À vérifier, ce qui a été amené, si  
9 c'est véridique ou pas. S'assurer s'il y a pas un  
10 conflit de... de personnalité ou...

11 Q. **[303]** Oui, je comprends.

12 R. ... quelque chose d'autre semblable à ça. À partir  
13 de ce moment-là, il y a une lettre qui va être  
14 envoyée au travailleur en question.

15 Q. **[304]** Oui.

16 R. Il va avoir qu'est-ce qu'on appelle... en anglais,  
17 c'est un « hearing », c'est un procès...

18 Q. **[305]** Donc, il est convoqué?

19 R. Exactement, il va être convoqué à venir  
20 expliquer...

21 Q. **[306]** À qui?

22 R. ... les gestes reprochés.

23 Q. **[307]** À qui?

24 R. Il va venir expliquer ça... en principe, le comité  
25 c'est le... c'est l'exécutif. C'est les membres de

1 l'exécutif qui vont siéger à ce comité-là, sauf  
2 s'il y a quelqu'un qui est mis en cause ou s'il y a  
3 un conflit d'intérêts. À ce moment-là, il va y  
4 avoir d'autres personnes qui vont être assignées à  
5 ce comité-là.

6 Q. **[308]** Ils entendent l'affaire, ils en disposent de  
7 quelle manière?

8 R. Ils vont entendre... ils vont entendre tous les  
9 témoins, ils vont entendre le gérant d'affaires  
10 faire son rapport, il y a tous les témoins, autant  
11 le... le travailleur a le droit d'amener des  
12 témoins pour s'expliquer. Suite à ça c'est le  
13 président qui a le mandat de rendre la décision.

14 Q. **[309]** D'accord. Parce que c'est en appel... ça peut  
15 être porté en appel par la suite?

16 R. Exactement.

17 Q. **[310]** Bon. Maintenant, ça c'est le cas qui est  
18 énoncé à la Section 2.

19 R. Oui.

20 Q. **[311]** Ça c'est la thé... En pratique maintenant,  
21 dans votre section locale, est-ce que vous avez  
22 vécu des cas où ça s'est produit, où un tel  
23 processus a été mis en branle?

24 R. Oui.

25 Q. **[312]** Par rapport à aujourd'hui, vous nous diriez

1            quand la dernière fois?

2            R. Trois, quatre ans.

3            Q. **[313]** Bon. Ça concernait un membre?

4            R. Oui.

5            Q. **[314]** On ne veut pas de nom, là. Il y a un  
6            processus qui a été suivi?

7            R. Oui.

8            Q. **[315]** Est-ce que la décision a été favorable ou  
9            défavorable au membre?

10           R. La décision, elle a été défavorable au membre.

11           Q. **[316]** Donc, est-ce que vous vous souvenez que cette  
12           décision-là a été portée devant la Cour supérieure  
13           en révision judiciaire?

14           R. Oui.

15           Q. **[317]** Est-ce que vous pouvez nous dire, en gros,  
16           quelle a été la conclusion de la cour au sujet du  
17           processus qui était suivi et de la façon de faire  
18           de l'International...

19           LA PRÉSIDENTE :

20           Q. **[318]** Bien est-ce que... j'aimerais savoir d'abord,  
21           peut-être que... quelle était l'infraction commise?

22           Me ANDRÉ DUMAIS :

23           Q. **[319]** Oui, vous pouvez aller, sans nous dire le nom  
24           de l'individu, qu'est-ce qui avait été commis,  
25           qu'est-ce... quels étaient les reproches?

1 R. En fait il avait deux ou trois infractions là-  
2 dedans, il y a l'interférence pour un officier du  
3 local quand il faisait ses fonctions, la personne  
4 il y a eu des menaces de faites. Suite à ça il y a  
5 eu une propagande de faite contre l'Association.  
6 Donc, à partir de ce moment-là, il y a eu des  
7 procédures qui ont été entamées suite aux plaintes  
8 des membres versus cet individu-là.

9 Q. **[320]** Et, là, si on parle de la question du  
10 représentant syndical versus l'individu. Qu'est-ce  
11 que sur le lieu de travail faisait le représentant  
12 syndical comme travail lorsqu'il a subi disons de  
13 l'interférence intempestive de la part du membre?  
14 Ça tournait autour de quoi?

15 R. L'intervention c'était au niveau de la santé et  
16 sécurité sur le chantier.

17 LA PRÉSIDENTE :

18 Q. **[321]** Avant d'arriver à la finalité de ce que la  
19 Cour supérieure considère...

20 Me ANDRÉ DUMAIS :

21 Oui.

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Q. **[322]** ... c'était votre question. Il y en a une,  
24 une infraction qui me... pour laquelle je suis un  
25 peu curieuse, c'est la G :

1                   Working for or in behalf of any  
2                   employer, employer supported  
3                   organization or other union or  
4                   organization, other representatives of  
5                   any of the foregoing who's position is  
6                   adverse or detrimental to the  
7                   International Association

8           Est-ce que ça ça veut dire qu'une personne, par  
9           exemple, qui serait en chômage depuis un an et qui  
10          voudrait aller travailler pour quelqu'un d'autre  
11          serait susceptible d'être accusé?

12       R. Non.

13       Q. **[323]** Que veut dire cet article-là?

14       R. Cet article-là, je vais vous donner un exemple. Le  
15          travailleur en question s'en va travailler pour un  
16          employeur, puis à partir de là va commencer à faire  
17          des représentations contre l'Association. C'est là  
18          que...

19       Q. **[324]** Alors, ça veut dire qu'un employeur, non pas  
20          un employeur, mais un employé, un travailleur  
21          pourrait aller travailler pour un autre local que  
22          la section à laquelle il appartient...

23       R. Non.

24       Q. **[325]** ... ou même pour un autre?

25       R. Le travailleur, le travailleur comme tel, la

1            journée qu'il décide pour aller n'importe quelle  
2            centrale syndicale, doit suivre la réglementation  
3            qui existe présentement dans la province de Québec  
4            qui est la période de maraudage. S'il décide de  
5            s'en aller dans une... dans une autre section  
6            locale en cours de mandat, va demeurer membre, j'ai  
7            aucun pouvoir pour dire à ce travailleur-là : « Tu  
8            vas rester ici ou tu vas faire ça. » Peu importe.  
9            Mais par contre, comme membre, comme membre de  
10           l'International, l'International peut interférer  
11           pour aller puis expulser le travailleur de  
12           l'Association. S'il enfreint les statuts et  
13           règlements, puis s'il travaille contre  
14           l'Association.

15        Q. **[326]** Et travailler contre l'Association, est-ce  
16           que ça veut automatiquement dire aller travailler  
17           sur un chantier, un autre chantier qui n'est pas  
18           couvert par l'Association?

19        R. Non. Ça a pas rapport avec les endroits où il va  
20           travailler.

21        Q. **[327]** O.K.

22           Me ANDRÉ DUMAIS :

23        Q. **[328]** Deux choses si vous me permettez, c'est pour  
24           éviter l'implication d'un employé avec un employeur  
25           pour que l'Association devienne dominée, c'est-à-

1       dire les relations doivent pas permettre à un  
2       employeur de venir par l'intermédiaire d'un membre  
3       s'immiscer à l'intérieur des affaires syndicales,  
4       la Loi R-20 le prévoit. Si vous me permettez,  
5       seulement...

6       LA PRÉSIDENTE :

7       Mais si c'est l'employé lui qui appelle l'employeur  
8       parce que...

9       Me ANDRÉ DUMAIS :

10      Ah, mais c'est pas...

11      LA PRÉSIDENTE :

12      ... ça fait un an qu'il a pas de travail.

13      R. Non, non, c'est pas ça qui est mis en cause.

14      Me ANDRÉ DUMAIS :

15      C'est pas, G) c'est de travailler contre les  
16      intérêts de l'Association internationale avec un  
17      employeur. C'est ce qui est pas permis dans la loi.  
18      Parce que permettre à un employeur si vous voulez  
19      de s'immiscer à l'intérieur des affaires  
20      syndicales, disons qu'il arrivait en assemblée puis  
21      il disait, je sais pas moi : « On devrait pas faire  
22      cela, cela, parce qu'un employeur m'a dit que. »

23               Et si vous me permettez, il y a pas de  
24      chantiers qui appartiennent à des sections locales.

25      R. Exact.

1 Q. **[329]** Tout le monde peut... en fait.

2 LA PRÉSIDENTE :

3 Théoriquement.

4 Me ANDRÉ DUMAIS :

5 Q. **[330]** Moi j'en ai jamais vu. À la section locale 3,  
6 ah, oui, puis, là, bon on a eu notre décision de la  
7 Cour supérieure est-ce qu'elle vous a été favorable  
8 quant aux processus qui avaient été suivis selon  
9 les dispositions de la constitution?

10 R. Oui.

11 Q. **[331]** Et, là, on va aller à la page 98 et, là, on  
12 est dans des accusations, mais cette fois-là contre  
13 des officiers qui sont évidemment membres  
14 également. Et, là, on va nous référer, il y a une  
15 période de temps pour faire la plainte, c'est  
16 également la même chose, là, ça doit être signé par  
17 le membre qui va, au milieu de page, qui va déposer  
18 des accusations et là, on nous renvoie à la section  
19 7, section B de la constitution et à ce moment-là,  
20 on va aller à la page, si vous me permettez, à la  
21 page... ça commence à 23, ce sont les pouvoirs du  
22 président général et compte tenu qu'on nous réfère  
23 à 5B, bien là, je vous renvoie à la page 24 qui est  
24 dans la même section. Donc ce sur quoi je voudrais  
25 attirer votre attention, maintenant, Monsieur

1 Faulkner, on voit, ça c'est l'autorité du président  
2 de procéder ultimement à rendre la décision parce  
3 que là, on n'est plus avec un membre. Mais je vais  
4 vous renvoyer un peu plus bas et vers le trois  
5 quarts, je sais pas si vous avez le texte devant  
6 vous, là?

7 R. Oui.

8 Q. **[332]** Vous avez, là, vous avez à gauche, là, c'est  
9 indiqué « Usually fifteen days », la ligne juste en  
10 dessous de cela, c'est mentionné qu'il y a une  
11 audience devant le président général et là, tout de  
12 suite après, « or before » est-ce que vous voyez  
13 cela?

14 R. Non, je l'ai pas trouvé encore.

15 Q. **[333]** Si vous me permettez...

16 (11:10:20)

17 LA PRÉSIDENTE :

18 Q. **[334]** La dixième (10e) ligne avant la fin de la  
19 page 24.

20 Me ANDRÉ DUMAIS :

21 Q. **[335]** Prenez-en connaissance, s'il vous plaît, du  
22 texte.

23 R. Oui.

24 Q. **[336]** Ça, ça peut peut-être répondre, du moins on  
25 l'espère, à une de vos préoccupations, Monsieur le

1           Commissaire, c'est... le président peut faire venir  
2           l'individu là-bas mais je comprends qu'il peut  
3           désigner quelqu'un pour venir sur le territoire où  
4           l'officier exerce ses fonctions pour entendre  
5           l'affaire.

6           R. C'est sûr qu'il va envoyer l'officier en fonction.

7           Q. **[337]** Oui, mais...

8           R. Ça c'est pour faire l'investigation, mais oui, il  
9           peut...

10          Q. **[338]** Mais ça va se passer où, ça?

11          R. L'investigation va venir se faire sur les lieux.

12          Q. **[339]** Bon. Et on comprend qu'une fois que ça sera  
13          fait, ça c'est avec les gens qui sont ce qu'on  
14          pourrait appeler, là, des représentants soit  
15          québécois ou canadiens qui vont être désignés,  
16          assignés par le président général?

17          R. Oui.

18          Q. **[340]** Et là, on voit qu'ils vont faire un rapport?

19          R. Ils vont faire un rapport au président sur leurs  
20          constations.

21          Q. **[341]** Bon et en bas de page 24, je comprends que la  
22          décision ultime va appartenir au président général  
23          sur le rapport en question?

24          R. Exact.

25          Q. **[342]** Et est-ce que ça va être le même principe?

1 C'est ce que ça nous le dit à tout le moins, qu'il  
2 va y avoir une audience, une audition qui va être  
3 tenue?

4 R. Oui.

5 Q. **[343]** Pour l'officier en question?

6 R. Oui.

7 Q. **[344]** Et je terminerai tout simplement en vous  
8 faisant des références, en vous disant, sans  
9 vouloir témoigner, que c'est répétitif, on pourrait  
10 reprendre l'exercice mais c'est uniquement pour  
11 vous donner des exemples, là, d'applications que je  
12 pourrais qualifier de constantes au sein des  
13 associations internationales. On peut maintenant  
14 aller à celle de la Fraternité internationale des  
15 chaudronniers, constructeurs de navires en fer,  
16 forgerons, forgeurs et aides qui serait le 1391?

17 LA GREFFIÈRE :

18 Oui, c'est ça.

19 Me ANDRÉ DUMAIS :

20 Merci.

21 Q. **[345]** On va aller cette fois-là aux pages 40, 41 et  
22 45, toujours en surlignement. Toujours au niveau de  
23 ce qu'on pourrait qualifier de code d'éthique au  
24 niveau des règles, au-delà de celles qui peuvent  
25 être énoncées pour la qualité du travail, vous avez

1 à la page 40 une série d'infractions qui peuvent  
2 être commises, là, à 17.1, .2, .3. Ça porte le  
3 titre, d'ailleurs, de choses qui seraient  
4 inappropriées. Vous avez, à la page 41, la façon de  
5 faire pour l'application de la sanction qui  
6 pourrait éventuellement découler du manquement.  
7 Vous avez à la page 46 la mise en supervision d'une  
8 section locale où la problématique serait beaucoup  
9 plus profonde que se rapportant à un seul individu.  
10 Donc c'est le processus disciplinaire, les procès,  
11 vous avez ça, et à la page... aux pages 46 et 48,  
12 bien c'est ça, on y était, là, c'est ce qu'ils  
13 appellent le « trusteeship », c'est-à-dire la mise  
14 en supervision. Il nous en reste deux, la suivante  
15 ça serait celle de l'Association internationale des  
16 travailleurs de métal en feuille. Cette fois-ci, je  
17 vais vous référer aux pages 103 à 108. Et vous avez  
18 dans cette section-là ou ces sections-là, qui est  
19 la section... l'article 27, section 1, les  
20 mauvaises conduites et les offenses, encore une  
21 énumération de comportements qui ne sont pas  
22 considérés appropriés.

23 Vous avez les pénalités à la page 109 qui  
24 peuvent découler du non-respect par voie  
25 d'accusation et de procès. Vous aurez toujours la

1 distinction à faire à chaque occasion. Si c'est un  
2 membre, ce serait l'exécutif qui se transforme en  
3 tribunal qui juge les pairs. Si c'est un officier,  
4 ça se transpose... c'est renvoyé à l'International  
5 qui pourra le faire venir là-bas ou déléguer  
6 quelqu'un pour entendre l'affaire.

7 Et voyez-vous, le processus, vous pouvez en  
8 avoir un à la page 111, comment on va procéder à la  
9 tenue d'un procès des officiers et représentants.  
10 C'est d'ailleurs le titre que porte la section en  
11 question, comment on fonctionne.

12 Et on terminera avec ces illustrations-là  
13 avec la constitution se rapportant à l'Association  
14 internationale des ouvriers en électricité.

15 LA GREFFIÈRE :

16 1393.

17 Me ANDRÉ DUMAIS :

18 Merci. On se rendra aux pages 88 et 89. Encore une  
19 fois, à 88, 89, vous avez la série de fautes et  
20 sanctions que peuvent commettre soit les officiers,  
21 les membres ou les représentants. Ça se continue en  
22 pages 89 et 90. Cette fois-là, c'est des sanctions  
23 qui vont porter... qui vont être commises au niveau  
24 de la section locale. On ne visera pas seulement  
25 qu'un individu parce que si c'est institutionnalisé

1       au sein de l'organisation et que ça ne vise pas un  
2       individu mais disons que tout le monde serait  
3       parti, bien, vous avez la faute des sections  
4       locales qui peut être attribuée à la section locale  
5       avec les conséquences qui en découlent. Et les  
6       conséquences, c'est aux pages 90 et 91. C'est des  
7       accusations et procès contre les officiers, les  
8       représentants, ça peut être contre des membres.  
9       Évidemment, vous avez toujours les tutelles, mises  
10      en... possibilité de révocation de charte, et  
11      caetera.

12      (11:16:39)

13      LA PRÉSIDENTE :

14      Et votre question, quelle est-elle?

15      Me ANDRÉ DUMAIS :

16      C'était le complément que je vous avais annoncé des  
17      questions, pour vous démontrer ou tenter de vous  
18      démontrer qu'au niveau international, il y a des  
19      processus qui sont mis en place. Mais, on en avait  
20      convenu avec les procureurs.

21      M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

22      Oui. Mais, j'en ai une, moi, une question.

23      Me ANDRÉ DUMAIS :

24      Oui.

25

1 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

2 Q. [346] Dans les documents, là, de l'onglet...

3 LA PRÉSIDENTE :

4 À l'avocat ou au témoin?

5 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

6 Q. [347] Pour le témoin. Dans les onglets 7, 8 et 9,  
7 là, vous avez fait la démonstration, là, que ça  
8 contient des informations importantes sur les  
9 infractions au processus disciplinaire et puis  
10 appel et sanction, là, qui peuvent intéresser la  
11 Commission, est-ce que ces documents-là, là,  
12 existent aussi en français?

13 R. Oui.

14 Q. [348] Donc, on aurait pu avoir à la Commission des  
15 versions françaises de ces constitutions-là qui  
16 datent de longtemps quand même.

17 Me ANDRÉ DUMAIS :

18 Oui.

19 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

20 O.K.

21 Me ANDRÉ DUMAIS :

22 Mais, là, je vous ramène au délai, on est au vingt-  
23 huit (28) octobre. Quand on a produit ces  
24 documents-là, parfois, il faut faire assez vite.

25

1 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

2 Non, j'ai pas de problème avec ça, c'est pour  
3 m'assurer que...

4 Me ANDRÉ DUMAIS :

5 On a mis la main sur ce qu'on pouvait. Bien, vous  
6 l'avez vu d'ailleurs, il y en a qui sont en...

7 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

8 ... qu'un travailleur, membre de ce syndicat-là  
9 puisse lire ces choses-là aussi, là.

10 Me ANDRÉ DUMAIS :

11 Oui, oui. Oui.

12 LA PRÉSIDENTE :

13 Dois-je comprendre que la version française est  
14 plus difficile à obtenir que la version anglaise?

15 Me ANDRÉ DUMAIS :

16 Non, c'est dans les délais pour lesquels on les  
17 demande. Si notre représentant, c'était au niveau  
18 de monsieur Pereira, on a les RTA qui arrivent  
19 quand ils arrivent. Et quand on entend des choses,  
20 bien, on téléphone puis on demande. Et s'ils  
21 mettent la main sur le texte anglais, on s'en  
22 formalisera pas parce que l'important, c'est que ça  
23 entre ici le plus vite possible. Simplement pour  
24 cela, mais c'est pas... il y a pas de choix ni  
25 difficulté particulière.

1 LA PRÉSIDENTE :

2 O.K. Merci. Alors, je comprends que c'est la pause?

3 Me ANDRÉ DUMAIS :

4 C'est vous qui en décidez.

5 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

6 \_\_\_\_\_

7 REPRISE DE L'AUDIENCE

8 LA PRÉSIDENTE :

9 Bonjour, Monsieur.

10 M. SERGE LAROUCHE :

11 Bonjour.

12 LA GREFFIÈRE :

13 Monsieur Larouche, pourriez-vous vous lever pour

14 l'assermentation, s'il vous plaît.

15 (11:53:00)

16

17 \_\_\_\_\_

18

1 L'AN DEUX MILLE QUATORZE (2014), ce douzième (12e)  
2 jour du mois de février,

3

4 A COMPARU :

5

6 SERGE LAROUCHE, ingénieur mécanique

7

8 LEQUEL, affirme solennellement ce qui suit :

9

10 INTERROGÉ PAR Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

11 Q. **[349]** Bonjour, Monsieur Larouche. Cainnech Lussiaà-  
12 Berdou, procureur pour la Commission. C'est moi qui  
13 vais vous interroger aujourd'hui. Bonjour, Madame  
14 la Présidente, Monsieur le Commissaire.

15 LA PRÉSIDENTE :

16 Bonjour, Maître Lussiaà-Berdou.

17 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

18 Q. **[350]** Vous venez de nous indiquer que vous êtes  
19 ingénieur mécanique. J'imagine que c'est votre  
20 formation au départ, ça?

21 R. Moi, je suis président de Ganotec depuis juin deux  
22 mille sept (2007).

23 Q. **[351]** Donc, vous êtes président-directeur général  
24 aussi?

25 R. Ganotec est, depuis deux mille sept (2007), un

1 district de la compagnie Kiewit. On fonctionne plus  
2 comme une unité d'affaires. Ça fait qu'en réalité,  
3 mon poste, mon rôle est comme directeur général.

4 Q. **[352]** O.K. Et gérant de district pour Kiewit, si  
5 j'ai bien compris.

6 R. C'est le poste interne, c'est le...

7 Q. **[353]** O.K.

8 R. ... en bon français « district manager ».

9 Q. **[354]** Diplômé en génie mécanique au départ?

10 R. Oui, à Sherbrooke.

11 Q. **[355]** À l'Université de Sherbrooke. Par la suite,  
12 vous faites quoi? En quelle année, d'ailleurs, de  
13 toute façon, est-ce que vous recevez votre diplôme?

14 R. J'ai gradué en décembre quatre-vingt-six (86). J'ai  
15 travaillé quelque chose comme un an et demi avec  
16 une... pour une compagnie qui s'appelle BG Checo,  
17 comme ingénieur de chantier. Voulez-vous tout ce  
18 détail-là ou...?

19 Q. **[356]** Rapidement. Oui.

20 R. Donc, un an et demi pour BG Checo. J'avais fait au  
21 moins un stage avant de terminer pour eux. Ensuite,  
22 j'ai travaillé quelque chose comme cinq ans pour  
23 une firme d'ingénierie, Rousseau Sauvé Warren,  
24 toujours sur un même chantier dans la Ville de  
25 Québec, dans les pâtes et papiers. Le deux (2)

1        novembre quatre-vingt-douze (92), j'ai commencé à  
2        travailler pour Ganotec. J'ai fait deux ans de  
3        chantier à peu près pour Ganotec. Je suis arrivé au  
4        bureau vers le mois d'août quatre-vingt-quatorze  
5        (94). On m'a nommé chef estimateur au mois d'août  
6        quatre-vingt-quatorze (94). Et ensuite, j'ai été  
7        nommé directeur général de Ganotec en janvier  
8        quatre-vingt-seize (96), puis j'ai occupé le poste  
9        de directeur général jusqu'en... au mois de mai  
10       deux mille sept (2007).

11      Q. **[357]** Vous étiez, par ailleurs, actionnaire de  
12       Ganotec aussi?

13      R. Je suis devenu actionnaire, j'ai acheté des actions  
14       pour la première fois en janvier quatre-vingt-seize  
15       (96).

16      Q. **[358]** Et vous l'êtes demeuré jusqu'à la vente?

17      R. Oui. J'ai acheté des actions progressivement de  
18       Ganotec jusqu'à l'ordre de vingt pour cent (20 %).

19      Q. **[359]** Au moment de la vente, vous déteniez à peu  
20       près vingt pour cent (20%) des actions.

21      R. Exactement vingt pour cent (20 %), oui.

22      Q. **[360]** Exactement vingt pour cent (20 %). Parfait.

23       Chef estimateur, vos responsabilités, c'était quoi?

24      R. Bien, le chef estimateur s'assure... est estimateur  
25       en même temps, mais s'assure de... étant... est

1        responsable des propositions qu'on remet à nos  
2        clients, là, pour nos affaires. Ganotec est une  
3        compagnie de construction, on fait des offres, on  
4        calcule les prix.

5        Q. **[361]** Peut-être juste, je vous rappelle d'adresser  
6        vos réponses à Madame la Présidente.

7        R. O.K. Pardon. Je suis nouveau comme témoin.

8        Q. **[362]** Ganotec est une entreprise qui fait quoi?

9        R. Ganotec est une entreprise spécialisée vraiment  
10       dans le domaine industriel puis vraiment mécanique.  
11       Puis notre... nos... les domaines dans lesquels on  
12       a travaillé ont changé au fil des années. Quand  
13       j'ai commencé pour Ganotec en quatre-vingt-douze  
14       (92), Ganotec était vraiment connue pour mécanique  
15       industrielle, des mécaniciens de chantier, la  
16       tuyauterie. Vraiment une grosse présence dans les  
17       pâtes et papiers. Ganotec faisait aussi du  
18       pipeline, du gaz naturel, la distribution puis des  
19       tronçons vraiment de pipeline. Ils étaient aussi  
20       connus sur la Rive-Sud de Trois-Rivières,  
21       Bécancour, pour faire de la mécanique et de la  
22       tuyauterie, grosso modo.

23                Ça a changé au fil des années. Ganotec a  
24       acheté une compagnie en faillite, Connolly &  
25       Twizell à Montréal en quatre-vingt-treize (93), ça

1 a permis à Ganotec de rentrer dans le domaine des  
2 raffineries, pétrochimie, dans la région de  
3 Montréal. Donc, à partir de quatre-vingt-treize  
4 (93), la maintenance dans les raffineries. Ça fait  
5 que la compagnie a progressé de cette façon-là.

6 En deux mille (2000), une équipe importante  
7 autour de... Eugène Arsenault s'est joint à nous.  
8 On a rentré dans des nouveaux domaines. Avant, je  
9 reviens, on faisait de la tuyauterie et de la  
10 mécanique de chantier. Avec Eugène, on a commencé à  
11 faire de l'isolation, du calorifugeage sur les  
12 chantiers, monteur d'acier. On opérait plus de  
13 grues, beaucoup plus, avec des opérateurs, toujours  
14 dans le domaine des raffineries, là.

15 Ensuite, on a fait l'acquisition d'une  
16 petite compagnie à Québec en deux mille un (2001),  
17 Etchemin, ça nous a permis de rentrer faire de la  
18 maintenance chez Ultramar, encore une raffinerie  
19 dans la région de Québec.

20 En deux mille deux (2002), nous avons  
21 acheté un atelier, le Groupe Gad, plus qu'un  
22 atelier, une équipe de construction et un atelier à  
23 Montréal. Ça nous a permis de... de se renforcer  
24 dans la région de Montréal à partir de deux mille  
25 deux (2002) et ainsi de suite, là.

1 Q. **[363]** Quand vous avez acquis Connolly & Twizell  
2 est-ce que vous aviez aussi acquis sa filiale  
3 Servimax?

4 R. C'était une faillite. Nous avons acquis les  
5 contrats. On a gardé les... on a gardé... on a  
6 conservé le nom de Connolly & Twizell sans  
7 l'utiliser toujours. On a acheté les contrats, on a  
8 acheté les... les équipements également, tout le  
9 matériel roulant.

10 Q. **[364]** Paramex, c'est une compagnie qui est liée à  
11 Ganotec, si je ne m'abuse?

12 R. Oui. Ganotec... j'y vais de mémoire, je n'étais  
13 même pas dirigeant de Ganotec à l'époque en quatre-  
14 vingt-treize (93), mais Paramex a été créée, fondée  
15 en quatre-vingt-treize (93) pour prendre la relève  
16 de Servimax pour faire les contrats de maintenance  
17 chez Shell, Pétromont, Petro-Canada.

18 Q. **[365]** Le... on a eu des discussions, là, qu'on a  
19 entendues au cours des derniers jours, au sujet des  
20 questions de dé... hors décret, dans le décret.  
21 Sans entrer dans le détail, Paramex, quand elle  
22 fait du... qu'elle travaille en maintenance sur des  
23 raffineries, travaille en... bon, dans un secteur  
24 qui est situé en dehors du décret de la Loi R-20?

25 R. Paramex fait de la... Paramex a pas de licence de

1 construction, Paramex travaille dans les  
2 raffineries pour faire de la... de la maintenance,  
3 différents travaux, là. Ça varie... ça a varié  
4 beaucoup au fil des années. On a déjà eu des...  
5 des... je pense qu'on appelle ça des chemineaux,  
6 qui travaillaient chez Bacelle pour charger des  
7 trains. C'est de la maintenance, de l'entretien  
8 qu'on faisait avec Paramex.

9 Q. **[366]** Et ce qu'on appelle, dans la nomenclature  
10 qu'on a entendue récemment, des « shutdowns », est-  
11 ce qu'on fait référence à cette maintenance que  
12 Paramex effectue?

13 R. En grosse partie, oui. Les « shutdowns », les  
14 arrêts de... de maintenance des raffineries,  
15 j'imagine que vous parlez des raffineries?

16 Q. **[367]** Bien, j'imagine que ces « shutdowns-là » ne  
17 sont pas... n'ont pas lieu uniquement dans les  
18 raffineries, est-ce que je me trompe?

19 R. Non, vous avez raison, mais Paramex travaillait  
20 beaucoup plus dans les raffineries, un peu la  
21 pétrochimie, comme Varennes, effectivement,  
22 Pétromont. Mais Ganotec aussi travaille lors de ces  
23 arrêts-là, pour faire des... avancer... il y a  
24 certains projets qui nécessitent des travaux de...  
25 de réparation ou de préparation sur des projets,

1           là. Ça fait que c'est un mélange de Paramex et de  
2           Ganotec.

3       Q. **[368]** Donc, généralement, Ganotec et Paramex ou  
4           Ganotec seule effectuent des travaux de maintenance  
5           dans un contexte où on interrompt les actions ou  
6           les activités, pardon, d'une entreprise donnée, une  
7           usine, c'est ça qu'on appelle un « shutdown »?

8       R. Oui. Le « shutdown », il y a les... dans une  
9           raffinerie, par exemple, il y a plusieurs unités,  
10          ils peuvent avoir des arrêts d'opérations partiels  
11          sur des unités ou ça peut être total sur toute la  
12          raffinerie, là.

13      Q. **[369]** Vous faites aussi un peu d'hydroélectrique?

14      R. Certaines années, oui. Ganotec, en deux mille cinq  
15          (2005)... deux mille quatre (2004), deux mille cinq  
16          (2005), nous avons fait une centrale  
17          hydroélectrique en coentreprise avec ARNO  
18          électrique, avec BBA, Breton Banville et associés,  
19          on a bâti une centrale Touloustouc. Mais c'est plus  
20          des... par moments, là. C'est des contrats  
21          spécifiques qui nous étaient octroyés, là.

22      Q. **[370]** Les employés de Ganotec sont syndiqués?

23      R. Ganotec a des licences de construction, nous  
24          employons vraiment des travailleurs qui proviennent  
25          des syndicats de la construction au Québec.

1 Q. **[371]** De façon - comment dire - systématique?

2 R. Oui. Oui.

3 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

4 Madame Blanchette, peut-être exhiber l'onglet 7,  
5 qui est en fait une pièce qui a déjà été déposée,  
6 qui est la pièce 108P-1384.

7 Q. **[372]** Qui est un document d'accréditation... En  
8 fait, je pense qu'on en a un premier sur la  
9 première page et on en a un second qui débute  
10 autour de la page 5. Mais quoiqu'il en soit... Je  
11 ne sais pas si vous avez devant vous le document,  
12 Monsieur...

13 R. Oui, je le vois.

14 Q. **[373]** J'aimerais juste que vous m'expliquiez. Là,  
15 ici, on peut voir qu'il s'agit d'une accréditation  
16 qui vise le local 144, de l'Association unie des  
17 compagnons et apprentis de l'industrie de la  
18 plomberie et de la tuyauterie. Si on descend, on  
19 voit que cette accréditation-là semble viser...  
20 bien, elle semble viser, à représenter un groupe de  
21 salariés qui comprend :

22 Tous les salariés au sens du Code du  
23 travail affectés à l'entretien  
24 exerçant les métiers de tuyauteur,  
25 soudeur en tuyauterie, chaudronnier,

1 calorifugeur, mécanicien industriel,  
2 manoeuvre...

3 Et caetera, et caetera. Dans la mesure où ils  
4 exercent des « travaux de soudure relatifs auxdits  
5 métiers et occupations ». Ça c'est pour les  
6 manoeuvres. Est-ce que je comprends de cette  
7 accréditation-là que quand Paramex... Parce que si  
8 on remonte un petit peu dans le document - Madame  
9 Blanchette - on voit qu'on vise un établissement  
10 précis, qui est la raffinerie Petro-Canada. Est-ce  
11 que je dois comprendre que, sur certains chantiers,  
12 vous avez recours à des syndicats précis mais que,  
13 dans le cas où on fait de la maintenance sur une  
14 raffinerie, à ce moment-là il y a une accréditation  
15 particulière qui est octroyée et là un syndicat  
16 représente l'ensemble de la main-d'oeuvre, peu  
17 importe si ces employés-là sont par ailleurs  
18 affiliés à un autre syndicat?

19 R. Exact. Dans ce cas-là vous avez... c'est raffinerie  
20 Petro-Canada, Paramex, la convention collective est  
21 signée avec le 144, donc le 144 représente tous les  
22 employés de Paramex qui sont sur la raffinerie de  
23 Petro-Canada.

24 Q. **[374]** Et il est possible que certains de ces  
25 employés-là soient, par ailleurs, monteurs

1 d'acier... pas monteurs d'acier, ils sont pas  
2 mentionnés, mais disons calorifugeurs dans un autre  
3 local?

4 R. Chaudronniers... Oui.

5 Q. **[375]** Et caetera, et caetera. Donc, de façon...  
6 Est-ce qu'on signe... il y a une accréditation  
7 comme ça qui est générée pour chaque établissement  
8 ou c'est pour chaque, disons... pour chaque  
9 « shutdown », comment ça fonctionne?

10 R. Je suis pas un expert en relations de travail, là.  
11 C'est... c'est signé avec, mettons, le 144 pour une  
12 durée de trois ans pour un site comme la raffinerie  
13 de Petro-Canada. Mais... une particularité, là, on  
14 a été chez Ultramar pendant des années et nous  
15 avons deux conventions collectives : une avec la  
16 FIPOE et une avec le 144. Puis les différents  
17 métiers étaient gérés par les deux conventions  
18 collectives, là. Ça fait que ça peut changer, là.

19 Q. **[376]** O.K.

20 R. Et, dans ce cas-là, c'est Paramex, Petro-Canada  
21 pour une certaine durée, tous les métiers qui sont  
22 listés.

23 Q. **[377]** Parfait. Avec quelle association syndicale ou  
24 locale vous diriez que Paramex ou Ganotec fait le  
25 plus fréquemment affaire, si on peut dire?

1 R. La majorité de nos conventions collectives pour  
2 notre atelier, pour Paramex sont vraiment avec le  
3 144.

4 Q. **[378]** La première fois que vous, en tant qu'employé  
5 de Ganotec, disons, avez affaire avec le local 144  
6 ou que vous en entendez parler, et là je précise ma  
7 pensée mais je pense principalement à son  
8 président, monsieur Gérard Cyr, ça date de quelle  
9 époque?

10 R. La première fois que j'ai parlé à Gérard Cyr?

11 Q. **[379]** Non, que vous avez eu, disons... entendu  
12 parler de lui, ça peut être suffisant?

13 R. Mil neuf cent quatre-vingt-huit (1988), quatre-  
14 vingt-neuf (89), quatre-vingt-dix (90). Le 144 et  
15 les gérants d'affaires sont assez connus.

16 Q. **[380]** Non, mais là vous entrez chez Ganotec en  
17 quatre-vingt-douze (92).

18 R. O.K.

19 Q. **[381]** Donc, à partir du moment où vous êtes chez  
20 Ganotec, je me limite à ça?

21 R. Je dirais probablement en quatre-vingt-seize  
22 (96)... quatre-vingt-quinze (95), quatre-vingt-  
23 seize (96), quand je suis devenu le directeur  
24 général, là.

25 Q. **[382]** Et dans quelles circonstances à ce moment-là?

1 R. Le 144, Gérard, un exemple, un des gros contrats,  
2 d'ailleurs probablement le premier gros contrat  
3 que... que nous avons eu quand j'étais directeur  
4 général, c'est un chantier à Lebel-sur-Quévillon,  
5 Abitibi, c'est sous le 144 Montréal, c'est le 144  
6 Montréal qui faisait la référence de main-d'oeuvre.

7 Q. **[383]** Ça fonctionne comment à cette époque-là la  
8 référence de main-d'oeuvre pour...

9 R. Je m'excuse, j'ai pas encore pris l'habitude de  
10 vous regarder.

11 Q. **[384]** À l'époque la référence de main-d'oeuvre ça  
12 se déroule comment pour vous?

13 R. Dans le cas de Lebel-sur-Quévillon nous avons un  
14 directeur à Montréal qui s'appelle Pierre Angers,  
15 la façon que ça fonctionnait, Pierre avait des  
16 besoins de main-d'oeuvre pour Lebel-sur-Quévillon,  
17 Pierre contactait l'agent d'affaires du 144 pour  
18 avoir de la main-d'oeuvre pour Lebel-sur-Quévillon.

19 Q. **[385]** Il se déroule comment ce chantier-là?

20 R. Lebel-sur-Quévillon a été un chantier très  
21 difficile pour Ganotec. C'était un... on a pris un  
22 sous-contrat pour BG Checo, c'était un chantier qui  
23 était difficile pour BG Checo, c'était pas un gros  
24 contrat, un contrat de peut-être deux millions  
25 (2 M). À un moment donné, nous perdions un million

1 (1 M). Il y avait une zone grise dans le contrat,  
2 on a récupéré cent mille (100 000) à travers une  
3 négociation avec BG Checo, mais ça a été un contrat  
4 très difficile. Disons, un début difficile comme  
5 directeur général.

6 Q. **[386]** Mais encore, c'est-à-dire les raisons pour  
7 lesquelles, quand vous dites c'est difficile, je  
8 dois comprendre quoi?

9 R. Main-d'oeuvre, disons, inexpérimentée.

10 Q. **[387]** Donc, la main-d'oeuvre que le 144 vous envoie  
11 est inexpérimentée, est-ce que c'est ce que je dois  
12 comprendre?

13 R. Dans notre jargon, on parle souvent de... le fond  
14 du local, là, les travailleurs qui ont pas été  
15 sélectionnés par d'autres employeurs ou qui ont pas  
16 été envoyés sur d'autres chantiers. À un moment  
17 donné - je vais vous parler d'un souvenir, là - le  
18 chantier était réellement difficile, je me souviens  
19 que Léopold Gagnon - Léopold était le président à  
20 l'époque - il a demandé à Gérard ou négocié  
21 d'amener des... ce qu'on appelle des employés 12-12  
22 de Ganotec de Trois-Rivières, vraiment des bons  
23 employés pour les monter sur le chantier pour  
24 assister à la fin du projet.

25 Q. **[388]** Et est-ce que ça a fonctionné? Est-ce que ces

1 employés que vous décrivez comme 12-12...

2 R. Ça a sûrement eu un impact positif, mais que je  
3 peux pas quantifier ou... à un moment donné on a  
4 terminé le contrat.

5 Q. **[389]** Les employés 12-12, ça veut dire quoi, juste  
6 pour éclairer un peu?

7 R. C'est une vieille expression du décret de la  
8 construction, un travailleur devait travailler, je  
9 crois que c'est douze cents (1200) heures sur douze  
10 mois pendant deux années consécutives. Il y a des  
11 experts en arrière de moi qui vont vous le  
12 préciser, mais grosso modo, c'est ça.

13 Q. **[390]** Mais ça décrit les employés, disons,  
14 performants ou expérimentés, au minimum?

15 R. Ça décrit des employés qui gardent, qui travaillent  
16 longtemps pour toi, puis à Trois-Rivières nous  
17 avions beaucoup de contrats, donc ça sous-entend,  
18 les 12-12, que c'est des employés qui sont  
19 performants, là, qui connaissent leur métier, qui  
20 sont expérimentés.

21 Q. **[391]** Et pour déplacer des employés à vous de  
22 Trois-Rivières jusqu'à Lebel-sur-Quévillon pour  
23 assister dans le projet, il vous faut négocier ça  
24 avec le syndicat, c'est ce que je comprends?

25 R. C'est la... c'est un choix d'entreprise, moi

1 j'appelle ça montrer patte blanche au syndicat,  
2 c'est... on n'appelle pas les gens chez eux pour  
3 les rentrer sur nos chantiers, ça fait que le  
4 144... Lebel-sur-Quévillon était sur le territoire  
5 du 144, donc, Montréal, donc, on passait par le 144  
6 Montréal pour faire l'embauche sur nos chantiers,  
7 sur ce chantier-là.

8 Q. **[392]** O.K. Donc, même s'il s'agissait de déplacer  
9 des employés qui, par ailleurs, travaillaient de  
10 façon régulière à Trois-Rivières pour vous, les  
11 acheminer ou les utiliser sur un chantier situé  
12 ailleurs impliquait de négocier avec le syndicat à  
13 cette époque-là?

14 R. Négocier, en tout cas avoir leur... leur accord.

15 Q. **[393]** Vous aviez par contre déjà eu l'occasion de  
16 discuter de monsieur Cyr avec des collègues à vous?  
17 J'attire votre attention, là, sur un chantier qui  
18 s'est déroulé dans la région de Val-d'Or?

19 R. Oui. Une vieille histoire. En quatre-vingt-quatorze  
20 (94), moi j'ai fait un chantier pour Ganotec à Val-  
21 d'Or de juin à fin juillet, début août. Ganotec  
22 effectuait aussi au même moment, ils ont commencé  
23 une job de pipeline pour Gaz Métro, un chantier pas  
24 facile que Ganotec, de mémoire, devait terminer  
25 pour le mois de décembre quatre-vingt-quatorze

1 (94) .

2 À un moment donné, moi j'étais plus en  
3 Abitibi, mais Ganotec était là-bas avec une équipe  
4 qui était sous un gars qui s'appelle Jean Verville.  
5 Je me souviens que c'est Jean qui m'a conté ça. À  
6 la fin du projet, Gaz Métro avait besoin du gaz  
7 naturel pour Noël, et je me souviens que Jean m'a  
8 conté que Louis Gagnon, qui était un des  
9 actionnaires de Ganotec, avait donné un cadeau de  
10 Noël monétaire à Gérard Cyr pour stimuler les  
11 troupes sur le chantier de gaz naturel.

12 Q. [394] À quelle époque, vous, vous avez appris ça?

13 R. Je vous dirais début quatre-vingt-quinze (95), dans  
14 une conversation avec... avec Jean Verville. J'ai  
15 une image forte que Jean m'avait conté c'est que...  
16 c'est comme si le délégué avait sorti avec un fouet  
17 pour faire sortir les gens de la roulotte. Je sais  
18 que c'est exagéré comme image, là. Mais c'était...  
19 pour moi ça voulait dire que c'était efficace de  
20 fonctionner de cette façon-là avec Gérard.

21 Q. [395] Est-ce que cette information-là, disons, que  
22 vous avez eue à ce moment-là est venue s'inscrire  
23 en faux dans la suite de vos relations avec  
24 monsieur Cyr ou est-ce que c'est plutôt quelque  
25 chose qui s'est révélé, disons, crédible?

1 R. Je suis pas sûr de comprendre la question. Pour moi  
2 c'est un événement ponctuel. J'ai appris quelque  
3 chose, « business go on ».

4 Q. **[396]** Est-ce que vous avez eu l'occasion par la  
5 suite d'apprendre d'autres choses sur monsieur Cyr  
6 qui tendait à crédibiliser cette anecdote-là ou, au  
7 contraire, vous avez appris des choses qui auraient  
8 tendance à rendre ça peu plausible?

9 R. En quatre-vingt-dix-sept (97), Ganotec a, en  
10 coentreprise avec Arno Électrique, nous avons... on  
11 s'est vu octroyer un contrat d'une vingtaine de  
12 millions par une usine, pour une usine qui  
13 s'appelle Karbomont à Montréal-Est, une usine de  
14 noir de carbone. Lors du début du projet j'ai eu  
15 une conversation avec monsieur Léopold Gagnon qui  
16 était le président de Ganotec, une conversation,  
17 une réflexion. Seulement pour vous mettre dans  
18 l'atmosphère, nous venions de faire deux arrêts,  
19 une à Pétromont Varennes, une à Shell, nous avions  
20 un contrat de maintenance à Shell, mais pas le  
21 contrat de maintenance à Pétromont. Par contre,  
22 nous avons participé aux deux arrêts. Puis nous  
23 étions un peu perplexes parce que le « shutdown »  
24 de Shell avait mal été, le « shutdown » de Varennes  
25 avait bien été. Je me souviens que monsieur Léopold

1 m'a expliqué qu'il avait su d'un gars qui s'appelle  
2 Guy Massicotte que les choses allaient mieux quand  
3 Gérard recevait de l'argent comptant.

4 Q. **[397]** Monsieur Massicotte c'est quelqu'un avec qui  
5 vous aviez déjà fait affaire par le passé?

6 R. Monsieur Massicotte était le propriétaire principal  
7 quand Ganotec a acheté la faillite de Connolly &  
8 Twizell. Il a travaillé - j'y vais de mémoire -  
9 peut-être un an pour Ganotec, ensuite il a fait en  
10 bon français un « burnout », il a quitté, il a  
11 travaillé... il est allé travailler pour une firme  
12 d'ingénierie dans la région de La Tuque, mais  
13 c'était un ami de monsieur Léopold, Connolly avait  
14 déjà fait des coentreprises avec Ganotec dans le  
15 passé, donc ces gens-là se parlaient. Puis même Guy  
16 Massicotte est venu travailler quelques fois par la  
17 suite pour Ganotec, là, comme gérant de projets sur  
18 différents projets, même sur Karbomont, si ma  
19 mémoire est bonne, c'est Guy Massicotte qui est  
20 devenu le gérant de projets pour nous.

21 Q. **[398]** Parfait. Donc, monsieur Massicotte informe  
22 monsieur Gagnon qui vous en parle que les choses se  
23 passent mieux si monsieur Cyr reçoit de l'argent.  
24 Est-ce que vous allez à ce moment-là, comment dire,  
25 choisir une voie par rapport à cette information-

1           là?

2       R. Ce que j'ai su de monsieur Léopold, c'est que  
3       monsieur Léopold a donné quarante mille dollars  
4       (40 000 \$) à Gérard Cyr avant le début des travaux  
5       de tuyauterie ou pendant, je le sais pas comment ça  
6       s'est fait. La... disons, peut-être que j'étais...  
7       le terme qui me vient à l'esprit, là, c'est  
8       « niaiseux » mais c'était une coentreprise avec  
9       Arno électrique puis quand on fait une  
10      coentreprise, chaque compagnie apporte des choses  
11      des fois que c'est pas clair, c'est combien  
12      d'argent, comme Ganotec fournissait beaucoup  
13      d'outillage sur le chantier puis à cause des  
14      travaux mécaniques. Puis à la fin, quand on a fait  
15      le bilan de la coentreprise, chaque entreprise a  
16      amené des choses, je me souviens d'avoir, sur ce  
17      bilan-là avec Arno électrique, d'avoir mis dans des  
18      choses que Ganotec a fournies, le quarante mille  
19      dollars (40 000 \$) donné à Gérard Cyr.

20      Q. **[399]** Vous l'avez attribué, disons, à votre quote-  
21      part de ce qui avait été apporté à l'entreprise, si  
22      je comprends bien?

23      R. L'image que je vais vous donner c'est qu'on a,  
24      mettons, fourni pour deux cent mille dollars  
25      (200 000 \$) d'équipement, un dollar de l'heure

1 (1 \$/hre) pour chaque heure travaillée, quarante  
2 mille dollars (40 000 \$) pour Gérard Cyr. Puis j'ai  
3 présenté ça tout bonnement à... à Arno électrique,  
4 là.

5 Q. **[400]** Est-ce que vous avez divulgué à Arno  
6 électrique la nature de...?

7 R. Oui.

8 Q. **[401]** Est-ce que vous avez indiqué « Paiement à  
9 Gérard Cyr » sur la documentation? J'imagine qu'il  
10 y a eu une documentation?

11 R. Le décompte a été fait avec des chiffres, c'est  
12 sûr, pour qu'Arno puisse faire les mathématiques,  
13 je me souviens pas du libellé, là. Pas les  
14 assurances pour Gérard Cyr ou autre chose, là, je  
15 penserais pas, mais les explications étaient là.

16 Q. **[402]** La décision de verser l'argent a été prise  
17 par monsieur Gagnon, si je vous suis bien? Est-ce  
18 que vous avez été consulté à ce sujet-là?

19 R. J'ai été mis au courant puis je me souviens pas de  
20 m'être objecté, là. Peut-être que j'ai vu ça comme  
21 une... une assurance pour pas se faire frapper  
22 après les événements de Lebel-sur-Quévillon ou  
23 une... une police ou une protection, un peu comme  
24 ça se passe dans quatre-vingt-dix pour cent (90 %)  
25 des bars au Québec, là.

1 Q. **[403]** La protection en question à laquelle vous  
2 faites référence, c'est une protection contre quoi  
3 exactement? Parce que vous avez donné des exemples  
4 de... de chantiers qui se sont mal déroulés, qui  
5 vous ont amené en conjonction avec de l'information  
6 obtenue anecdotiquement par d'autres employés de  
7 l'entreprise, là, mais vous cherchez à vous  
8 prémunir contre quoi exactement?

9 R. Le fond du baril, le 144 contrôle le... la  
10 référence syndicale, c'est l'appellation qu'ils  
11 aiment donner à ça, ça fait que tu veux des  
12 soudeurs capables de souder ce que tu as à souder,  
13 tu veux des capables... des gars capables de faire  
14 de la manutention difficile dans certains cas.

15 Q. **[404]** Donc, vous avez besoin de travailleurs  
16 spécialisés mais vous avez des critères, vous,  
17 d'embauche au départ, non? Ça restreint, disons,  
18 le... le... vous pouvez pas avoir n'importe qui,  
19 qui est référé? Est-ce que c'est ça?

20 R. Oui, les syndicats sont pris avec une réalité, là,  
21 qu'il faut qu'ils fassent travailler leurs membres  
22 et des gars qui ont plus le chômage ou... ça fait  
23 qu'eux font des références syndicales, là. Puis  
24 les... disons que c'est pas très dif... c'est assez  
25 difficile de négocier les travailleurs qu'on veut

1 avec le 144, ça va même avec la supervision, là, en  
2 tout cas, à l'époque, là.

3 Q. **[405]** Qu'est-ce que vous voulez dire, « Ça va même  
4 avec la supervision »? Ça veut dire que vos  
5 superviseurs, vous pouvez pas les choisir non plus  
6 ou...?

7 R. Le 144 se mêlait même d'aller jusqu'aux  
8 contremaîtres généraux, là.

9 Q. **[406]** Peut-être expliquer un peu en... un peu plus  
10 de détails ce que vous voulez dire, là, comment ça  
11 fonctionne à l'époque ce... ce référencement-là?  
12 Prenez un cas théorique, là.

13 R. On appelle ça un contremaître ou de contremaîtres  
14 généraux, contremaître, pour vous donner un ordre  
15 de grandeur, un contremaître va diriger dix (10),  
16 douze (12) gars, des fois huit, dépendamment de  
17 qu'est-ce qu'on fait. Puis aussitôt qu'on a trois  
18 ou quatre contremaîtres, on a besoin d'un  
19 contremaître général qui dirige ces... ces  
20 contremaîtres-là. Puis le 144 se mêle même du choix  
21 des contremaîtres généraux, là, parce qu'ils  
22 veulent développer des gens capables d'être  
23 contremaître général.

24 Q. **[407]** Mais ils veulent choisir qui sont ces gens-  
25 là?

1 R. Hum.

2 Q. **[408]** Ce qui veut dire que plus tard, à ce moment-  
3 là, quand il s'agira d'avoir besoin d'un  
4 contremaître général, ils auront quelqu'un de formé  
5 mais c'est la personne qu'ils auront choisi de  
6 former, c'est-ce que je comprends de ce que vous me  
7 dites?

8 R. Oui. C'est comme pour grandir, pour te développer  
9 dans le 144, la façon que je vois ça, il faut que  
10 tu sois comme accepté par leur... par leur  
11 syndicat, ça fait qu'il faut que tu aies une  
12 crédibilité syndicale puis ensuite il faut que tu  
13 aies des talents de superviseur, le leadership, le  
14 courage...

15 (12:23:11)

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Q. **[409]** Et en soi, d'avoir le talent pour être un bon  
18 contremaître et que... que ces personnes-là soient  
19 choisies et aient de la formation pour effectuer un  
20 travail comme ça, ça a rien de répréhensible en  
21 soi?

22 R. Pour le 144? De répréhensible ou...

23 Q. **[410]** D'une façon générale?

24 R. D'une façon générale, oui, mais on aime ça choisir,  
25 on aimerait ça pouvoir choisir les contremaîtres,

1           là, certains qu'on les connaît, mais ils nous sont  
2           imposés, là. Là, on parle du 144. La FIPOE a une  
3           approche...

4       Q. **[411]** Alors est-ce que vous dites que le 144 fait  
5           du favoritisme?

6       R. Ils vont choisir quel contremaître va diriger nos  
7           travailleurs, effectivement. C'est... par moments  
8           c'est des bons contremaîtres, là, ils sont pas tous  
9           mauvais, mais je vais... je veux juste donner un  
10          exemple complètement différent. La FIPOE travaille  
11          d'une façon complètement différente, jamais ils  
12          vont se mêler de qui va être contremaître sur les  
13          chantiers, ils vont laisser l'entrepreneur choisir  
14          qui devient contremaître.

15       Me CAINNECH LUSSIAÀ BERDOU :

16       Madame la Présidente, je pense que c'est le bon  
17       moment pour...

18       LA PRÉSIDENTE :

19       Oui.

20       Me CAINNECH LUSSIAÀ BERDOU :

21       ... prendre la pause.

22       LA PRÉSIDENTE :

23       Parfait. Alors à cet après-midi, bon appétit.

24       SUSPENSION DE L'AUDIENCE

25       REPRISE DE L'AUDIENCE

1 LA GREFFIÈRE :

2 Monsieur Serge Larouche, vous êtes sous le même  
3 serment.

4 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

5 Q. **[412]** Bon après-midi, Monsieur Larouche, Madame la  
6 Présidente, Monsieur le Commissaire. On s'est  
7 laissé avant... midi trente (12 h 30), on discutait  
8 du référencement des travailleurs par le Local 144,  
9 notamment, et d'autres organismes qui font le... le  
10 référencement, pardon, pour les travailleurs qui  
11 font partie de vos employés.

12 De ce que j'ai compris, ces travailleurs-là  
13 vous sont référés. Vous n'aviez, en tout cas, du  
14 moins à cette époque, pas de mot à dire sur  
15 l'identité des travailleurs comme tels qui vous  
16 étaient référencés, non plus que sur - si je vous  
17 ai bien compris, là - certains niveaux supérieurs,  
18 contremaîtres et superviseurs. Vous me corrigez si  
19 je me trompe. C'est bien ça?

20 R. Contremaîtres généraux.

21 Q. **[413]** Contremaîtres généraux. Cette contrainte avec  
22 laquelle vous vivez, est-ce que les travailleurs  
23 aussi sont soumis à la même... au même genre de...  
24 à votre connaissance, là?

25 R. Leur gagne-pain, c'est le Local qui décide quand

1           ils travaillent ou non, là, c'est comme ça que je  
2           le vois, là.

3       Q. **[414]** Vous en avez déjà discuté avec certains  
4           d'entre eux ou c'est une conclusion que vous tirez?

5       R. C'est une conclusion.

6       Q. **[415]** Est-ce que vous savez s'il y a des sanctions  
7           autres à divers manquements que ces travailleurs-là  
8           pourraient poser? Comment... comment vous... Les  
9           conclusions que vous tirez par rapport à leur  
10          gagne-pain comme tel, là, je veux clarifier ma  
11          question, là, est-ce que ça touche tous les aspects  
12          ou uniquement la nomination pour un poste? Est-ce  
13          que c'est toute leur vie qui est - de votre  
14          perspective - qui est gérée par ces organismes-là?

15       R. Écoutez, je suis pas un expert en relations de  
16          travail. De la façon que je vois ça, c'est que  
17          autant, j'appelle ça montrer patte blanche, autant  
18          Ganotec on a décidé de travailler main dans la main  
19          avec les partenaires syndicaux, montrer patte  
20          blanche, autant les travailleurs, d'après moi,  
21          doivent être... suivent les consignes du... des  
22          locaux.

23       Q. **[416]** Et donc ce que vous concluez, vous, c'est que  
24          s'ils ne le font pas, ils ne travaillent pas?

25       R. On entend beaucoup d'histoires, là, s'ils suivent

1 pas les consignes, elles sont... ils se font  
2 traiter de crosseurs, pour entendre un terme que  
3 j'entends souvent, là. Mais, encore une fois, je  
4 suis pas un expert en relations de travail, là.

5 Q. **[417]** Non, j'en... j'en suis bien conscient. Par  
6 contre, vous êtes quand même un employeur important  
7 dans ce secteur-là et vous avez - comment dire -  
8 une expérience de terrain aussi.

9 (14:10:07)

10 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

11 Q. **[418]** Mais, un certain temps, la loi ne vous  
12 permettait pas d'embaucher directement les  
13 travailleurs plutôt que de passer par le syndicat  
14 pour... comme référence?

15 R. En théorie, les syndicats ne devraient faire que de  
16 la référence syndicale, mais c'est... c'est pas  
17 seulement de la référence syndicale, là, c'est de  
18 la... c'est fortement conseillé de travailler  
19 avec... avec eux, là.

20 Q. **[419]** Donc, vous n'avez pas tenté, dans les faits,  
21 d'utiliser certaines dispositions des lois qui  
22 auraient pu vous permettre un peu d'éviter ce  
23 chantage-là de... des dirigeants syndicaux, là, et  
24 de... au niveau de leur pouvoir au niveau du  
25 placement, là. Vous avez... vous avez convenu que

1 malgré le fait qu'il y avait certaines  
2 possibilités, valait mieux travailler avec les  
3 représentants syndicaux que de tenter d'aller  
4 directement avec le personnel?

5 R. Je pense que vous avez raison. Peut-être qu'on  
6 aurait par moment pu essayer de... de forcer la...  
7 la note, mais... puis on leur donne le pouvoir  
8 qu'on veut bien leur donner, là. Mais, quand t'as  
9 un chantier de cent (100), deux cents (200), trois  
10 cents (300), quatre cents (400) tuyauteurs, tu veux  
11 une paix, tu veux une bonne atmosphère sur le  
12 chantier, ça fait que tu choisis de travailler  
13 d'une certaine façon. Puis en passant, d'un  
14 syndicat à l'autre, d'un métier à l'autre, ça  
15 change aussi, là. C'est plus facile travailler avec  
16 Paul Faulkner des isolateurs, calorifugeurs qu'avec  
17 le 144, là. C'est un... c'est un exemple, là.  
18 Tantôt j'ai parlé de la FIPOE qui laisse le choix  
19 des contremaîtres aux entrepreneurs. Différents  
20 locaux ont différentes façons de travailler, là.

21 Q. [420] Mais, justement, tenant compte que certains  
22 locaux avaient peut-être des dirigeants un peu plus  
23 gourmands que d'autres, là, faisant place à un  
24 certain pouvoir sur la main-d'oeuvre, il n'y avait  
25 pas de mécanisme de dénonciation possible de ces

1       dirigeants-là, que ce soit... vous avez pas fait  
2       confiance à la CCQ ou bien à d'autres instances  
3       pour, dans le fond, dénoncer un peu le fait que :  
4       « Il faut peut-être avoir monsieur Cyr de notre  
5       côté si on veut que notre chantier aille bien »?

6       R. Mon témoignage va sûrement durer une heure ou deux,  
7       là. Je vais vous conter... une fois ou deux j'ai  
8       parlé au ministre du Travail, O.K.? puis je peux  
9       vous parler des réponses qu'on m'a faites. J'ai  
10      parlé soit directement à la CCQ ou demandé à un  
11      avocat de parler à la CCQ. Puis c'est assez  
12      difficile de se faire entendre. J'ai eu quelques  
13      bons résultats par moments. Je me souviens, une  
14      fois, j'ai parlé à... à un ministre du Travail.  
15      Ménard, en deux mille cinq (2005)? J'y vais de  
16      mémoire. Puis j'étais pas le seul entrepreneur  
17      présent, c'était à Trois-Rivières, dans un hôtel,  
18      un samedi matin, puis la réponse du ministre  
19      c'était... on parlait de Gérard du 144 puis la  
20      réponse c'était : « Ah! on peut pas toucher à ça,  
21      là. » Puis là il a parti un genre de congrès sur la  
22      productivité de la construction. Mais c'est...  
23      c'est pas un sujet facile puis c'est difficile de  
24      trouver de l'aide, si vous voulez, là. Ça fait  
25      qu'on... on trouve des compromis.

1 J'aimerais... si on pouvait passer... j'en  
2 ai pour une heure ou deux, j'aimerais y aller d'une  
3 façon... Je suis pas un expert en relations de  
4 travail, on m'a demandé de collaborer avec la  
5 Commission, j'aimerais y aller d'une façon  
6 chronologique puis après ça je suis ouvert aux  
7 questions. Je pense que ça va être plus facile pour  
8 moi.

9 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

10 Q. **[421]** On peut faire ça. Je vous ferai juste un  
11 léger dernier petit... une petite suspension avant  
12 qu'on reprenne la chronologie qu'on avait suivie un  
13 peu du début, là. En ce qui concerne,  
14 anecdotiquement, on a entendu le témoignage, il y a  
15 quelques jours de cela, sur l'existence de tirages  
16 sur les chantiers.

17 R. O.K.

18 Q. **[422]** Est-ce que vous avez une expérience  
19 personnelle vis-à-vis l'existence de ces activités,  
20 si on peut dire, puis ce qu'elles impliquent?

21 R. Oui, ça dure depuis des années. Bien, plus dans le  
22 moment. C'est... je pense, sur les chantiers ils  
23 l'appellent « les pots ». À chaque semaine il y  
24 avait des tirages, des billets qui se vendaient. Je  
25 me souviens même pas du prix que les billets se

1           vendent sur les chantiers, là. Ça se faisait sur  
2           beaucoup de chantiers de construction, Petro-  
3           Canada, Ultramar. Et ce que je comprends c'est que  
4           les billets étaient vendus, quatre-vingt-dix pour  
5           cent (90 %) de la recette des billets vendus allait  
6           au gagnant après un tirage. Le dix pour cent (10 %)   
7           allait au... un fonds social du 144, les dernières  
8           années. Ça c'est les dernières années que j'ai vu  
9           les pots sur le chantier. Avant ça, je pense que  
10          c'était les monteurs d'acier mais je suis vraiment  
11          pas sûr, là, c'est...

12        Q. **[423]** Qui est-ce qui vendait les billets pour ces  
13          tirages-là?

14        R. De mémoire, je te dirais, le délégué de chantier,  
15          peut-être assisté d'un travailleur.

16        Q. **[424]** Le délégué de chantier, c'est quelqu'un qui  
17          est, par ailleurs, un travailleur mais qui est  
18          libéré pour certaines activités syndicales un  
19          certain nombre d'heures par jour, si je comprends  
20          bien le...

21        R. Oui.

22        Q. **[425]** Et la vente de ces billets-là et la récolte  
23          de cet argent-là se qualifierait comme étant une  
24          activité syndicale visée par le temps libéré?

25        R. Je le sais pas comment répondre à ça.

1 Q. **[426]** Non, mais j'imagine que vous le payiez pas,  
2 vous, pour faire ça?

3 R. Bien, il reçoit sa paie à chaque semaine, là, pour  
4 le délégué. Mais je vais ajouter que beaucoup de...  
5 de gens sur le chantier aimaient même ces tirages-  
6 là, hein.

7 Q. **[427]** Ils vendaient des billets à n'importe qui qui  
8 était présent, il y avait pas de discrimination qui  
9 était faite de ce côté-là?

10 R. J'en ai même acheté une fois ou deux dans ma vie,  
11 là. Je suis dans la roulotte puis le délégué passe  
12 puis je prends un billet, cinq dollars (5 \$) ou  
13 deux dollars (2 \$), je me souviens pas.

14 Q. **[428]** Est-ce qu'on vous invoque un objectif précis  
15 quand on vous vend le billet, financer le souper  
16 spaghetti, financer l'équipe de hockey... non,  
17 ou...

18 R. Club social ou...

19 Q. **[429]** Très généralement?

20 R. Je le sais pas à quoi sert l'argent, là.

21 Q. **[430]** Vous avez eu l'occasion, corrigez-moi si je  
22 me trompe, de voir la documentation et même de  
23 recevoir une partie de cet argent-là, est-ce que  
24 c'est exact?

25 R. Oui, en deux mille dix (2010), je suis rentré un

1        matin, j'avais une enveloppe sur mon bureau, il y a  
2        une enveloppe du tirage qui est rentrée par erreur  
3        chez Ganotec, à Trois-Rivières. Puis la personne  
4        aux paies savait pas quoi faire avec l'enveloppe,  
5        l'argent est atterri sur mon bureau avec un papier,  
6        le nom du gagnant. Puis, disons, j'ai agi par  
7        émotion, disons, une écoeurite aiguë, là, de  
8        différentes choses qui se font sur les chantiers,  
9        j'ai téléphoné à un avocat qui s'appelle maître  
10       Pierre Pilote, j'ai demandé de me mettre en  
11       communication avec l'escouade Marteau, il y a une  
12       sergente qui m'a rappelé, j'ai dit que c'était  
13       atterri sur mon bureau. Finalement ça devait être  
14       banal parce que j'ai pas eu de retour d'appel.  
15       Finalement j'ai donné l'enveloppe avec le papier à  
16       l'avocate de Ganotec, Sophie Truesdell-Ménard.

17       Q. **[431]** Si on va, Madame Blanchette, à l'onglet 6, on  
18       y trouve un document.

19       LA GREFFIÈRE :

20       Est-ce que vous allez le produire?

21       Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

22       Oui, Madame.

23       LA GREFFIÈRE :

24       Alors, ça sera 1396, 116P-1396.

25

1 116P-1396 : Tirage de Ganotec sur le chantier de  
2 Petro-Canada du 5 mars 2010  
3

4 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

5 Q. **[432]** Est-ce que vous reconnaissez ce document,  
6 Monsieur Larouche?

7 R. Je reconnais le montant, quatre cent cinquante-  
8 trois dollars (453 \$), ça ressemble à ce qui s'est  
9 ramassé sur mon bureau. J'imagine que c'est le  
10 document qui s'est ramassé au département des paies  
11 de Trois-Rivières.

12 Q. **[433]** Vous l'avez jamais vu avant?

13 R. Oui, oui. Bien...

14 Q. **[434]** Ou vous avez vu un document qui ressemblait?

15 R. Oui, c'est ça.

16 Q. **[435]** Et donc, ce que vous dites c'est que le dix  
17 pour cent (10 %) qu'on voit au milieu de la page,  
18 quatre cent cinquante-trois dollars (453 \$), c'est  
19 le montant qui était dans l'enveloppe avec le  
20 document?

21 R. Exact.

22 Q. **[436]** Et on comprend que c'est un document qui  
23 porte le nom du chantier Petro-Canada, il semble  
24 faire référence au chantier sur lequel l'argent  
25 aurait été collecté, est-ce que c'est votre

1           compréhension aussi?

2       R. C'est ça.

3       Q. **[437]** Et si on descend un peu plus bas, on a  
4           l'identification qu'on a caviardée, mais  
5           l'identification d'un gagnant, son métier,  
6           l'entreprise pour laquelle il travaille et on a  
7           aussi la personne qui aurait procédé au tirage du  
8           billet. Cet argent-là vous l'avez remis à votre  
9           avocate, votre avocate ou l'avocate de Ganotec l'a  
10          encore aujourd'hui?

11       R. L'avocate de Ganotec l'a donné à un avocat, soit  
12          Éric Downs ou soit Marc Antoine Carette. Et j'ai  
13          appris que Marc Antoine Carette l'a remis à la  
14          Commission hier, puis ce matin un enquêteur,  
15          Patrick Côté, m'a remis l'enveloppe en disant :  
16          « Tu es libre de donner l'argent à une fondation de  
17          ton choix. »

18       Q. **[438]** À défaut de quelqu'un qui vous le réclame?

19       R. Je vous l'offre.

20       Q. **[439]** Bon, j'en ai pas besoin. Cet aparté donc  
21          étant clos. Est-ce que vous voulez reprendre, on  
22          avait dévié disons un peu de la chronologie, en  
23          quatre-vingt-dix-sept (97) au moment du chantier  
24          sur l'usine Karbomont où il y avait eu la remise  
25          d'environ quarante mille dollars (40 000 \$) à

1 monsieur Cyr pour s'assurer du bon fonctionnement  
2 du chantier. L'argent en question venait d'où?

3 R. Chez Ganotec on avait une... une façon de ramasser  
4 de l'argent comptant qui datait même de l'époque  
5 avant que je commence chez Ganotec. On ramassait  
6 l'argent comptant de plusieurs façons, mais les  
7 clients nous payaient pas en argent comptant, soit  
8 des fausses pensions à des employés, la vente de  
9 « scrap », certains fournisseurs de Ganotec, de  
10 déneigeurs. L'argent que moi j'ai eu connaissance à  
11 l'époque servait à bonifier nos surintendants ou  
12 nos hommes-clés sur les chantiers à Noël. Je me  
13 souviens d'avoir pris des cartes de Noël, d'avoir  
14 inséré des billets de mille dollars (1000 \$) à  
15 l'époque dans des cartes de Noël, puis d'avoir  
16 donné ça en cadeau de Noël à des surintendants puis  
17 des hommes-clés de Ganotec. J'imagine que le  
18 quarante mille (40 000) que monsieur Léopold a  
19 donné venait de... on l'appelait « Noëlla » chez  
20 Ganotec, un genre de cagnotte secrète.

21 Q. **[440]** Une petite caisse noire?

22 R. Une caisse noire.

23 Q. **[441]** Donc, ça c'était dans la mesure où votre  
24 implication est considérée, la première fois que  
25 vous avez connaissance directe que de l'argent est

1 remis ou on envisage de remettre de l'argent, dans  
2 la mesure où si je vous comprends bien vous n'avez  
3 pas été témoin de cette remise-là à monsieur...  
4 monsieur Cyr, mais c'est la première fois qu'on  
5 remet de l'argent avec votre assentiment, si on  
6 peut dire?

7 R. Bien, j'ai entendu parler celle que je vous ai  
8 contée en quatre-vingt-quatorze (94) avec Gaz  
9 Métro.

10 Q. **[442]** Et là, si je vous suis bien, en ce qui  
11 concerne Gaz Métro, vous n'étiez pas impliqué dans  
12 le processus?

13 R. J'ai aucune idée du montant.

14 Q. **[443]** Donc, cette première... cette remise-là dont  
15 on vient de parler, c'est la première qui vous  
16 concerne, si je peux dire?

17 R. O.K. Oui.

18 Q. **[444]** Est-ce que vous avez l'impression de mettre  
19 le pied dans un engrenage? Est-ce que c'est pas...  
20 il y a pas un danger quand vous faites ça une  
21 première fois?

22 R. Je vous l'ai dit tantôt, j'ai... moi j'ai vu ça  
23 comme une protection, une police d'assurance pour  
24 pas se faire frapper, là, j'ai... je me souviens  
25 pas d'avoir eu le réflexe d'appeler la police pour

1           dénoncer quelque chose.

2       Q. **[445]** La prochaine étape c'est quoi?

3       R. Pouvez-vous préciser la question?

4       Q. **[446]** Vous... vous aviez un narratif que vous  
5           vouliez...

6       R. Ah, O.K. Bon, je vais vous amener en... un sujet  
7           qui va peut-être vous intéresser. Je vais vous  
8           amener en janvier deux mille (2000). Ganotec, à  
9           l'époque, on cherchait un nouveau directeur pour  
10          notre bureau à Montréal, nos affaires  
11          périclitaient. Chaque année, notre chiffre  
12          d'affaires à Montréal diminuait. J'étais en auto  
13          avec monsieur Léopold, monsieur Léopold a reçu un  
14          appel... C'est une longue histoire, mais je pense  
15          que ça vaut la peine de la conter depuis le départ  
16          pour que vous compreniez l'atmosphère. Monsieur  
17          Léopold reçoit un appel de Gérard Cyr, il lui  
18          apprend qu'Eugène Arsenault a démissionné d'une  
19          compagnie qui s'appelle CNC, qui était un  
20          compétiteur de Ganotec. Nous connaissions Eugène  
21          Arsenault de réputation. Ça fait que je me souviens  
22          de ce téléphone-là, puis c'était évident que ça  
23          nous a intéressés.

24                   Léopold a eu le téléphone d'Eugène  
25          Arsenault, il a contacté Eugène Arsenault. Là c'est

1 en deux mille (2000), janvier deux mille (2000), ça  
2 s'est passé très vite. Moi j'étais très occupé sur  
3 un chantier à Lac-Mégantic, c'est monsieur Léopold  
4 qui a rencontré Eugène. Si ma mémoire est bonne,  
5 Eugène est arrivé à l'entrevue avec... pas seul,  
6 avec trois personnes. Nous avons engagé Eugène, les  
7 trois personnes qui arrivaient avec Eugène. Eugène  
8 Arsenault, on le connaissait de réputation, il est  
9 même devenu actionnaire de Ganotec l'année... en  
10 l'an deux mille (2000), les trois autres personnes  
11 qui ont joint Eugène sont devenues... on a fait un  
12 deal, Eugène aurait voulu qu'ils deviennent  
13 actionnaires tout de suite, on a fait un deal, un  
14 bon mot français, on s'est entendu sur une méthode  
15 de bonification reliée aux résultats dans la région  
16 de Montréal pour ces trois individus-là. Donc,  
17 Eugène a commencé pour nous, janvier, février deux  
18 mille (2000).

19 Q. **[447]** Vous dites qu'Eugène Arsenault est connu et  
20 vous semblez suggérer que c'est une bonne nouvelle  
21 par rapport à la situation que vous avez mentionnée  
22 antérieurement, là, concernant la baisse de vos  
23 recettes sur le marché montréalais. Monsieur  
24 Arsenault c'est qui, à l'époque, exactement?

25 R. Monsieur Arsenault était connu de réputation. Je

1       vais vous donner une image pour moi qui est forte,  
2       là. Je suis chez Ultramar, un appel d'offres,  
3       Eugène participe à la visite, ne dit pas un mot,  
4       moi je le connaissais de réputation puis je voyais  
5       les gens d'Ultramar qui étaient très attentifs à  
6       tout ce qu'Eugène disait, pour son expertise en  
7       chaudronnerie. C'était un appel d'offres pour un  
8       arrêt en mécanique, en chaudronnerie. Ça fait que  
9       j'avais... je connaissais Eugène de vue, je  
10      connaissais sa réputation, je savais que s'il  
11      venait chez Ganotec, c'était... il amenait  
12      l'expertise de la chaudronnerie. Puis la  
13      chaudronnerie sur une raffinerie, c'est comme la  
14      porte d'entrée, là, c'est l'expertise d'ouvrir des  
15      vaisseaux, de changer un plateau, faire la  
16      maintenance sur des réservoirs, sur les fournaies,  
17      donc on mettait la main sur... sur vraiment un  
18      homme-clé qui nous tombait du ciel.

19               Puis tantôt j'en ai parlé, Eugène a amené  
20      même d'autres expertises, là, calorifugeage,  
21      monteur d'acier, il est arrivé avec des maîtres-  
22      hommes même en mécanique, qui était une grosse  
23      expertise de Ganotec. C'était ça l'impact d'Eugène  
24      Arsenault à mes yeux déjà à l'époque, là.

25      Q. [448] Et si je vous comprends bien, c'est monsieur

1           Cyr qui avise monsieur Gagnon de la disponibilité,  
2           voire même peut-être de l'intérêt de monsieur  
3           Arsenault à se joindre à vous?

4           R. Ce que je me souviens, c'est l'appel de Gérard à  
5           Léopold qui disait qu'Eugène était sur le marché  
6           libre.

7           Q. **[449]** O.K. Et cet appel-là est donc clairement  
8           antérieur à tout contact entre monsieur Arsenault  
9           et vous-même?

10          R. Oui. J'arrivais... il me semble c'est une journée  
11          de ski alpin avec monsieur Léopold et possiblement  
12          un client.

13          Q. **[450]** Est-ce que vous savez si monsieur Arsenault  
14          et monsieur Cyr ont discuté de sa possible venue  
15          chez Ganotec? Est-ce que ça c'est quelque chose qui  
16          vous a été transmis, peut-être ultérieurement ou  
17          pas, là?

18          R. Ce que j'ai compris, à l'époque, mais c'est à  
19          confirmer avec Eugène, c'est qu'Eugène était allé  
20          voir Gérard. Pour quelle raison? Je le sais pas,  
21          là. Pour savoir c'est quelle compagnie il devrait  
22          joindre ou... mais je veux pas aller trop loin  
23          dans... je connais pas les détails, là.

24          Q. **[451]** Quel impact ça a eu pour Ganotec d'engager...  
25          Bon, si j'ai bien compris, vous engagez monsieur

1       Arsenault et une équipe rapprochée et par la suite  
2       peut-être même plusieurs... quelques autres  
3       personnes, si j'ai... monteurs d'acier et tout ça.  
4       Quel impact ça a eu pour Ganotec d'obtenir le...  
5       l'expertise-clé, là, de monsieur Arsenault?

6       R. Bien, nous avons augmenté nos revenus dans la  
7       région de Montréal. Je dirais que ça a pris un an  
8       ou deux avant qu'on voie vraiment un effet  
9       extrêmement positif, là. Même avant ça. En deux  
10      mille un (2001), on a signé un... on a fait un  
11      contrat chez Ultramar puis c'est vraiment  
12      l'expertise d'Eugène qui nous a amené ce contrat-  
13      là, chez Ultramar. Donc, Eugène a eu un impact  
14      rapide, effectivement.

15      Q. **[452]** Est-ce que des contrats plus spécifiques ont  
16      été, disons, octroyés éventuellement à Ganotec, des  
17      contrats qui étaient auparavant octroyés à  
18      l'ancienne compagnie de monsieur Arsenault?

19      R. Oui. En deux mille (2000), Petro-Canada... CNC  
20      avait un contrat de maintenance ou une alliance  
21      avec Petro-Canada. Le... Petro-Canada a suivi  
22      Eugène Arsenault. Mais je me... je me souviens pas  
23      du volume d'affaires de Petro-Canada en deux mille  
24      (2000), là. Mais dans le courant de l'année deux  
25      mille (2000), vous avez raison, il y a un contrat

1           qui a suivi Eugène Arsenault et son équipe.

2       Q. **[453]** Est-ce que l'ancien employeur de monsieur  
3       Arsenault a vu ça d'un bon oeil?

4       R. Non, on a... il y a eu une poursuite en cour mais  
5       je me souviens pas des détails, là, que... que  
6       Ganotec a gagné, là.

7       Q. **[454]** Est-ce que monsieur Cyr a eu un nouveau  
8       contact avec Ganotec suite à l'engagement de  
9       monsieur Arsenault, en relation avec, disons,  
10      l'importance que le recrutement de monsieur  
11      Arsenault pouvait avoir pour Ganotec?

12      R. Au printemps deux mille (2000), monsieur Léopold  
13      est venu me voir puis il m'a fait part d'une  
14      demande de Gérard Cyr. Gérard demandait un pour  
15      cent (1 %) des revenus de Ganotec sur nos contrats  
16      d'alliance que nous avions avec Shell et Petro-  
17      Canada. Je me souviens d'en avoir discuté avec  
18      monsieur Léopold, d'avoir dit à Léopold ça l'avait  
19      (sic) aucun bon sens. Puis Léopold était d'accord  
20      avec moi. Ça l'a (sic) clos la discussion. Vers la  
21      fin de l'été, je vous dirais vers le mois d'août  
22      deux mille (2000), monsieur Léopold est revenu me  
23      voir puis il m'a annoncé que nous allions donner  
24      point cinq pour cent (0,5 %) de nos revenus des  
25      contrats d'alliance de Shell et de Petro-Canada et

1 que nous avons pas le choix. Donc, à partir de  
2 deux mille (2000), Ganotec, par l'entremise de  
3 monsieur Léopold, a remis des assez grosses sommes  
4 d'argent à Gérard Cyr.

5 Q. **[455]** Est-ce que vous avez eu des discussions avec  
6 monsieur Gagnon sur... parce que vous avez eu une  
7 première, vous disiez que ça avait pas de bon sens.  
8 Là, quand il vous revient avec ça, avec un nouveau  
9 montant, est-ce que vous avez « challengé », si je  
10 peux utiliser un autre beau mot en français?

11 R. Je me souviens pas de l'avoir « challengé », pour  
12 utiliser votre terme. J'ai pris ça comme...  
13 monsieur Léopold avait fait un... a pris une  
14 entente avec Gérard Cyr. Ça m'a pas effleuré  
15 l'esprit d'aller voir la police avec ça.

16 Me CHARLES LEVASSEUR :

17 Si vous me permettez, Madame la Présidente. C'est  
18 la première fois que je m'adresse à vous, je  
19 représente monsieur Cyr. Et, bon, je suis  
20 parfaitement conscient que n'étant pas une partie  
21 participante, je ne peux que m'objecter sur des  
22 questions qui touchent les droits fondamentaux de  
23 mon client.

24 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

25 En fait, même pas.

1 Me CHARLES LEVASSEUR :

2 Pardon?

3 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

4 Même pas. Vous êtes pas l'avocat du témoin.

5 Me CHARLES LEVASSEUR :

6 En fait j'ai une objection à faire à ce stade-ci.

7 Une objection qui concerne effectivement les droits  
8 fondamentaux de monsieur Cyr. Et j'ai en tête  
9 l'article 4 de la Charte québécoise des droits et  
10 libertés de la personne, soit le droit à l'honneur,  
11 à la réputation ainsi qu'à la dignité.

12 Si vous me le permettez, je n'abuserai pas  
13 de votre temps, par contre, j'ai... mon objection a  
14 deux volets. Évidemment un volet traite du... de  
15 toute la question juridictionnelle des contrats  
16 auxquels monsieur Larouche fait référence. Et le  
17 deuxième traite également, le deuxième volet traite  
18 du... de la question de savoir si les questions  
19 auxquelles monsieur Larouche fait référence sont  
20 hors ou dans la construction.

21 (14:32:59)

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Alors, ce ne sont pas des questions qui relèvent  
24 d'un droit fondamental et comme vient de le dire  
25 maître Lussiaà-Berdou, vous n'êtes pas l'avocat du

1 témoin non plus. Alors...

2 Me CHARLES LEVASSEUR :

3 J'en conviens. J'en conviens.

4 LA PRÉSIDENTE :

5 Alors, ça finit là.

6 Me CHARLES LEVASSEUR :

7 Bien, en fait, moi ce que je vous sou mets c'est que  
8 monsieur Larouche tient des propos qui ne sont pas  
9 de la juridiction de la Commission.

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Mais ça c'est... ça c'est votre interprétation et  
12 vous n'êtes pas une partie pour me faire des  
13 représentations de cet ordre-là. Alors, voilà.

14 Merci.

15 Me CHARLES LEVASSEUR :

16 Si vous me le permettez, en terminant...

17 LA PRÉSIDENTE :

18 Non, je ne vous le permets pas, Maître.

19 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

20 Q. **[456]** Donc, je comprends que vous êtes pas allé  
21 voir les autorités avec ça. Est-ce que vous avez  
22 des discussions avec monsieur Gagnon sur les  
23 raisons pour lesquelles lui considère qu'il est  
24 opportun de faire ou de se plier aux demandes de  
25 monsieur Cyr?

1 R. La seule chose que je me souviens, je sais pas si  
2 ça va répondre à votre question, là, c'est que j'ai  
3 compris que Gérard mettait en valeur le fait qu'il  
4 avait agi comme un... un lobbyiste dans l'arrivée  
5 d'Eugène chez Ganotec.

6 Q. **[457]** Vous avez indiqué que des sommes assez  
7 importantes avaient été versées. Madame Blanchette,  
8 si on va à l'onglet 1.

9 LA GREFFIÈRE :

10 Vous allez le produire?

11 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

12 Oui.

13 LA GREFFIÈRE :

14 1397.

15

16 116P-1397 : Courriel du 11 juillet 2008 de Daniel  
17 Bergeron à Serge Larouche - Fichier  
18 chiffre d'affaires

19

20 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

21 Q. **[458]** Peut-être me décrire ce document si vous le  
22 connaissez, Monsieur Larouche?

23 R. Daniel Bergeron qui a envoyé, premièrement c'est un  
24 e-mail, Daniel Bergeron qui a envoyé le e-mail à  
25 mon attention, il m'a transféré des fichiers qu'il

1       avait dressés pour monsieur Léopold ou montés pour  
2       calculer le chiffre d'affaires de Shell et Petro à  
3       la demande de monsieur Léopold entre deux mille  
4       (2000) aller jusqu'à deux mille six (2006).

5       Q. **[459]** Ça, vous avez demandé ça à monsieur Bergeron  
6       en deux mille huit (2008), si je vois la date sur  
7       le...

8       R. Oui.

9       Q. **[460]** Et l'information qu'on retrouve un peu plus  
10      bas, on voit qu'on nous indique, ce sont les  
11      chiffres d'affaires de trois raffineries, donc, je  
12      vois Ultramar, dans la liste des fichiers joints en  
13      haut, on voit Shell, Petro et Ultramar, j'imagine  
14      que ce sont les trois raffineries auxquelles vous  
15      faites référence?

16     R. Oui. Ce que Daniel m'avait expliqué c'est que  
17     Léopold lui demandait le chiffre d'affaires des  
18     trois raffineries. Ce que monsieur Léopold m'avait  
19     expliqué c'est que quand il demandait les fichiers,  
20     il brouillait un peu les cartes face à Daniel. Et  
21     je pense qu'une année ou deux, Ultramar est pas  
22     apparue sur les fichiers.

23     Q. **[461]** Là je comprends que monsieur Bergeron n'est  
24     pas au courant des raisons pour lesquelles on lui  
25     demande de sortir ces chiffres-là?

1 R. Non.

2 Q. **[462]** Et quel est l'objectif de sortir ces  
3 chiffres-là?

4 R. Faire le calcul de qu'est-ce que nous devons à  
5 Gérard Cyr.

6 Q. **[463]** Et si on descend un petit peu dans le  
7 document, on voit des annotations manuscrites?

8 R. Ça, le un point deux million (1,2 M) représente la  
9 somme que Ganotec a versée à Gérard entre quatre-  
10 vingt-dix-huit (98) à aller jusqu'à fin deux mille  
11 six (2006).

12 Q. **[464]** Qui est-ce qui a pris ces notes sur ce  
13 document?

14 R. Ça c'est mon écriture, fait en deux mille huit  
15 (2008).

16 Q. **[465]** Et pour quelle raison, à ce moment-là, en  
17 deux mille huit (2008) est-ce que vous faisiez ce  
18 calcul-là?

19 R. Ça, j'aimerais ça attendre.

20 Q. **[466]** Vous voulez qu'on y vienne plus tard?

21 R. J'aimerais ça y aller d'une façon chronologique, ça  
22 va faire plus de sens pour tout le monde.

23 Q. **[467]** Parfait.

24 R. Si ça vous dérange pas.

25 Q. **[468]** Ça ne me dérange pas. Si on va à la page

1       suivante, si vous me décriviez un peu pour la  
2       Commission le... les tableaux qu'on voit là.

3       R. Premier tableau, en haut et « Chantier Petro-  
4       Canada » en deux mille (2000), le calcul du chiffre  
5       d'affaires, sept point deux millions (7,2 M), donc  
6       nous devions trente-cinq mille dollars (35 000 \$)  
7       à... je suis pas fort en calcul mental, là, mais ce  
8       premier... partie du fichier montre que nous  
9       devions trente-cinq mille dollars (35 000 \$) à  
10      Gérard.

11      Q. **[469]** Pour le chantier de Petro-Canada pour l'année  
12      deux mille (2000)?

13      R. C'est ça.

14      Q. **[470]** Et si on descend un peu à la page suivante,  
15      on a, je pense, Shell et on voit, pour la même  
16      année... là, je vois que vous avez écrit « 2001 »,  
17      là on voit que c'est au trente et un (31) décembre  
18      deux mille (2000)?

19      R. C'est... donc, ça serait encore un trente-cinq  
20      mille dollars (35 000 \$) pour deux mille (2000),  
21      qui se rajoute à l'autre trente-cinq mille (35 000)  
22      que vous avez vu en haut, là.

23      Q. **[471]** Ce qui veut dire que si on retourne à la  
24      première page, l'annotation manuscrite pour l'année  
25      deux mille (2000) devrait être de l'ordre de

1           soixante-dix mille dollars (70 000 \$)?

2       R. Soixante-dix mille (70 000), soixante-quinze mille  
3           (75 000), là.

4       Q. **[472]** Et c'est le montant que vous avez indiqué à  
5           côté de l'année deux mille (2000)?

6       R. Oui.

7       Q. **[473]** Et c'est le même exercice que vous avez  
8           fait...

9       R. Mon petit symbole veut dire « approximatif ».

10      Q. **[474]** C'est ce qu'il veut habituellement dire, je  
11           suis d'accord. Et le quarante-huit... le quarante  
12           mille dollars (40 000 \$) qui est en haut ne fait  
13           pas partie, si je comprends bien, des... des  
14           calculs qui sont faits par la suite?

15      R. Ça c'est le montant que j'ai discuté, là, que j'ai  
16           parlé, là, au sujet de Karbomont, là.

17      Q. **[475]** D'accord, je vous suis. Il s'agit de sommes  
18           assez importantes. Vous nous avez décrit tout à  
19           l'heure un processus par lequel vous aviez monté,  
20           donc, Ganotec disposait d'une... d'une cagnotte  
21           secrète, là, qui était alimentée d'une façon que  
22           vous n'avez pas encore précisée, là, mais j'imagine  
23           que cette cagnotte secrète là, si elle servait à  
24           verser quelques milliers de dollars originalement à  
25           divers contremaîtres plus efficaces ou plus

1 expérimentés, des employés-clés, devait pas  
2 contenir des centaines ou des dizaines, des  
3 centaines de milliers de dollars, là. Comment vous  
4 êtes-vous procuré l'argent nécessaire... verser ça?  
5 R. Premièrement, on a arrêté de verser des  
6 bonifications aux surintendants sous forme liquide.  
7 Toute la... ce qu'on réussissait à ramasser avec...  
8 à droite et à gauche pour la cagnotte allait dans  
9 cette direction-là. Vers deux mille deux (2002), ce  
10 que je me souviens c'est que ça nous prenait  
11 d'autres façons de ramasser de l'argent puis je  
12 pense que c'est là que vous voulez en venir. En  
13 deux mille (2000), il y a un nouveau fournisseur  
14 qui a commencé chez Ganotec, un bon fournisseur,  
15 Grues interprovinciales qui nous donnait des  
16 services de grues, puis des bons services, je le  
17 répète, sur Petro-Canada, Shell, les services de...  
18 de... qu'on avait besoin. Autour de ce fournisseur-  
19 là, en deux mille deux (2002), si ma mémoire est  
20 bonne, est apparu un autre fournisseur qui est  
21 Fortier Transfert. Fortier Transfert soit a... ou  
22 Louis-Pierre Lafortune, qui était un des  
23 propriétaires de Fortier Transfert, soit a acheté  
24 Grues interprovinciales ou a acheté des actions en  
25 partie ou en totalité, ça fait que donc Louis-

1 Pierre Lafortune est devenu, est arrivé dans  
2 l'entourage de Ganotec fin deux mille (2001), deux  
3 mille deux (2002). Je me souviens d'avoir  
4 questionné Eugène Arsenault s'il savait comment  
5 est-ce qu'on pourrait trouver de l'argent liquide  
6 puis Louis... Eugène avait entendu dire que,  
7 disons, Louis-Pierre rendait ce genre de service  
8 là. Ça fait qu'à partir de deux mille deux (2002),  
9 de mémoire, j'ai rencontré moi-même Louis-Pierre à  
10 ce sujet-là puis on a discuté de... de la façon de  
11 faire de l'argent liquide pour pouvoir payer  
12 Gérard.

13 Q. **[476]** Est-ce que monsieur Arsenault vous a  
14 questionné sur la raison pour laquelle vous aviez  
15 besoin de ça?

16 R. Non, pas en deux mille deux (2002).

17 Q. **[477]** Bien on y viendra plus tard. Donc, à ce  
18 moment-là il vous indique que monsieur Lafortune  
19 peut peut-être vous aider. Est-ce que vous  
20 contactez monsieur Lafortune?

21 R. J'ai rencontré monsieur Lafortune à un déjeuner, je  
22 me souviens même pas dans quelles circonstances. Je  
23 me souviens de l'avoir... lui avoir posé des  
24 questions, c'est... comment il faisait ça. Il m'a  
25 raconté que c'étaient des vraies compagnies qui ont

1 des vrais équipements. Puis il m'a expliqué un peu  
2 comment ça fonctionnait. Grosso modo, c'était... il  
3 fallait que ce soit comme des vrais services, mais  
4 en réalité les services étaient pas rendus par  
5 Louis-Pierre Lafortune. Il conservait dix pour cent  
6 (10 %) de la facture ou de... plutôt de l'argent  
7 qu'on lui remettait. Donc, si on facturait pour...  
8 s'il nous facturait pour cinquante mille dollars  
9 (50 000 \$), il gardait quelque chose comme quatre  
10 mille cinq cents (4 500 \$) ou cinq mille dollars  
11 (5 000 \$) puis le reste nous était remis en argent  
12 comptant.

13 Q. **[478]** Madame Blanchette, si on va à la pièce 109P-  
14 1143 qu'on trouve à l'onglet 3 ou c'est... je veux  
15 pas dire de bêtises, 2, pardon.

16 LA GREFFIÈRE :

17 Alors, ce sera 1398.

18 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

19 Non, c'est déjà coté, Madame la Greffière.

20 LA GREFFIÈRE :

21 Moi, je ne l'ai pas?

22 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

23 Non, non, c'est onglet 2, je me suis trompé, j'ai  
24 voulu dire...

25

1 LA GREFFIÈRE :

2 Ah! Excusez-moi.

3 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

4 Q. **[479]** Donc, si on descend là-dedans, qui est une  
5 facture de Constructions du Riche-Lieu. Est-ce que  
6 vous avez déjà vu un document de ce genre ou ce  
7 document-là, là?

8 R. C'est ma signature qui est en haut, Maître.

9 Q. **[480]** Juste sous le 500-030?

10 R. Oui.

11 Q. **[481]** Et c'est une facture qui est adressée à  
12 Ganotec et on voit que c'est... on décrit les  
13 services comme étant un service... des services  
14 pour démolir... démobilisation, pardon, du chantier  
15 Interquisa. Ça, c'est un chantier qui existe?

16 R. C'est un chantier qui existe, c'est des travaux qui  
17 sont faits, mais pas nécessairement par la  
18 compagnie Riche-Lieu.

19 Q. **[482]** Et ce que vous nous expliquez, c'est qu'on  
20 vous fait un total de commande à soixante-sept  
21 mille cent dollars (67 100 \$) net, avant taxe, et  
22 ce que vous nous expliquez, c'est que ça, ça  
23 correspond à une commande en argent liquide de  
24 l'ordre de soixante mille dollars (60 000 \$)?

25 R. Soixante, soixante et un mille (60 000 \$-61 000 \$).

1 Q. **[483]** Parfait. Donc, en fait, selon toute  
2 probabilité vous versez un chèque, taxes incluses,  
3 de soixante-dix-sept mille (77 000 \$) et vous  
4 recevez, par retour du courrier, soixante mille  
5 dollars (60 000 \$) cash. J'utilise l'expression,  
6 là, mais vous m'expliquerez comment ça revient.

7 R. Je suis pas sûr si je comprends la question.

8 Q. **[484]** Non, non, mais vous recevez donc soixante  
9 mille (60 000 \$), je confirme avec vous le calcul  
10 que vous avez fait tout à l'heure.

11 R. Oui, c'est ça.

12 Q. **[485]** Parfait.

13 R. Puis les taxes sont... les comptes payables chez  
14 Ganotec vont vérifier si les numéros de taxes  
15 existent vraiment, puis ils vont verser les taxes  
16 à... selon les numéros de taxes.

17 Q. **[486]** Mais là, en l'occurrence, c'est des taxes que  
18 vous payez, là, c'est pas des taxes que vous  
19 prélevez, donc...

20 R. Mais...

21 Q. **[487]** Par ailleurs, évidemment, j'imagine avec...

22 R. J'ai toujours vu les taxes comme un panier séparé  
23 qui nous appartient pas, qui appartient au  
24 gouvernement.

25 Q. **[488]** C'est exact. C'est ce que c'est. Donc,

1 l'argent liquide revient. J'aimerais que vous me  
2 décriviez comment vous recevez cet argent liquide  
3 là?

4 R. La plupart du temps Louis-Pierre Lafortune  
5 m'amenait ça au bureau de Montréal de Ganotec.

6 Q. **[489]** Lui-même?

7 R. Oui. Une ou deux reprises c'était pas lui, c'était  
8 un commissionnaire.

9 Q. **[490]** Vous adressiez les chèques de paiement de  
10 factures directement à monsieur Lafortune aussi ou  
11 est-ce que vous envoyiez ça... Riche-Lieu prétend  
12 avoir une adresse. Sur la facture, je n'en vois  
13 pas, là, mais je pense qu'elle a été noircie dans  
14 le bas à gauche. Est-ce que vous avez souvenir si  
15 vous envoyiez ça à cette compagnie-là directement  
16 ou est-ce que vous passiez aussi par monsieur  
17 Lafortune pour l'envoi du chèque au départ?

18 R. Je me souviens pas, puis peut-être que c'étaient  
19 les... parfois par poste et peut-être que c'est moi  
20 qui le donnais à Louis-Pierre Lafortune, mais c'est  
21 les comptes payables de Ganotec qui préparaient le  
22 chèque au nom de Riche-Lieu ou Gestion AJ.

23 Q. **[491]** Donc, ils acheminaient eux-mêmes les chèques?

24 R. Je me souviens pas, Maître.

25 Q. **[492]** D'accord. Monsieur Arsenault s'était contenté

1 de vous présenter monsieur Lafortune. Est-ce qu'il  
2 a été impliqué d'une quelconque autre façon dans ce  
3 processus?

4 R. Non, pas du tout.

5 Q. **[493]** Vous avez indiqué tout à l'heure qu'au  
6 départ, quand vous avez discuté avec monsieur  
7 Arsenault pour trouver une solution à votre  
8 problème de besoin de liquidités, vous discutiez...  
9 vous aviez probablement discuté avec lui de la  
10 raison pour laquelle ça s'était produit. Est-ce  
11 qu'il est venu un moment... j'ai cru comprendre que  
12 c'était le cas, là, que... à demi-mots, où il s'est  
13 rendu compte qu'il y a peut-être une anomalie, là?

14 R. Je peux même pas me souvenir de l'année. Je me  
15 souviens que ça s'est passé dans le véhicule  
16 d'Eugène, nous arrivions... c'est un week-end, nous  
17 arrivions d'un terrain... nous avions, nous  
18 arrivions d'un tournoi de golf d'un client puis  
19 Eugène m'a lâché une phrase, là, toute simple, du  
20 genre : « Vas-tu bien me dire où s'en va cet  
21 argent-là? » Puis en deux mille quatre (2004) ou  
22 deux mille cinq (2005), je me souviens du véhicule,  
23 je me souviens même pas de l'année puis j'ai dit à  
24 Eugène Arsenault où s'en allait l'argent : « À  
25 Gérard Cyr. » Ça fait qu'avant cette date-là, pour

1           moi, Eugène ne savait pas.

2       Q. **[494]** Est-ce qu'il a eu l'air particulièrement  
3           surpris?

4       R. Non. Pas à mon souvenir, en tout cas.

5       Q. **[495]** Vous récoltiez l'argent liquide sur besoin ou  
6           est-ce que vous aviez, disons, institué un système  
7           un peu régulier, de façon à approvisionner la  
8           cagnotte, être sûr qu'il y a toujours assez dedans?

9       R. La façon que je me souviens c'est que monsieur  
10       Léopold arrivait puis il me disait : « J'ai besoin  
11       d'argent, je n'en ai plus. » Ça fait que... Puis je  
12       dois dire qu'avec monsieur Lafortune c'était assez  
13       efficace. Je faisais un appel puis je lui disais :  
14       « On a un besoin », on mettait la main sur  
15       cinquante (50 000), soixante mille (60 000).  
16       Souvent, monsieur Léopold avait pas besoin du  
17       cinquante (50 000), soixante mille (60 000), il  
18       avait besoin seulement de vingt (20 000) ou trente  
19       mille (30 000). Moi, j'avais ouvert un coffret de  
20       sûreté à Trois-Rivières que... puis j'avais donné  
21       l'accès au coffret de sûreté à un employé de  
22       Ganotec de Trois-Rivières, parce que je voulais pas  
23       être le seul qui avait accès à ça. Ça fait que  
24       monsieur Léopold pouvait prendre vingt (20 000) ou  
25       trente mille (30 000), aller rencontrer Gérard,

1 qu'il appelait son consultant, et moi ou l'employé  
2 déposait dans le compte ou dans le coffret de  
3 sûreté, là, l'argent pour usage futur.

4 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

5 Madame Blanchette, si on va à l'onglet 3. Et là,  
6 oui, Madame la Greffière, vous pouvez le coter.

7 LA GREFFIÈRE :

8 Alors, 1398.

9

10 116P-1398 : Bail de location d'un coffret de  
11 sûreté à la Banque Nationale et  
12 relevés des accès à partir du 10  
13 juillet 2002

14

15 (14:49:28)

16 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

17 Q. **[496]** Monsieur Lafortune est-ce qu'il vous faisait  
18 ça gentiment, gratuitement ou bien lui prenait un  
19 peu d'argent dans ces transactions-là?

20 R. Il prenait dix pour cent (10 %).

21 Q. **[497]** Il prenait dix pour cent (10 %) ?

22 R. C'était sa commission, là. Il a toujours été très  
23 sympathique avec moi.

24 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

25 Q. **[498]** Donc, le document qu'on voit à l'écran,

1           Monsieur Larouche, est-ce que vous le reconnaissez?

2           R. Oui. C'est... vos enquêteurs m'ont demandé de faire  
3           photocopier le... le... la carte qu'on signe quand  
4           on va consulter ou quand on va dans le coffret de  
5           sûreté. C'est ce que vous voyez là.

6           Q. **[499]** Donc, on voit... on peut déduire de ça que,  
7           si on va à la première page, le coffret a été  
8           ouvert aux alentours de deux mille deux (2002)?

9           R. Oui.

10          Q. **[500]** Et qu'ensuite il est, disons, de façon  
11          relativement régulière, soit approvisionné, soit  
12          ponctionné. Parfois c'est vous, et c'est les  
13          signatures qu'on voit, si je comprends bien?

14          R. Oui.

15          Q. **[501]** Et parfois c'est, comme vous avez dit,  
16          l'employé de bureau, qu'on s'abstient de nommer.  
17          Vous avez décrit le processus, si je comprends  
18          bien, en deux temps. Vous, monsieur Léopold voulait  
19          vous voir, il vous demandait de l'argent. Est-ce  
20          que vous compreniez que ça voulait dire pour  
21          monsieur Cyr? Il n'y avait pas d'autres personnes  
22          qui recevaient de l'argent dans le même contexte ou  
23          est-ce qu'il y en avait d'autres?

24          R. À ma connaissance, seulement Gérard.

25          Q. **[502]** Et, ensuite de ça, monsieur Léopold s'en

1           allait avec ça. Est-ce que Léopold... monsieur  
2           Léopold vous a déjà décrit comment se déroulait la  
3           suite des choses?

4       R. Il rencontrait pour déjeuner ou... Gérard plusieurs  
5       fois par année. Puis j'ai seulement... J'ai pas de  
6       détail comment ça se passait, là. Une fois,  
7       Léopold, puis il trouvait ça cocasse, il me contait  
8       qu'il mettait ça dans... une, deux, trois liasses  
9       dans ses bas puis il transférait ça à... à Gérard,  
10      aux toilettes, là. Mais est-ce qu'il l'a fait sur  
11      une base humoristique ou... je le sais pas. Puis  
12      j'ai pas plus de détails que ça.

13     Q. **[503]** Vous nous avez expliqué que... bien on a vu  
14     d'ailleurs sur la feuille de calculs qu'il y avait  
15     des calculs faits pour des paiements dans le  
16     contexte de ces contrats de raffinerie jusqu'en  
17     deux mille six (2006). Donc, j'en conclus qu'en  
18     deux mille six (2006) ça cesse?

19     R. Exact.

20     Q. **[504]** Pourquoi?

21     R. En deux mille sept (2007) nous avons vendu à  
22     Kiewit, changé de propriétaire, ça a été un... ça a  
23     été une longue réflexion chez Ganotec. Est-ce que  
24     vous me permettez d'aller dans le détail?

25     Q. **[505]** Je vous dirai s'il y en a trop?

1 R. O.K. Je suis assez concis d'habitude. De mémoire,  
2 l'aventure ou la discussion a commencé à... vers  
3 juin, juillet deux mille six (2006), Eugène a été  
4 approché, puis je me souviens même pas par qui. Il  
5 y avait un intérêt ce que j'ai compris de  
6 Louisbourg d'acheter Ganotec. Il y a même un  
7 montant qui a été avancé. Je me souviens d'avoir  
8 parlé à monsieur Léopold du montant qui a été  
9 avancé. Monsieur Léopold m'a répondu à la blague :  
10 « À ce prix-là on vend. »

11 Ça a... ça, ça a initié une réflexion chez  
12 Eugène en particulier. Eugène se faisait dire à  
13 l'époque Petro-Canada parlait d'une nouvelle unité  
14 immense, Eugène se faisait dire, puis je me suis  
15 fait dire que Ganotec on n'avait pas les systèmes,  
16 la grosseur pour vraiment exécuter cette nouvelle  
17 unité-là. Je pense qu'il l'appelle un « coker »,  
18 une unité qui vaut plus qu'un milliard. Puis ça  
19 a... on a commencé à se poser des questions sur  
20 notre structure interne, qu'est-ce qu'il faut  
21 faire.

22 Ça c'était à l'été deux mille six (2006).  
23 Eugène était très intéressé, pour différentes  
24 raisons, à vendre; moi j'étais pas intéressé du  
25 tout. Le nom qui me vient en tête c'est Louisbourg.

1 Pour moi c'était comme si Ganotec allait être  
2 appartenue par un syndicat, je sais que c'est pas  
3 le cas, mais c'était... Pour moi c'était comme un  
4 vase communicant, Louisbourg, le Fonds de  
5 solidarité, FTQ Construction.

6 Mais j'étais très conscient du défi qui...  
7 Ganotec, on avait grossi rapidement au fil des  
8 années, on avait acheté une compagnie en deux mille  
9 deux (2002), le Groupe GAD, on était rendu avec un  
10 chiffre d'affaires au-dessus de deux cent millions  
11 (200 M), sans les systèmes, sans les contrôles pour  
12 la grosseur que nous avons. Nous avons parti un  
13 nouveau bureau en deux mille cinq (2005) ou deux  
14 mille six (2006) en Alberta. Les affaires allaient  
15 pas trop bien. C'était difficile à partir.

16 Nous avons déjà eu une offre d'achat en  
17 quatre-vingt-dix-neuf (99) ou deux mille (2000) de  
18 la compagnie Kiewit. Puis pour moi, vraiment  
19 personnel, c'était une avenue qui était  
20 intéressante si on allait vers une vente. Je me  
21 souviens d'avoir joué au golf avec un gars qui  
22 s'appelle Louis Chapdelaine qui était le « district  
23 manager » de Eastern Canada pour Kiewit. Un de mes  
24 amis qui s'appelle Jacques Lacombe, qui travaille  
25 pour Kiewit, puis j'avais tout simplement demandé à

1 Louis s'il y avait peut-être encore un intérêt du  
2 côté de Kiewit. Louis m'a répondu :  
3 « Certainement. »

4 On n'est pas allé plus loin. Mais nous  
5 avons organisé un dîner avec monsieur Léopold,  
6 Louis et moi, dans les semaines qui ont suivi. Puis  
7 ça a été une longue réflexion chez Ganotec. On a  
8 organisé un genre de comité avec sept, huit  
9 personnes dont un avocat externe, maître Beaumier,  
10 puis on réfléchissait sur l'avenir de Ganotec. Vers  
11 Noël deux mille six (2006), on s'est entendu que ça  
12 pourrait être intéressant d'avoir une offre de  
13 Kiewit. Je me souviens d'avoir téléphoné à Louis  
14 Chapdelaine un peu avant Noël deux mille six (2006)  
15 pour lui dire qu'on était intéressés. Ça fait que  
16 déjà ça, en étant intéressés, ça... ça changeait  
17 les données avec Gérard Cyr.

18 Vers... vers la mi-janvier deux mille sept  
19 (2007), j'ai rencontré Louis Chapdelaine puis je  
20 lui ai dit avant... il y a un intérêt chez Ganotec  
21 mais avant de commencer à dépenser de l'argent sur  
22 monter une offre, négocier une offre, faire une  
23 vérification diligente, j'ai confié à Louis  
24 Chapdelaine l'existence du deal avec Gérard Cyr  
25 puis Louis Chapdelaine a été... sa réponse a été

1           immédiate: « On peut continuer à parler d'achat de  
2           Ganotec mais les paiements à Gérard Cyr doivent  
3           cesser. »

4       Q. **[506]** Donc, c'est ce qui explique la fin dans votre  
5           calcul, là, au niveau de deux mille six (2006) pour  
6           les contrats de raffineries?

7       R. On peut-tu revenir à ça encore plus tard?

8       Q. **[507]** Pour l'instant, c'est ce qui explique qu'il y  
9           a rien d'autre qui apparaît. Juste avant qu'on...  
10          parce que la pause s'en vient, juste avant qu'on  
11          suspende, est-ce qu'il y a d'autres sources, parce  
12          que là on a discuté de la comptabilité... de la  
13          comptabilité de Noëlla, vous avez dit tout à  
14          l'heure, là, la cagnotte, vous avez parlé aussi  
15          de... bien, évidemment la fausse facturation, est-  
16          ce qu'il y avait d'autres sources d'argent liquide  
17          qui étaient utilisées ou d'autres recours ou,  
18          disons, d'autres moyens employés pour cumuler de  
19          l'argent liquide à la fin de... payer l'assurance?

20       R. Je vais vous donner des exemples, là, pour des  
21          entrepreneurs comme nous, là, c'est en quatre-  
22          vingt-dix-huit (98), quatre-vingt-dix-neuf (99),  
23          nous avons fait un contrat au Pérou, de  
24          démantèlement. On a vendu beaucoup de choses là-  
25          bas, on a ramené en argent liquide quelque chose

1       comme cent dix mille dollars (110 000 \$), puis j'y  
2       vais de mémoire, cent dix mille dollars (110 000 \$)  
3       américains.

4               La « scrap » de métal sur nos chantiers  
5       c'est toujours un... une façon de ramasser de  
6       l'argent. En deux mille (2000), quand monsieur  
7       Léopold et moi on a parlé de la demande ou de la  
8       requête ou de l'exigence de Gérard Cyr, je me  
9       souviens que monsieur Léopold me disait qu'il  
10      faisait de l'argent liquide avec ses blocs à  
11      appartements, avec laveuses-sécheuses puis c'est un  
12      domaine que je connais pas, je sais pas si ça  
13      rapporte vingt-cinq sous (0,25 \$) ou dix mille  
14      dollars (10 000 \$) dans un bloc à appartements mais  
15      monsieur Léopold possédait beaucoup beaucoup  
16      d'appartements et de blocs à appartements. Puis je  
17      suis certain... ah, des employés qui avaient des  
18      fausses pensions qui remettaient les fausses  
19      pensions.

20      Q. **[508]** Des comptes de dépenses fictifs, c'est ce que  
21      vous voulez dire quand vous dites « fausses  
22      pensions »?

23      R. Pas des comptes de dépenses fictifs à la Jocelyn  
24      Dupuis, là, des... mettons des employés qui  
25      travaillaient à Trois-Rivières en estimation mais

1 sur leur feuille de temps, montraient qu'ils  
2 travaillaient à Chandler, donc ils avaient droit à  
3 une pension, le temps était chargé à Chandler sur  
4 notre chantier mais la pension était remise à...  
5 remise dans Noëlla.

6 Q. [509] Vous avez dit tout à l'heure que vous  
7 rameniez de l'argent de l'étranger, Pérou, je  
8 pense, vous avez mentionné, là, quand vous dites  
9 « ramené », qu'est-ce que vous voulez dire par  
10 « ramené »? Les gens venaient avec...?

11 R. Nous avions cinq, six employés là-bas, moi je suis  
12 allé plusieurs fois, les gens ramenaient toujours  
13 dix mille dollars (10 000 \$) bien juste pour  
14 respecter les...

15 Q. [510] Les règles.

16 R. Les règles. Dans une ceinture.

17 Q. [511] Parfait. Madame la Présidente, je pense que  
18 c'est un bon moment pour...

19 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

20

21 REPRISE DE L'AUDIENCE

22 LA GREFFIÈRE :

23 Monsieur Serge Larouche, vous êtes sous le même  
24 serment.

25

1 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

2 Q. **[512]** Avant, Monsieur Larouche, de reprendre la  
3 narration, je veux juste vous demander de préciser  
4 une chose. Un peu plus tôt dans votre témoignage,  
5 vous avez discuté d'une rencontre qui a eu lieu à  
6 Trois-Rivières dans un hôtel, si je ne m'abuse,  
7 avec un ministre. Vous avez identifié ce ministre-  
8 là comme étant le ministre du Travail Ménard. Est-  
9 ce que c'est possible que vous vous trompiez sur  
10 l'identité de cet individu?

11 R. Ménard, c'est l'ancien président de la CCQ?  
12 Lessard?

13 Q. **[513]** Donc, Lessard serait le ministre.

14 R. Laurent Lessard.

15 Q. **[514]** Et monsieur Ménard serait André Ménard de la  
16 CCQ.

17 R. Désolé.

18 Q. **[515]** Les deux étaient présents à cette rencontre-  
19 là.

20 R. Désolé, mes émotions qui ont sorti.

21 (15:35:10)

22 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

23 Q. **[516]** Les deux étaient présents à la rencontre,  
24 c'est ça?

25 R. Non, non.

1 Q. **[517]** Non.

2 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

3 Q. **[518]** Non. O.K.

4 R. C'est vraiment...

5 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

6 Q. **[519]** C'est qui...

7 R. Le (inaudible) de Trois-Rivières, puis le ministre  
8 du Travail était là, Laurent Lessard, puis c'est  
9 lui qui a organisé le congrès sur la productivité  
10 de la construction l'année suivante ou...

11 LA PRÉSIDENTE :

12 Q. **[520]** Et ça, vous dites que c'est en deux mille  
13 cinq (2005)?

14 R. Oui.

15 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

16 Q. **[521]** Donc, là, on est en janvier deux mille sept  
17 (2007), pour en revenir à la trame factuelle. Vous  
18 avez donc révélé à monsieur Chapdeleine l'existence  
19 de votre entente avec monsieur Cyr. La réaction de  
20 Kiewit à ce moment-là, c'est, semble-t-il, de vous  
21 dire de mettre fin à ça. Mais, par ailleurs,  
22 comment Kiewit aborde ce problème-là, dans le  
23 contexte, là, d'une négociation de vente, là?

24 R. Ça a été un sujet seulement au closing après ça.

25 C'est les mois qui ont suivi, ça a été les mois de

1 négociations puis les... à l'interne, là.

2 Q. **[522]** Donc, entre les deux, Kiewit a tenu pour  
3 acquis que son instruction ou sa suggestion  
4 catégorique avait été entendue, mais il n'y a pas  
5 eu... il n'en a pas été sujet à nouveau. Donc,  
6 comment ces négociations-là se sont-elles  
7 déroulées, autant du point de vue de Ganotec que du  
8 point de... bien, de ce que vous en savez, du point  
9 de vue de Kiewit, là?

10 R. Kiewit sont arrivés avec une offre, je dirais, vers  
11 la fin janvier deux mille sept (2007), ça a été une  
12 négociation. Il y a eu des rencontres aussi de  
13 Ganotec pour savoir si c'était intéressant. Puis,  
14 il faudrait que j'aie mon agenda, mais à un moment  
15 donné en février, on a décidé, bon, l'offre est  
16 intéressante, on va la présenter aux actionnaires  
17 de Ganotec. On a eu une assemblée générale des  
18 actionnaires, c'est un vendredi, je pense que c'est  
19 le deux (2) mars deux mille sept (2007). C'est bien  
20 un vendredi, Maître?

21 Q. **[523]** C'est bien possible.

22 R. O.K. Dans cette semaine-là, il y a des événements  
23 que je veux raconter. C'est le lundi de cette  
24 semaine-là, moi, j'ai eu un appel de Gérard Cyr qui  
25 m'a demandé de me rendre à son bureau; je suis allé

1 le lendemain. Lors de cette rencontre-là, Gérard  
2 m'a fait part que ça faisait pas nécessairement  
3 l'affaire de monsieur Léopold, cette transaction-  
4 là. Ça a été cordial avec Gérard, je me souviens de  
5 lui avoir dit : « Je vais être vraiment - je sais  
6 pas comment dire ça - un gestionnaire ou un gars  
7 objectif vendredi lors de l'assemblée générale »,  
8 mais que l'offre allait être présentée aux  
9 actionnaires. Gérard m'a rencontré donc, Gérard a  
10 rencontré, à ma connaissance, un gars qui s'appelle  
11 Daniel Cartier, un tuyauteur chez nous. Le gars qui  
12 s'occupait des relations de travail avec les  
13 tuyauteurs dans la région de Montréal, tuyauteur de  
14 métier, Jean Verville, qui était notre gérant de  
15 projet pour le gaz naturel.

16 Gérard a ensuite parlé à plusieurs des  
17 actionnaires de Ganotec, ceux qui étaient  
18 tuyauteurs de formation, entre autres, Donald  
19 Beaupré, Alain Caron, Paul-Émile Thibault, leur  
20 suggérant de voter pour une proposition que  
21 monsieur Léopold allait déposer à l'assemblée des  
22 actionnaires, donc on a eu une intervention de  
23 Gérard.

24 Le vendredi - j'espère que j'oublie rien -  
25 le vendredi, lors de l'assemblée des actionnaires,

1           ça se passe le soir, j'ai présenté aux actionnaires  
2           l'offre de Kiewit, l'offre d'achat. Monsieur  
3           Léopold, lui, a déposé une offre pour acheter Serge  
4           Larouche et Eugène Arsenault. Les autres  
5           actionnaires, je me souviens François Saint-  
6           Hilaire, Jean Verville, ont demandé d'être acheté  
7           si c'était l'offre retenue par les actionnaires, en  
8           même temps que moi et Eugène Arsenault. La soirée a  
9           été assez longue, on a discuté de tout ça puis  
10          finalement la majorité des actionnaires ont penché  
11          vers l'offre d'achat de Kiewit.

12        Q. **[524]** À ce moment-là, est-ce que les actionnaires  
13          sont au courant des... ils ont eu le... des  
14          contacts avec monsieur Cyr, qui ont eu lieu  
15          auparavant, est-ce qu'ils sont... ils ont été  
16          avisés, vous les avez mis au courant, comme vous  
17          avez mis Kiewit, de l'existence de l'entente avec  
18          monsieur Cyr?

19        R. Non, j'ai pas expliqué l'agissement de Gérard aux  
20          actionnaires.

21        Q. **[525]** Est-ce qu'il y en a qui sont venus vers vous  
22          pour... ou vers monsieur Gagnon pour demander :  
23          « De quoi se mêle monsieur Cyr? »?

24        R. Je me souviens qu'Eugène a intervenu en disant à  
25          monsieur Léopold de laisser Gérard en dehors de ça.

1 De laisser les actionnaires de Ganotec prendre leur  
2 décision.

3 Q. [526] D'accord. Donc, les actionnaires ont indiqué  
4 qu'ils avaient une tendance à favoriser  
5 généralement l'offre de Kiewit. La suite des choses  
6 c'est quoi?

7 R. Donc, c'était, pour Kiewit, de faire la  
8 vérification diligente, de vérifier tout ce qu'il y  
9 avait dans les... dans l'histoire de Ganotec. Parce  
10 qu'on voulait absolument vendre tout, les actions,  
11 pas seulement le fonds de roulement ou... Donc,  
12 Kiewit devait tout vérifier dans l'histoire de  
13 Ganotec. Nous savions que Gérard allait mettre de  
14 la pression. C'est... on a annoncé rapidement... ce  
15 qui est inhabituel mais on a annoncé rapidement aux  
16 employés le désir des actionnaires de Ganotec. J'y  
17 vais de mémoire, il me semble, c'est un treize (13)  
18 mars, nous avons réuni les employés à Montréal pour  
19 faire l'annonce. Nous avons réuni les employés à  
20 Trois-Rivières pour faire l'annonce.

21 Pendant que nous étions à Trois-Rivières à  
22 faire l'annonce, moi, j'ai eu un appel de Paul-  
23 Émile Thibault, notre surintendant à Ultramar, me  
24 disant que nos tuyauteurs sur le chantier étaient  
25 arrêtés. Les tuyauteurs ne travaillaient plus. J'ai

1           téléphoné à Gérard Cyr, on s'est donné rendez-vous  
2           le lendemain matin. Le lendemain matin, j'ai  
3           rencontré Gérard, nous avons déjeuné ensemble. Ça a  
4           été un déjeuner, encore une fois, assez cordial. Le  
5           message était clair que je devais travailler avec  
6           lui mais il négociait aussi pour monsieur Léopold.  
7           Monsieur Léopold avait une... une clause de blocage  
8           dans la convention des actionnaires de Ganotec, on  
9           ne pouvait vendre sans son accord. Monsieur Léopold  
10          a négocié la cause... la clause de blocage avec une  
11          prime de vente, si on veut, là. Ce matin-là j'ai eu  
12          l'impression que Gérard négociait pour monsieur  
13          Léopold. Là on est au quatorze (14) mars.

14                 Après ce déjeuner-là avec Gérard, je...  
15          j'avais vraiment aucune idée comment les choses  
16          allaient tourner. J'ai décidé de réunir plusieurs  
17          actionnaires de Ganotec à Trois-Rivières, ça s'est  
18          passé un vendredi soir, vers la fin mars. J'ai  
19          expliqué aux actionnaires qui étaient là la...  
20          qu'est-ce qui se passait, là, l'histoire de Léopold  
21          avec Gérard, l'argent remis. Lors de cette soirée-  
22          là, nous avons pris une décision, qui peut sembler  
23          bizarre après le temps, là. Encore une fois, on  
24          savait pas comment ça allait virer, les  
25          actionnaires qui étaient là, on a décidé de mettre

1 de l'argent personnel de côté, quatre cent mille  
2 dollars (400 000 \$), au cas où si on avait besoin,  
3 si on avait des menaces, si on avait besoin  
4 d'acheter une assurance contre Gérard. Il y  
5 avait... je me souviens pas du nombre  
6 d'actionnaires présents, là, six, sept, huit.  
7 (15:44:15)

8 LA PRÉSIDENTE :

9 Q. **[527]** Qu'est-ce que vous voulez dire quand vous  
10 dites « d'acheter une assurance contre Gérard »?

11 R. Ce que je comprends, c'est quand une compagnie...  
12 c'est mon interprétation, quand une compagnie donne  
13 de l'argent à Gérard c'est pour pas avoir de  
14 troubles. C'est ça que je veux dire, pas se faire  
15 frapper puis acheter une assurance comme quoi on se  
16 fera pas frapper. Pour moi c'est comme une  
17 protection qu'un bar paie à... à la gang de  
18 quartier ou... pour pas passer au feu ou... C'est  
19 mes mots, c'est mon interprétation, là.

20 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

21 Q. **[528]** Là on est à une date où vous annoncez ça aux  
22 actionnaires. Je vais y revenir dans un instant.  
23 Entre-temps, si je me trompe pas, il y a notamment  
24 le fils de monsieur Gagnon qui quitte l'entreprise,  
25 est-ce que c'est exact?

1 R. Entre-temps ou juste après, quelque chose...

2 Q. **[529]** Dans les mêmes eaux.

3 R. ... comme fin mars, début avril.

4 Q. **[530]** Et qu'est-ce qui... qu'est-ce qu'il fait, cet  
5 individu-là, quand il quitte l'entreprise il fait  
6 quoi?

7 R. Il est parti avec une couple d'employés de  
8 Ganotec : Martin Gagnon, qui est le neveu de  
9 monsieur Léopold...

10 Q. **[531]** Sans égard aux noms, disons. Et est-ce  
11 qu'il... part avec les employés, il va... il se  
12 joint à une autre entreprise ou...

13 R. Il part sa compagnie. Mathieu a parti une compagnie  
14 qui s'appelle Maco.

15 Q. **[532]** Puis est-ce que les démarches de la part de  
16 Maco qui visent à ajouter à la pression qui pèse  
17 sur Ganotec?

18 R. Bien je suis pas sûr de comprendre la question.

19 Q. **[533]** Bien c'est-à-dire que...

20 R. Je peux vous conter qu'est-ce qui s'est passé, là.  
21 C'est... monsieur Léopold a fait la tournée des...  
22 des clients de Ganotec pour annoncer que Ganotec  
23 allait être vendue. En même temps monsieur Léopold  
24 se négociait un prix de vente, une prime de vente.  
25 J'ai... Gérard, à un moment donné, m'a annoncé que

1 le premier (1er) mai il rencontrait Petro-Canada,  
2 il a annoncé à Petro-Canada que Léopold se... que  
3 Maco, Mathieu se partait en affaires.

4 Q. **[534]** Donc, pour vous Maco c'est pas juste Mathieu,  
5 c'est aussi Léopold, parce que c'est un lapsus  
6 révélateur, là que vous...

7 R. C'est un lapsus. Je connais l'histoire des clients  
8 qui ont été rencontrés par monsieur Léopold, je  
9 sais qu'est-ce qu'il leur a dit. Je m'excuse du  
10 lapsus.

11 Q. **[535]** Qu'est-ce qu'il leur a dit?

12 R. Bien, que son garçon se partait en affaires, que  
13 Ganotec ça serait plus pareil maintenant. Quelque  
14 chose du genre.

15 Q. **[536]** Puis donc, il y a une forme de démarchage qui  
16 est entreprise par monsieur Léopold au moment même  
17 où il négocie avec vous pour se faire racheter  
18 possiblement, il utilise pour ce faire même les  
19 services de monsieur Cyr, en parallèle, son fils  
20 démarre une entreprise concurrente avec un certain  
21 nombre d'employés de Ganotec et monsieur Léopold en  
22 annonçant aux clients que Ganotec est vendue à une  
23 entreprise étrangère en ajoute une couche, si on  
24 peut dire, en disant que les choses ne seront plus  
25 comme elles étaient avant, mais que par ailleurs

1 son fils lui démarre une entreprise. Est-ce que ça  
2 décrit le portrait?

3 R. Oui. Mais j'aimerais ça, à un moment donné les gens  
4 ont le droit de se partir en affaires à côté, là.

5 Q. **[537]** Certes.

6 R. Monsieur Léopold avait une clause de non-  
7 concurrence après la vente.

8 Q. **[538]** O.K.

9 R. Avant la vente c'est discutable, disons. Une chose  
10 qu'il faut que je révèle à la Commission, c'est je  
11 regardais avec les enquêteurs hier pour trouver la  
12 date, là, je sais que c'est le Jeudi Saint avant  
13 Pâques en deux mille sept (2007), j'ai versé  
14 personnellement dix mille dollars (10 000 \$) à  
15 Gérard Cyr. Dans ma tête, j'achetais du...  
16 j'achetais du temps. Ça fait que de mémoire je  
17 dirais que c'est vers le quatre (4) avril.

18 Les choses ont continué, Kiewit faisait la  
19 vérification diligente chez Ganotec. En passant,  
20 Kiewit ignorait que j'avais versé dix mille dollars  
21 (10 000 \$). J'ai tenu au courant, de mémoire, deux  
22 actionnaires de Ganotec, Eugène Arsenault et  
23 François Saint-Hilaire.

24 Finalement, monsieur Léopold s'est entendu  
25 avec Louis Chapdelaine qui a agi de Kiewit, qui a

1           agi comme facilitateur pour que les choses se  
2           règlent. Finalement, monsieur Léopold a accepté de  
3           vendre également. Donc, la vente a eu lieu, c'était  
4           un vendredi soir, le premier (1er) ou le deux (2)  
5           juin deux mille sept (2007).

6       Q. **[539]** Quand vous avez annoncé aux autres  
7           actionnaires l'existence de l'entente avec monsieur  
8           Cyr, la réaction de tout le monde ou globalement,  
9           j'imagine que ça a pu être varié, mais c'est quoi  
10          l'écho du groupe d'actionnaires, c'est pas banal  
11          quand même?

12       R. Je me souviens qu'un gars était, Daniel Cartier,  
13          était, je dirais, déçu, mais la surprise devait pas  
14          être si grosse que ça parce qu'à la fin du souper  
15          tout le monde était d'accord que c'était une  
16          précaution à prendre. Ça fait que personne a été  
17          très surpris, je crois.

18       Q. **[540]** Certains de ces actionnaires-là étaient  
19          originalement avant de devenir, de ce que j'en  
20          conçois, là, dans une certaine mesure patrons ou au  
21          moins cadres peut-être de l'entreprise, disons  
22          certains d'entre eux étaient affiliés au local 144,  
23          étaient des mécaniciens tuyauteurs ou...

24       R. Daniel Cartier est tuyauteur, membre du 144. Mais  
25          nous avons des actionnaires minoritaires qui

1 possédaient peut-être un point cinq pour cent  
2 (1,5 %) ou un pour cent (1 %), puis ces  
3 actionnaires minoritaires là nous les avons pas  
4 amenés à ce souper-là. C'était plus des gens qui  
5 possédaient cinq ou sept pour cent (5-7 %) de la  
6 compagnie ou Eugène Arsenault qui possédait treize  
7 pour cent (13 %). Ça fait que c'était les  
8 actionnaires significatifs qu'on a amenés là.

9 Q. **[541]** Et monsieur Cartier en tant que membre du 144  
10 pensait quoi de cette situation-là, est-ce qu'il a  
11 partagé avec vous, vous avez dit qu'il était déçu  
12 tout à l'heure je pense, vous avez indiqué. Est-ce  
13 que, disons, il s'est exprimé plus clairement que  
14 ça ou...

15 R. Daniel s'est senti volé, mais c'est un détail,  
16 c'est le souvenir que j'ai. Je suis pas sûr s'il  
17 m'a fait part de ça ce soir-là ou après ou de son  
18 état d'âme, là.

19 (15:51:19)

20 LA PRÉSIDENTE :

21 Q. **[542]** Quand vous dites qu'il s'est senti volé, est-  
22 ce qu'il vous l'a dit à un moment donné?

23 R. Oui.

24 Q. **[543]** O.K.

25 R. Je sais pas si c'est ce soir-là, Madame.

1 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

2 Q. **[544]** Kiewit a été officiellement avisé dans le  
3 cadre de la vente de l'existence de cette entente-  
4 là?

5 R. Oui. Les avocats de Ganotec ont insisté pour qu'il  
6 y ait une représentation. Quand on fait une vente  
7 de compagnie, on déclare tout ce qu'il y a dans le  
8 placard, on fait des représentations, ça fait qu'un  
9 certain maître Robitaille a exigé qu'il y ait une  
10 représentation, une feuille, une lettre signée par  
11 Kiewit comme quoi ils étaient au courant de... des  
12 versements à Gérard Cyr, que j'ai d'ailleurs remis  
13 à la Commission.

14 Q. **[545]** Madame Blanchette, si on va à l'onglet numéro  
15 4?

16 LA GREFFIÈRE :  
17 1399.  
18 (15:52:25)

19  
20 116P-1399 : Lettre entre Kiewit et Ganotec  
21 reconnaissant des paiements à Gérard  
22 Cyr du 1er juin 2007  
23

24 LA PRÉSIDENTE :

25 Q. **[546]** Si vous permettez, Maître, pendant que...

1 est-ce que... est-ce que les onglets 1, 2 et 3 ont  
2 été cotés?

3 Me CAINNECH LUSSIAÀ BERDOU :

4 Oui. 2 était déjà une pièce, 1 a été coté.

5 LA PRÉSIDENTE :

6 1 c'est 1397?

7 LA GREFFIÈRE :

8 Oui. 2 était déjà coté 1143, 3, 1398.

9 LA PRÉSIDENTE :

10 O.K. 3, 1399?

11 LA GREFFIÈRE :

12 98.

13 LA PRÉSIDENTE :

14 98, O.K.

15 Me CAINNECH LUSSIAÀ BERDOU :

16 Q. **[547]** Donc ça c'est le document en question?

17 R. Oui.

18 Q. **[548]** On voit à la troisième ligne du troisième  
19 paragraphe, là, on a... on a enlevé quelques noms  
20 d'actionnaires qui n'avaient pas fait l'objet du  
21 témoignage, que cette lettre vous est adressée pour  
22 vous confirmer que Peter Kiewit Son's Company,  
23 leurs représentants ont été informés de certaines  
24 violations des représentations en garantie énoncées  
25 à la section 4, article 33 de l'entente par le...

1 l'occurrence de paiements qui ont été faits à un  
2 représentant syndical, nommément monsieur Gérard  
3 Cyr, de la part de Ganotec avant la date de l'en...  
4 bien du « closing », là, de la signature de  
5 l'entente. Et ils ajoutent qu'il y a eu des  
6 instructions qui ont été données, c'est bien ça  
7 qui... et ce document-là, si j'ai bien compris, a  
8 été inclus au moment de la vente dans les  
9 documents. Allez-y, vous voulez ajouter quelque  
10 chose?

11 R. Bien je pensais que c'était une représentation qui  
12 était ultra confidentielle, là, puis finalement,  
13 des mois plus tard, quand j'ai reçu le contrat de  
14 vente, ça a même été relié à travers toute la...  
15 toute la documentation, là.

16 Q. **[549]** Ça mis à part, évidemment ce document-là est  
17 daté du premier (1er) juin deux mille sept (2007)  
18 et vous nous avez indiqué un peu plus tôt que  
19 quelque part au mois d'avril environ, là, au début  
20 du mois d'avril, vous aviez remis une somme de dix  
21 mille dollars (10 000 \$)...

22 R. Oui.

23 Q. **[550]** ... à monsieur Cyr. Je conçois qu'entre-  
24 temps, autour des dates qui mènent au « closing »,  
25 il y a eu le fonds de quatre cent mille dollars

1 (400 000 \$) qui a été constitué, disons. Est-ce que  
2 vous avez utilisé ce fonds-là?

3 R. Dans?

4 Q. **[551]** Dans... pour les fins pour lesquelles il  
5 avait été...

6 R. Non.

7 Q. **[552]** ... utilisé? Est-ce que vous avez remis de  
8 l'argent à monsieur Cyr à une autre occasion?

9 R. Est-ce que je peux y revenir plus tard?

10 Q. **[553]** Si vous voulez y revenir plus tard, allez-y,  
11 mais continuez à la prochaine étape à ce moment-là.

12 R. C'est... donc vous êtes correct avec la  
13 représentation qu'on a faite?

14 Q. **[554]** Oui.

15 R. C'est... donc en mai, j'avais entendu que Gérard  
16 faisait du lobbying chez Suncor, j'ai entendu que  
17 Gérard avait fait du lobbying à... chez Ultramar, à  
18 la raffinerie, à Saint-Romuald.

19 Q. **[555]** Lobbying visant quoi?

20 R. Que Ganotec c'était plus pareil. Ça fait longtemps  
21 j'ai... je veux... je pense c'est important que  
22 vous compreniez toutes les... comment ça s'est  
23 passé, qu'est-ce que j'ai essayé de faire puis  
24 certaines mauvaises décisions, là. Qu'est-ce que  
25 j'ai fait pour répondre à ça, j'ai rencontré Suncor

1 et j'ai dévoilé à Suncor la représentation,  
2 l'existence dans le passé des paiements de Ganotec  
3 à Gérard Cyr, j'ai fait la même chose chez  
4 Ultramar. Ça fait qu'au fil des mois, j'ai élargi  
5 le cercle des gens au courant de ces faits-là. Vous  
6 pourriez... vous pourriez dire que je me cherchais  
7 des alliés. Je me souviens d'avoir rencontré le  
8 gérant d'affaires des chaudronniers qui était à  
9 l'époque... il faudrait pas que je me trompe de  
10 nom, là, Guy Villemure, je me souviens d'avoir  
11 rencontré Jacques Dubois qui était pour moi un  
12 représentant très influent du côté monteurs  
13 d'acier, je me souviens d'avoir rencontré Jocelyn  
14 Dupuis que vous connaissez bien, Rénald Grondin, ça  
15 fait que je me cherchais des alliés. J'expliquais  
16 comme ça de... dans ma tête j'expliquais de cette  
17 façon-là les... les différentes représentations que  
18 faisait Gérard à droite et à gauche.

19 Q. **[556]** D'accord.

20 R. Un peu plus tard... Là vous allez être content, je  
21 vais arriver à votre élément. Je m'explique  
22 difficilement ma... ma... ma décision, là, mais  
23 j'ai fait comme un cadeau de Noël, si vous voulez,  
24 à Gérard, où, en décembre deux mille... deux mille  
25 sept (2007), ça fait que j'ai donné vingt mille

1 dollars (20 000 \$) de mon argent à Gérard. Je sais  
2 pas si j'achetais du temps ou je testais la  
3 température de l'eau, la... Disons, que ça pas été  
4 ma meilleure idée dans tout le contexte de... de  
5 conflit, si on veut, avec Gérard, là. Mais je l'ai  
6 fait.

7 Q. [557] Là on est six mois après la vente...

8 R. Exact.

9 Q. [558] ... c'est exact? Et il y a déjà donc une  
10 atmosphère où monsieur Cyr semble, disons, nuire ou  
11 tenter de nuire à... aux affaires de Ganotec, c'est  
12 comme ça que vous le percevez ou...

13 R. Bien, quand tu sais qu'il y a du lobbying qui se  
14 fait auprès de plusieurs compagnies, puis c'est  
15 toujours les mêmes mots : « Ganotec c'est plus  
16 pareil, il y a une nouvelle compagnie », ainsi de  
17 suite, tu devines qu'est-ce qui s'en vient, là.  
18 (15:59:08)

19 LA PRÉSIDENTE :

20 Q. [559] Quelle était la réaction à la fois de Suncor,  
21 de... d'Ultramar, des personnes à qui vous avez  
22 parlé, monsieur Villemure, Dubois, Dupuis et  
23 monsieur Grondin, lorsque vous leur avez dit que  
24 vous donniez de l'argent à monsieur Cyr?

25 R. Une des réactions qui m'a le plus frappé ça a été

1 le directeur général d'Ultramar, Richard Boucher.  
2 Il m'a dit : « Si jamais j'entends parler que  
3 Ganotec donne de l'argent encore à Gérard Cyr, vous  
4 sortez de la raffinerie. » Ça fait qu'il a pris une  
5 position très ferme. Suncor, je me souviens pas de  
6 la réaction, c'était... il comprenait comment ça se  
7 passait. Guy Villemure, Jacques Dubois, Jocelyn  
8 Dupuis, j'ai vu aucune surprise. Je sais pas s'ils  
9 connaissaient déjà mais c'était... Il faut dire que  
10 ça fait plusieurs années, Madame, mais c'est plus  
11 la réaction de Richard Boucher qui m'a frappé.

12 Q. [560] O.K.

13 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

14 Q. [561] Vous avez donc remis ce cadeau de Noël à  
15 monsieur Cyr dans quelles circonstances, vous  
16 l'avez appelé, vous lui avez dit : « Je voudrais te  
17 voir »?

18 R. On s'est rencontrés dans un Tim Hortons en fin de  
19 journée au début décembre.

20 Q. [562] Là, si je comprends bien, à ce moment-là ça  
21 fait plusieurs mois qu'il n'a rien reçu, il y a eu  
22 la vente entre-temps. Les ponts étaient un peu  
23 coupés, là, sa réaction à lui, à ce moment-là,  
24 c'est quoi?

25 R. Il a pris l'argent.

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Q. **[563]** Je m'excuse, le vingt mille dollars

3 (20 000 \$)... Je m'excuse, Maître Lussiaà-Berdou.

4 Le vingt mille dollars (20 000 \$), j'ai compris que  
5 c'était six mois avant le... la vente...

6 R. Non, après.

7 Q. **[564]** C'est après. Six mois...

8 R. Non, c'est vraiment... J'ai peut-être dit la  
9 mauvaise année, c'est décembre deux mille sept  
10 (2007). On a fait la vente le premier (1er) ou deux  
11 (2) juin deux mille sept (2007).

12 Q. **[565]** Et le... et donc, le cadeau de Noël c'est en  
13 décembre deux mille sept (2007)?

14 R. Oui.

15 Q. **[566]** O.K.

16 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

17 Q. **[567]** Vous avez pas avisé, encore une fois, Kiewit?

18 R. Non.

19 Q. **[568]** Les instructions de Kiewit, qui sont  
20 indiquées au document ici, étaient claires  
21 pourtant, là.

22 R. Oui.

23 Q. **[569]** Donc, vous faites ce versement-là, monsieur  
24 Larouche l'accepte. Pardon, monsieur Cyr accepte  
25 l'argent. Aucune autre réaction de sa part,

1           contentement, déplaisir, la discussion tourne pas  
2           autour de... il s'agit quand même d'un... si je  
3           vous ai bien suivi, monsieur Cyr se plaint du fait  
4           que les choses ne sont plus comme avant, c'est le  
5           message qui passe. Est-ce que ça ce n'est pas un  
6           retour à l'ancienne relation? Est-ce que ça devrait  
7           pas...

8           R. Je me souviens pas de sa réaction.

9           Q. **[570]** Parfait. Si on va à l'onglet 5, Madame  
10          Blanchette, juste pour...

11          LA GREFFIÈRE :  
12          1400.

13  
14          116P-1400 : Relevé de compte bancaire de Serge  
15                           Larouche en date du 17 décembre 2007

16  
17          Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

18          Q. **[571]** Si on va à la deuxième page. La plupart des  
19          informations sont caviardées mais... deuxième page,  
20          il y en a une qui est laissée libre. On voit en  
21          date du trois (3) décembre sur un document...  
22          d'ailleurs, Monsieur Larouche, ce document-là vous  
23          le reconnaissez?

24          R. Oui, c'est un relevé bancaire d'un compte personnel  
25          à moi.

1 Q. **[572]** Et si on voit le trois (3) décembre, retrait  
2 vingt mille (20 000), c'est le retrait?

3 R. C'est le retrait pour faire un cadeau de Noël à  
4 Gérard.

5 Q. **[573]** On en a discuté peut-être un petit peu plus  
6 tôt, mais vous avez parlé de... monsieur Lachance  
7 vous avait interpellé je pense un peu plus tôt pour  
8 vous demander quel genre de démarches avaient pu  
9 être entreprises pour réagir. Est-ce que là il y en  
10 a eu aussi, par exemple, avec la CCQ et tout ça, à  
11 ce moment-là?

12 R. Non. Bien pas à ce moment-là, c'est la... la  
13 tension a augmenté au mois de janvier deux mille  
14 huit (2008). On peut aller...

15 Q. **[574]** On était en décembre deux mille sept (2007),  
16 je voulais, on est en janvier deux mille huit  
17 (2008)?

18 R. O.K. Bien janvier deux mille huit (2008), c'est...  
19 non, avant d'aller là, en décembre deux mille sept  
20 (2007), il y a un très bon, un agent d'affaires qui  
21 travaille pour Gérard, Martin Bédard. On le connaît  
22 parce que Martin était surintendant pour le Groupe  
23 Gad quand Ganotec a acheté Gad en deux mille deux  
24 (2002). Martin Bédard était surintendant. On savait  
25 que Martin était malheureux, qu'il aimait pas son

1 travail au 144. On avait eu des discussions avec  
2 Martin pour l'engager comme surintendant chez  
3 Ganotec comme surintendant de tuyauterie. Puis  
4 Martin était d'accord, puis vu Gérard était  
5 l'employeur de Martin, la discussion que j'avais  
6 eue moi-même avec Martin c'est que c'est pas moi  
7 qui allais parler à Gérard, c'est lui qui allait  
8 parler à son patron.

9 Q. **[575]** Qu'est-ce que vous voulez dire que vous dites  
10 que Gérard était l'employeur de Martin?

11 R. Mais c'est, Martin était l'agent d'affaires.

12 Q. **[576]** Ah, oui, d'accord. Il travaillait pour le  
13 local?

14 R. Gérard est le gérant d'affaires, il travaillait  
15 pour le local. Son boss c'est Gérard.

16 Q. **[577]** Je comprends.

17 R. Avant d'aller à Noël deux mille sept (2007),  
18 c'était le contexte. Nous on voulait mettre la main  
19 sur un bon surintendant. C'est au début janvier,  
20 Gérard s'est objecté à ce que Martin quitte le  
21 local, donc qu'il vienne chez Ganotec. À la... là,  
22 je vais sauter vers le vingt-cinq (25), vingt-six  
23 (26) janvier. Le dernier lundi du mois, le 144,  
24 Gérard a une réunion avec ses membres. Le lendemain  
25 de la réunion moi j'ai un appel à Trois-Rivières de

1 Eugène Arsenault qui me dit que Gérard Cyr a  
2 déclaré ouvertement la guerre à Ganotec à la  
3 réunion de la veille.

4 Je devais réagir rapidement. Ce que j'ai  
5 fait, j'ai appelé un avocat qui est maître Pierre  
6 Pilote, je me suis entendu avec maître Pilote qu'il  
7 allait parler à monsieur Ménard, André Ménard, le  
8 président de la CCQ. L'ordre que maître Pilote  
9 avait c'était de parler à André Ménard puis de le  
10 mettre au courant de la façon de fonctionner de  
11 Gérard Cyr au niveau... au niveau monétaire.

12 Ce que j'ai fait, j'ai téléphoné à Louis  
13 Rhéaume, l'agent d'affaires de la région de Québec  
14 du 144, je lui ai dit d'une façon assez directe  
15 c'était le... comment Gérard fonctionnait avec...  
16 avec les entrepreneurs, avec monsieur Léopold. J'ai  
17 averti Louis Rhéaume de pas toucher au chantier de  
18 Ganotec, qu'il m'avait jamais rien fait, qu'il  
19 m'avait jamais fait de menaces, puis que je voulais  
20 que ça reste comme ça.

21 À Trois-Rivières, j'ai fait venir l'agent  
22 d'affaires, Marc Élie, à nos bureaux parce que  
23 j'étais à Trois-Rivières, devant témoin, j'ai  
24 rencontré Marc, pour lui dire sensiblement la même  
25 chose de pas menacer, puis de pas toucher à nos

1 chantiers. Ensuite j'ai pris la route, je voulais  
2 rencontrer des travailleurs qui avaient assisté à  
3 la réunion de la veille de Gérard Cyr.

4 J'étais sur la route, Gérard m'a téléphoné,  
5 il m'a invité à aller à son local pour écouter  
6 l'enregistrement de la réunion de la veille, il me  
7 dit : « Non, non, c'est pas vrai, j'ai pas déclaré  
8 la guerre. » Quand je suis arrivé à Montréal, j'ai  
9 pas réussi à trouver des... des membres qui avaient  
10 assisté la veille à la réunion du 144 même s'il y a  
11 sept cents (700) personnes présentes, personne ne  
12 voulait me parler. Je me suis rendu au local 144  
13 accompagné de Daniel Cartier, Eugène Arsenault,  
14 pour écouter l'enregistrement de la veille, de la  
15 réunion de la veille, ça vous donne une idée des  
16 tensions qu'il y avait. Lors de cette réunion-là  
17 avec Gérard, Gérard m'a dit qu'il y avait pas de  
18 guerre avec Ganotec. Nous avions des problèmes  
19 d'overtime, de temps supplémentaire sur le chantier  
20 de Suncor au mois de janvier ça fait que j'ai  
21 demandé à Gérard de venir le mercredi matin à une  
22 réunion qui était déjà planifiée avec plusieurs  
23 donneurs d'ouvrage, Shell, Ultramar, Petro-Canada  
24 puis de confirmer à nos clients qu'il y avait pas  
25 de guerre avec Ganotec puis qu'on pourrait faire de

1 l'overtime sur nos chantiers pendant les arrêts  
2 pour rassurer nos clients. Ce que Gérard a fait, il  
3 est venu le lendemain matin, la réunion était chez  
4 Shell, Gérard a confirmé qu'on pourrait faire de  
5 l'overtime puis qu'il y avait pas de guerre avec  
6 Ganotec. C'est compréhensible, mon histoire?

7 Q. [578] Oui, en ce qui me concerne.

8 (16:09:07)

9 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

10 Q. [579] Est-ce qu'on comprend que pour un employé,  
11 pour pouvoir faire du supplémentaire, ça prenait la  
12 permission de monsieur Gérard Cyr, qu'il avait à ce  
13 point de pouvoir pour empêcher les gens de faire du  
14 supplémentaire même s'ils voulaient en faire?

15 R. La façon que ça se passe, on n'apprend pas qu'il y  
16 a un ordre du local mais les travailleurs, tout  
17 d'un coup, ont plus le goût de faire de l'overtime,  
18 c'est un peu comme ça que ça se passe, là. J'ai  
19 même une anecdote avec un autre ministre du  
20 travail, tantôt, qui touche l'overtime. Ça va?

21 Me CAINNECH LUSSIAÀ BERDOU :

22 Q. [580] C'est un peu la même chose, j' imagine, quand  
23 vous dites que sur sept cents (700) travailleurs  
24 qui ont assisté ou à la rencontre du soir d'avant,  
25 tout d'un coup personne n'est disponible pour vous

1            parler de ce qui s'est dit, c'est sûrement que...  
2            c'est sûrement pas que vous êtes pas capable de  
3            rejoindre qui que ce soit?

4        R. Je me souviens que je m'attendais à voir un de nos  
5            surintendants qui avait assisté à la réunion, mais  
6            il a eu une urgence sur un chantier, qui est peut-  
7            être vrai, là, mais c'était difficile de trouver...

8        Q. **[581]** Qui que ce soit de disponible pour répondre?

9        R. ... un témoin, si on veut, là. Puis c'est  
10            compréhensible aussi, là, c'est leur gagne-pain.

11       Q. **[582]** Cette réunion avec Shell, à laquelle vous  
12            venez de faire allusion, est-ce qu'il a été... est-  
13            ce que vous avez eu des discussions avec monsieur  
14            Cyr, à ce moment-là aussi, en ce qui concernait la  
15            question de l'argent que vous lui avez remis?

16       R. À la fin de la réunion chez Shell, il m'a demand...  
17            il m'a dit: « Dis à mes gars qu'hier tu mentais  
18            quand tu leur as parlé. » Puis il y avait plusieurs  
19            témoins chez... dans cette réunion-là, il y avait  
20            encore des gens de Shell, il me semble qu'il y  
21            avait encore des gens d'Ultramar puis Gérard  
22            parlait fort puis j'ai parlé fort, j'ai le défaut  
23            de répondre fort quand on me parle fort, j'ai  
24            répondu à Gérard que jamais je mentirais puis la  
25            veille, j'avais dit la vérité puis si je mentais,

1 bien mon chat était mort. C'est ce que je me  
2 souviens de la réunion, là, c'est comme ça que ça  
3 s'est passé.

4 Q. **[583]** Suite à cette réunion-là, est-ce que vous  
5 avez eu d'autres contacts avec monsieur Cyr?

6 R. Oui. Monsieur Cyr, nous avons eu un... un déjeuner,  
7 je dirais vers la mi-mars, je pourrais retrouver la  
8 date avec mes agendas, là, mais c'est vers la mi-  
9 mars, Gérard m'a remis le trente mille dollars  
10 (30 000 \$), donc le dix mille (10 000) et le vingt  
11 mille (20 000).

12 Q. **[584]** Donc, vous aviez versé dix mille dollars  
13 (10 000 \$) au début de deux mille sept (2007),  
14 quelque part en avril ça fait que je dis au  
15 premier... premier tiers, là, si je me souviens  
16 bien vous avez parlé du quatre (4) avril peut-être  
17 ou quelque chose comme ça?

18 R. Vers le quatre (4) ou cinq (5) avril deux mille  
19 sept (2007).

20 Q. **[585]** Vous aviez versé un autre vingt mille dollars  
21 (20 000 \$)...

22 R. Le cadeau de Noël.

23 Q. **[586]** ... au trois (3) décembre ou autour du trois  
24 (3) décembre? Et là, le treize (13) mars deux mille  
25 huit (2008), donc un an à toutes fins pratiques ou

1           presque un an après le premier versement, monsieur  
2           Cyr est venu vous rendre cet argent-là?

3           R. Oui.

4           Q. **[587]** Est-ce qu'il a expliqué pourquoi soudainement  
5           il sentait le besoin de s'en débarrasser?

6           R. Il m'a remis l'argent dans un sac de plastique,  
7           l'argent était entouré dans des essuie-tout puis  
8           moi, il m'a dit des mots... les mots exacts c'est  
9           difficile de s'en souvenir, là, mais en voulant  
10          dire: « Je suis clean » ou quelque chose du genre,  
11          là. C'est ce que je me souviens du déjeuner, là.

12          Q. **[588]** O.K. Est-ce qu'il y a pas eu d'autres  
13          commentaires de la part de monsieur Cyr ce jour-là  
14          aussi?

15          R. Oui. Monsieur Cyr m'a annoncé... m'a dit : « On m'a  
16          conseillé de te faire passer une menace  
17          indirecte ». Puis d'ailleurs, c'est la seule fois  
18          que Gérard a fait une menace indirecte, si on veut,  
19          là. Je l'ai pris comme une menace indirecte aussi,  
20          là.

21          Q. **[589]** Monsieur Cyr avait... de votre perspective,  
22          est-ce qu'il avait l'habitude, disons, de jouer les  
23          gros bras, si on peut dire? Est-ce que c'est  
24          quelqu'un qui était... qui intimidait dans ses  
25          relations avec vous? Là vous dites que c'est la

1 seule menace indirecte qui vous est adressée. Mais,  
2 est-ce que, par ailleurs, vous aviez ce sentiment-  
3 là? C'est vraiment votre seul exemple.

4 R. Il a toujours été poli avec moi, là, mais cette  
5 fois-là, c'était...

6 Q. **[590]** Est-ce qu'il venait accompagné dans ces  
7 rencontres-là?

8 R. Cette rencontre-là, j'ai vu personne autour,  
9 j'étais seul à la table et j'ai vu personne autour.  
10 Après ce déjeuner-là, j'ai eu d'autres rencontres  
11 avec Gérard, puis je voyais des... des hommes à lui  
12 derrière, sur la table voisine ou en arrière, là.

13 Q. **[591]** Est-ce que vous avez perçu ça comme une forme  
14 d'intimidation ou...?

15 R. J'avais l'impression que Gérard faisait une... une  
16 campagne de blanchiment auprès de ses hommes, c'est  
17 l'impression que j'ai eue. Les... vous comprenez  
18 qu'il y avait pas mal de tension entre Ganotec et  
19 le 144. Je cherchais encore des solutions. J'ai...  
20 Ah! Non. Avant d'aller là... Je vais trop vite. On  
21 parlait du ministre du Travail - puis ça peut-être  
22 même pas rapport avec Gérard Cyr - mais on a eu des  
23 problèmes d'overtime sur un « shutdown » d'Ultramar  
24 le printemps deux mille huit (2008).

25 Avec l'aide de maître Pilote, j'ai

1           rencontré le ministre du Travail qui était David  
2           Whissell - j'espère que j'ai le bon nom ce coup-ci  
3           - puis j'ai fait part à David Whissell des  
4           problèmes d'overtime que nous avons sur nos  
5           chantiers. Et je sais que David Whissell a pris le  
6           temps d'appeler Gérard et lui a dit quelque chose  
7           du genre « j'aime pas beaucoup entendre ces  
8           histoires-là ».

9           Q. **[592]** Quand vous dites « problèmes d'overtime »,  
10          c'est ce à quoi vous faisiez référence tout à  
11          l'heure, c'est-à-dire que tout d'un coup, plus  
12          personne était intéressé à en faire, là?

13          R. On a eu des problèmes, je me souviens pas des  
14          détails d'overtime, mais c'était... on voulait  
15          faire de l'overtime chez Ultramar, puis c'était le  
16          contexte que si on rentrait pas le JF, le  
17          contremaître puis tout le bataclan, plus personne  
18          rentrait, là. Ça fait qu'on se faisait prendre sur  
19          le bras, là. Mais, comme j'ai mentionné, ça venait  
20          peut-être pas de Gérard, cet... cet...

21          Q. **[593]** Donc, ça a peut-être pas de lien avec  
22          l'histoire que vous nous racontez. Vous avez fait  
23          des démarches, vous avez dit tout à l'heure, auprès  
24          d'André Ménard. Est-ce que vous avez fait des  
25          démarches aussi auprès... parce que là on a eu des

1        témoins qui sont venus nous indiquer que,  
2        évidemment, les... il y a une hiérarchie, il y a un  
3        organisme qui chapeaute le 144 et ils doivent  
4        répondre dans certaines circonstances,  
5        d'associations plus globales qu'eux-mêmes. Bon. On  
6        a l'Inter qui est présent ici, puis il y a aussi,  
7        si je me trompe pas, là, l'Association  
8        internationale des métiers de tuyauterie, et  
9        caetera, là.

10      R. C'est ce qu'on appelle le UA, United Association.  
11      Au mois de juillet, je cherche encore des alliés,  
12      des solutions. J'ai eu l'idée d'aller rencontrer un  
13      homme qui s'appelle John Telford, c'est le  
14      directeur canadien du UA à Ottawa. J'ai rencontré  
15      John. Il a eu une réaction très professionnelle,  
16      mais il m'a expliqué aussi qu'il était... il avait  
17      un peu les mains attachées, là, peur de perdre  
18      les... les membres de ses locaux au Québec. Mais,  
19      il a pris le temps, à l'été deux mille huit (2008),  
20      de venir rencontrer Gérard. Il s'est fait  
21      accompagner d'un gars qui s'appelle Gino Morin  
22      comme traducteur.

23              Ce que j'ai compris après la rencontre,  
24      c'est que John a demandé à Gérard de laisser  
25      tranquille Ganotec. Ça fait que j'ai eu au moins

1 ce... cette réaction-là du UA. Je les ai trouvés  
2 professionnels.

3 Là, on est rendu à l'été deux mille huit  
4 (2008). À un moment donné, j'ai... j'étais tanné de  
5 la pression... de prendre de la pression. J'avais  
6 jamais parlé à Kiewit avant ces dates-là. Vers le  
7 mois d'août, septembre j'ai pris la décision  
8 d'ouvrir avec Kiewit. J'ai rencontré Kiewit, Louis  
9 Chapdelaine, puis là j'ai... j'ai comme tout mis  
10 sur la table, tout dévoilé à Louis, à Kiewit. Puis  
11 là j'ai eu des directives de Kiewit de ne plus  
12 communiquer avec Gérard Cyr, de garder mes  
13 distances.

14 Q. **[594]** Continuez.

15 R. Bien, c'est pas mal ça, là, j'ai rencontré Kiewit  
16 puis c'est...

17 Q. **[595]** Là, à ce moment-là...

18 R. Puis je dois dire que leurs conseils ont été les  
19 bons aussi.

20 Q. **[596]** Donc, à ce moment-là, c'est là que vous avez  
21 donc révélé tout ce qui concernait aussi,  
22 j'imagine, le fonds d'urgence qui avait été  
23 constitué?

24 R. Oui.

25 Q. **[597]** Qui, si je ne m'abuse, traîne depuis, à ce

1 moment-là, début deux mille sept (2007)?

2 R. Kiewit ont donné l'ordre de... de dissoudre le  
3 fonds d'urgence, qu'avec eux, ils en avaient pas  
4 besoin.

5 Q. **[598]** Donc, tout le monde a récupéré ses billes?

6 R. Oui.

7 Q. **[599]** Vous avez gardé votre trente mille dollars  
8 (30 000 \$), si je comprends bien?

9 R. Oui.

10 Q. **[600]** Vous aviez raconté, anecdotiquement, là, en  
11 ce qui concernait, par exemple, les tirages, que  
12 vous étiez allé voir Marteau, là, par rapport à la  
13 réception erronée du quatre cent cinquante-trois  
14 dollars (453 \$) qui était destiné au syndicat qui  
15 avait organisé le... au club social, peut-être, je  
16 sais pas, là, de l'organisation du tirage en  
17 question. Vous étiez allé... votre réaction a été  
18 d'aller voir la police.

19 R. Oui.

20 Q. **[601]** Là, en l'occurrence, ici, bon, on parle quand  
21 même de rencontres où vous versez des pots-de-vin  
22 et là on vous rend l'argent, on vous fait des  
23 menaces de mort, vous êtes très candide avec Kiewit  
24 mais à aucun moment dans ce processus-là vous êtes  
25 allé voir les autorités?

1 R. Non, jamais.

2 Q. **[602]** Pourquoi?

3 R. J'ai jamais eu... j'ai jamais senti le besoin d'y  
4 aller immédiat, là. L'histoire du tirage, je l'ai  
5 dit tantôt, c'est comme si j'avais une écoeurette  
6 (sic) aiguë de... de la façon de fonctionner. En...  
7 les années passent tellement vite. Une réaction, à  
8 un moment donné, là, comme en deux mille onze  
9 (2011), il s'est organisé un genre de comité pour  
10 étudier la productivité sur la construction, puis  
11 tout le pouvoir des... des syndicats vient de  
12 l'embauche. Ils avaient cinq questions, qu'on  
13 devait étudier, sur la productivité de la  
14 construction. J'ai fait un mémoire seulement sur...  
15 sur le droit à l'embauche puis je suis allé déposer  
16 le mémoire devant ce... ce panel-là. Je pense que  
17 c'est à l'été deux mille onze (2011). Une avo...  
18 quand j'ai déposé mon mémoire, une avocate de la  
19 CCQ m'a vu, elle m'a demandé de rencontrer Diane  
20 Lemieux. J'espère que j'ai le bon nom. J'ai  
21 expliqué à Diane le fonctionnement de la  
22 construction, le fonctionnement de Gérard. Ça fait  
23 qu'à un moment donné tu te dis : « J'en ai fait  
24 assez, là. » O.K.? C'est...

25 Q. **[603]** Les choses ne changent pas? Je vais revenir

1        au fait de savoir si les choses ont changé ou pas  
2        dans un instant. Rapidement, là on a eu des  
3        exemples d'interventions de monsieur Cyr ou du 144  
4        ou d'autres locaux, là, vis-à-vis l'overtime,  
5        notamment. J'aimerais que vous parliez un petit peu  
6        de la notion de « jumping time ». J'aimerais savoir  
7        ce que vous savez de ça. Qu'est-ce que c'est et  
8        comment ça se... ça s'applique?

9        R. « Jumping time », on a sur les... sur les jobs de  
10       pipelines de Gaz Métro, de gaz naturel, puis c'est  
11       des... nous donnons à nos... tous les travailleurs  
12       qui viennent du UA un « jumping time ». C'est des  
13       heures à temps double non travaillées à la fin de  
14       la journée du travail... à la fin de la journée de  
15       travail. La journée de travail dure habituellement  
16       dix (10) heures puis, par moment, c'est quatre  
17       heures de « jumping time » ou cinq heures de  
18       « jumping time » à la fin de la journée, là, qu'on  
19       remet aux travailleurs. Un genre de boni, si tu  
20       veux. Si vous voulez, pardon.

21       Q. **[604]** Et, ça, ça vient d'où cette... cette notion-  
22       là d'heures additionnelles ou de boni?

23       R. Ça vient de l'interprétation du « pipeline  
24       agreement ». Il y a un « pipeline agreement »...  
25       puis je suis pas un expert en relations de travail

1            puis... Et ça fait quatre ans que je travaille hors  
2            Québec, surtout, aussi, là. C'est... il y a un  
3            « pipeline agreement » canadien qui parle... je  
4            sais même pas si c'est écrit, là, mais il donne du  
5            « jumping time » aux soudeurs, aux gens qui ont un  
6            gros effet sur la productivité, l'installation de  
7            la ligne, du pipeline.

8            Au Québec ce que je comprends c'est le  
9            « jumping time » est élargi à la notion de  
10          tuyauteur-soudeur, toute l'équipe. Lorsqu'on fait,  
11          on monte une proposition on s'assure de connaître  
12          c'est quoi les conditions pour cette job-là.

13        Q. **[605]** Donc, avant de déposer une offre, enfin une  
14          soumission à un éventuel donneur d'ouvrage pour la  
15          construction de certains pipelines au Québec, on  
16          consulte le local 144, c'est bien de ça qu'il  
17          s'agit?

18        R. Oui.

19        Q. **[606]** Ou on consultait peut-être, pour savoir  
20          quelles seraient leurs conditions en ce qui  
21          concerne notamment le « jumping time »?

22        R. C'est ça.

23        Q. **[607]** Ces conditions-là sont susceptibles de varier  
24          d'un entrepreneur à l'autre, j'imagine, selon qui  
25          appelle monsieur Cyr ou monsieur ou qui que ce soit

1           qui est au 144?

2       R. J'ai jamais eu connaissance de variation entre  
3       entrepreneurs, là, ça varie de type de job,  
4       certaines jobs c'est deux heures de « jumping  
5       time » ou trois heures, les gros pipelines quatre  
6       heures, cinq heures.

7       Q. **[608]** Et ça, donc, ça c'est tenu en compte à ce  
8       moment-là lorsque...

9       R. Je m'excuse de toujours le regarder.

10      Q. **[609]** ... lorsque la soumission est déposée auprès  
11      du donneur d'ouvrage, évidemment Ganotec tient  
12      compte de cette donnée-là pour ajuster sa  
13      soumission?

14      R. Pour nous c'est des frais de soumission.

15      Q. **[610]** Est-ce que vous diriez que c'est à la  
16      connaissance du donneur d'ouvrage habituellement  
17      que ce genre de... d'exigence additionnelle?

18      R. Je dirais que oui.

19      Q. **[611]** Évidemment, juste brièvement, les choses  
20      aujourd'hui à votre connaissance est-ce qu'elles  
21      ont changé par rapport à ce que vous avez décrit,  
22      je sais qu'il y a eu des modifications législatives  
23      notamment l'an dernier, là, je peux me tromper,  
24      peut-être un petit peu plus de temps que ça. Et  
25      est-ce que dans le cadre de votre travail vous avez

1 constaté une modification de certaines des  
2 situations que vous avez décrites, notamment en ce  
3 qui concerne le référencement?

4 R. Bien la CCQ a mis en place le carnet pour les...  
5 pour être un peu plus transparent sur le processus  
6 d'embauche au mois de septembre l'an dernier. Vous  
7 faites référence à ça.

8 Q. **[612]** Oui, je pense que oui?

9 R. C'est, ça c'est en application depuis vers la mi-  
10 septembre. Il y a, votre question est large. C'est  
11 le carnet d'embauche pour moi c'est un pas dans la  
12 bonne direction, ça exige une transparence de la  
13 part des entrepreneurs, nos demandes sont envoyées  
14 avant qu'on embauche des gens, ces demandes-là, ce  
15 que je comprends, partent aux différentes centrales  
16 syndicales.

17 Il y a encore des discussions après qu'on a  
18 fait des demandes, il y a encore des discussions  
19 avec les... avec les différents syndicats qui  
20 connaissent les hommes. Ce que j'ai entendu dire  
21 que même avec les tuyauteurs en septembre, octobre,  
22 ça allait bien. O.K. C'est ce que j'ai entendu  
23 dire.

24 Ce que j'entends c'est qu'il y a comme...  
25 je connais moins la FTQ parce qu'on travaille moins

1 avec la FTQ, mais du côté de l'Inter il y a comme  
2 une nouvelle génération qui... de leaders qui  
3 apparaissent, les Sylvain Morissette avec le 144,  
4 Pat Bérubé avec les monteurs d'acier, Michel  
5 Trépanier avec les « boilermakers », les  
6 chaudronniers. Je sens un vent de renouveau là,  
7 c'est une nouvelle atmosphère qui règne. Pour moi  
8 c'est positif. Je sais pas si ça répond à votre  
9 question.

10 Q. **[613]** En partie, plus spécifiquement si j'ai bien  
11 compris désormais quand vous dites : « Ça va bien  
12 avec le 144. » Est-ce que je me trompe par rapport  
13 à une situation antérieure où vous faisiez une  
14 demande au syndicat pour avoir des travailleurs et  
15 on vous envoyait les travailleurs et là vous disiez  
16 qu'il était possible d'avoir les fonds de baril,  
17 là, disons si les relations n'étaient pas  
18 suffisamment assouplies. Aujourd'hui les choses  
19 sont légèrement différentes, de ce que je  
20 comprends?

21 R. En passant, à un moment donné le local est vide,  
22 des fois tu as pas le choix de prendre les  
23 travailleurs qui restent, là. Mais je vais vous  
24 conter. Je pose des questions : « Comment ça va  
25 avec le carnet? » puis on me dit que notre

1           surintendant s'est assis avec un représentant du  
2           144 pour regarder la liste et choisir des joueurs.  
3           Pour moi c'est une grosse amélioration.

4                     J'ai vu des jeunes contremaîtres sur le  
5           dernier « shutdown » qu'on a fait à Suncor, les  
6           contremaîtres tuyauteurs, encore là, c'est une  
7           nouvelle génération. À la fin de l'arrêt, on me dit  
8           qu'on a pu conserver ces jeunes contremaîtres là,  
9           donc monter de la relève. Pour moi c'est un vent de  
10          fraîcheur dans l'industrie, là.

11          (16:27:36)

12          M. RENAUD LACHANCE, Commissaire :

13          Q. **[614]** Donc avec les nouvelles lois, finalement,  
14          vous... sentez-vous que le... le pouvoir qu'avait  
15          monsieur Cyr, par exemple, pourrait se retrouver  
16          encore une fois auprès d'un... d'un chef syndical  
17          du 144, là vous dites: « Une nouvelle génération  
18          (inaudible) différemment », mais est-ce qu'une  
19          personne à la mentalité de monsieur Cyr est  
20          toujours possible, aurait toujours autant de  
21          pouvoir, autant d'ascendants dans le placement de  
22          la main-d'oeuvre avec les nouvelles règles?

23          R. Oui.

24          Q. **[615]** Ça serait possible, selon vous?

25          R. Oui.

1 Q. **[616]** De quelle façon c'est possible? Parce que là  
2 je comprends que vous choisissiez à travers une  
3 liste qu'on vous... qu'on vous donne et vous  
4 avez... éventuellement, vous allez connaître tous  
5 ces gens-là, vous allez pouvoir faire affaire  
6 directement avec eux?

7 R. On s'assoit encore avec les... le... le... je vais  
8 vous donner un exemple, ça va être encore plus  
9 clair, j'aime ça les exemples. Les chaudronniers  
10 puis c'est pas de la mauvaise volonté de Michel  
11 Trépanier, à un moment donné, on reçoit pas de  
12 liste ça fait qu'on appelle les chaudronniers à la  
13 maison, comme le nouveau règlement nous le permet,  
14 mais la première chose que font les... les gars  
15 appelés, c'est de dire, c'est d'appeler au local:  
16 « Hey! J'ai eu un appel de Ganotec. » Ça fait que  
17 ça... vous voyez, ça... ça... les... ils respectent  
18 encore, les hommes respectent encore les directives  
19 du local, là.

20 (16:28:59)

21 LA PRÉSIDENTE :

22 Q. **[617]** Mais si je comprends bien moi aussi, c'est  
23 pas tellement la mise en place d'une nouvelle loi  
24 ou de nouveaux règlements qui changent les choses,  
25 mais le choix des personnes intègres, le choix des

1 personnes honnêtes pour diriger.

2 R. Si tout le monde était intègre à tous les niveaux,  
3 ça fonctionnerait, oui. C'est pas mauvais le  
4 carnet, là, pour moi c'est une étape de  
5 transparence, là. Mais les associations syndicales  
6 vont chercher un permis de référence syndicale, on  
7 s'assoit encore avec eux, mais c'est un pas dans la  
8 bonne direction, tout le système est plus  
9 transparent, là. Est-ce qu'un jour on va aller  
10 encore plus loin puis c'est les travailleurs qui  
11 vont devoir appeler ou... pour dire: « Je suis  
12 disponible », mais c'est un pas dans la bonne  
13 direction.

14 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

15 Q. **[618]** Mais si je continue sur votre exemple, là,  
16 l'employé que vous appelez directement, lui appelle  
17 son local. Est-ce que le local vous appelle pour  
18 vous dire: « Vous devriez passer par nous, non pas  
19 directement par les employés »?

20 R. Bien dans le cas... dans l'exemple que je donne,  
21 j'ai reçu un appel de Michel Trépanier et il a pris  
22 le temps de venir me rencontrer à Trois-Rivières  
23 parce que je voulais comprendre pourquoi Michel  
24 voulait pas respecter le carnet. Puis c'est  
25 vraiment une question de principes, lui, son point

1 c'est que ce qu'il fait avec ses travailleurs,  
2 c'est pas de la construction, c'est de la  
3 machinerie de production. Ganotec est pas un  
4 employeur professionnel parce qu'on fait  
5 majoritairement de la machinerie de production,  
6 donc Ganotec ne fait pas de la construction, sauf  
7 sur le... mettons le gaz naturel. Ça fait que d'un  
8 côté... ça fait que moi j'ai demandé à Michel de  
9 respecter le carnet pour... par transparence. Lui,  
10 il dit: « Bien non, tu fais pas de la construction,  
11 tu n'es pas un employeur professionnel, tu n'as pas  
12 à respecter le carnet. » Puis j'ai demandé une  
13 opinion à la CCQ puis on m'a répondu :  
14 « Effectivement. »

15 Q. **[619]** Donc, ce que je comprends c'est qu'on pourra  
16 peut-être éventuellement étendre les carnets,  
17 rendre légale... l'obligation légale des carnets,  
18 dans un secteur comme le vôtre, pas besoin de  
19 limiter à la construction, là, ça permettrait  
20 d'enlever l'effet « pouvoir » d'un local dans le  
21 référencement, là?

22 R. Ça... c'est une bonne idée, mais encore une fois,  
23 le carnet, c'est une étape, O.K., mais il y a  
24 encore beaucoup de pouvoir laissé aux syndicats,  
25 là.

1 Q. **[620]** Est-ce que le... quand on sent de nouveau  
2 la... vous avez quand même certaines activités  
3 reliées à la construction, est-ce que dans le  
4 niveau de la construction l'usage du carnet  
5 fonctionne bien quand vous...?

6 R. Oui.

7 Q. **[621]** Puis est-ce qu'on a là encore le comportement  
8 d'un local au niveau de la construction que lorsque  
9 vous appelez un employé directement de la  
10 construction, le local cherche à s'imposer, à ne  
11 pas faciliter dans les faits que les appels directs  
12 aux employés de la construction?

13 R. Moi j'ai pas encore entendu de problème, là. On  
14 travaille majoritairement avec les tuyauteurs et  
15 les chaudronniers dans le moment puis je pourrais  
16 pas vous signaler de problème, là. Encore une fois,  
17 je suis pas un expert en relations de travail, j'ai  
18 travaillé quelque chose comme sur les trois  
19 dernières années deux ans à Terre-Neuve, c'est...  
20 c'est... j'ai perdu un peu le fil, mais je suis  
21 revenu au mois d'avril ou mai l'an passé puis  
22 tranquillement je me mets, disons à la... à la...  
23 je me mets au courant de qu'est-ce qui se passe.  
24 Comme j'ai rencontré le jeune Pat Bérubé une seule  
25 fois, là, ce qui est pas suffisant, là, mais...

1 Me CAINNECH LUSSIAÀ-BERDOU :

2 Q. **[622]** Pour clarifier, monsieur Bérubé c'est qui?

3 R. Pat Bérubé, c'est le gérant d'affaires des monteurs  
4 d'acier pour l'International.

5 Q. **[623]** Parfait. Moi, je n'ai plus de questions pour  
6 monsieur.

7 (16:32:59)

8 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

9 Q. **[624]** Peut-être moi, une dernière. Écoutez, vous  
10 êtes un gestionnaire d'expérience, là. On voit bien  
11 que monsieur Gérard Cyr avait un ascendant très  
12 fort et puis, du moins, se disait et avait un  
13 pouvoir très grand lorsqu'on parle des heures  
14 supplémentaires, de ralentissement de chantier, de  
15 (inaudible). Avez-vous l'impression que le pouvoir  
16 de monsieur Cyr venait notamment du fait de sa très  
17 longue durée à la tête du Local, que s'il y avait  
18 une limite à la durée d'un mandat, à quelque part,  
19 à un moment donné, on ne peut pas nécessairement  
20 atteindre autant... autant de pouvoir que ça?

21 R. Oui, vous avez raison. Moi, je pense à Gérard. Je  
22 vois un homme qui est très très très intelligent,  
23 un homme qui a beaucoup de charisme. C'est un homme  
24 qui a su - je vais utiliser le mot manipulateur,  
25 même si c'est péjoratif un peu. C'est un gars qui

1 s'est boulonné avec... dans tout l'entourage au fil  
2 des années, des dizaines d'années qu'il a été là.  
3 Effectivement, le fait qu'il soit si bien ancré, si  
4 bien boulonné, ça lui donne beaucoup de pouvoirs.

5 Q. [625] Et ces pouvoirs-là découlent du fait qu'il a  
6 pris pendant de nombreuses années à développer  
7 tout... tout le boulonnage que... que vous  
8 décrivez. Et ces gens-là sont très puissants et  
9 qu'ils sont mal... mal fréquent... ils fréquentent  
10 des personnes plus ou moins appropriées. Pour une  
11 entreprise comme vous, est-ce que ça pourrait... ça  
12 mène à certains dangers de voir des gens aussi  
13 puissants fréquenter peut-être de mauvaises  
14 personnes? Est-ce que ça aurait pu affecter  
15 également vos relations d'affaires?

16 R. Quand tu travailles... une petite compagnie comme  
17 Ganotec qui travaille seulement au Québec ou  
18 pratiquement au Québec, avoir affaire à des  
19 dictatures comme ça, il y a pas vraiment de système  
20 de protection. Tandis que travailler pour une  
21 compagnie comme Kiewit, eux peuvent décider demain  
22 matin de faire « O.K. Les lois au Québec ou les...  
23 correspondent plus à nos... à nos valeurs, on peut  
24 plus faire des affaires, faire de l'argent », ils  
25 vont simplement fermer boutique au Québec et

1 travailler en Ontario et à Terre-Neuve. Je sais pas  
2 si ça répond à votre question, mais quand nous  
3 sommes une petite entreprise, c'est... c'est notre  
4 gagne-pain, là, on peut avoir à choisir entre  
5 mettre la clé dans la porte...

6 (16:35:23)

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Est-ce que les parties auront des questions pour  
9 monsieur Larouche?

10 Me LUCIE JONCAS :

11 Oui, j'en aurai pour le Conseil provincial.

12 Me DENIS HOULE :

13 (Inaudible) d'autres questions, Madame, je vais  
14 réfléchir. Je vais vous le dire demain matin. Ça  
15 va?

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Et vous en avez pour un certain temps, Maître  
18 Joncas?

19 Me LUCIE JONCAS :

20 Je vais être brève et concise, je ne pense pas que  
21 je vais m'étendre très longtemps, mais je vais  
22 discuter avec mes collègues ce soir et je vais  
23 voir...

24 LA PRÉSIDENTE :

25 O.K. Non, c'est ça. Alors, donc vous ne voulez pas

1           entreprendre votre interrogatoire ce soir.

2           Me LUCIE JONCAS :

3           Non. Non.

4           LA PRÉSIDENTE :

5           C'était ça la question. O.K. Maître Laurin.

6           Me ROBERT LAURIN :

7           FTQ Construction, pas de question.

8           LA PRÉSIDENTE :

9           Parfait. Merci.

10

11          AJOURNEMENT DE L'AUDIENCE

12

---

1  
2  
3  
4  
5  
6  
7  
8  
9  
10  
11  
12  
13  
14  
15  
16  
17  
18  
19  
20  
21  
22  
23

SERMENT

Nous, soussignés, DANIELLE BERGERON et CLAUDE MORIN, sténographes officiels, certifions que les pages qui précèdent sont et contiennent la transcription fidèle et exacte de l'enregistrement numérique, le tout hors de notre contrôle et au meilleur de la qualité dudit enregistrement.

Le tout conformément à la loi.

Et nous avons signé,

---

Danielle Bergeron (Tableau #289077-1)  
Sténographe officielle

---

Claude Morin (Tableau #200569-7)  
Sténographe officiel